

Université de Montréal

LA GÉOGRAPHIE DU DOLLAR ET LA CHINE
Analyse géoéconomique d'une sédition monétaire

par
Étienne Turgeon Pelletier

Département de Géographie
Faculté des Arts et Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des Arts et Sciences
en vue de l'obtention du grade de maîtrise
en géographie
Octobre, 2011
© Etienne Turgeon Pelletier, 2010

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé :
La géographie du dollar et la Chine

Présenté par :
Etienne Turgeon Pelletier

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Patricia Martin, présidente-rapporteur
Rodolphe De Koninck, directeur de recherche
Bernard Bernier, membre du jury

Résumé

L'équilibre économique mondial repose sur une asymétrie structurelle dont les pôles antagonistes principaux sont les États-Unis et l'Asie orientale. À la base de cet axe de tension géographique se trouve la question de la représentation mondiale de la richesse. La domination du dollar permet aux États-Unis un accès disproportionné aux ressources planétaires. Les pays créanciers, dont fait partie la Chine, hésitent à laisser flotter leur monnaie et attaquer l'hégémonie du dollar. Entre temps, les déséquilibres s'intensifient, tout comme les tensions politiques, par l'effet de ce système monétaire qui participe au maintien d'un monde unipolaire. Le système monétaire actuel n'offre aucune perspective endogène quant à la résolution des déséquilibres que son équilibre requiert. Ce mémoire cherche à identifier les stratégies géoéconomiques de la Chine pour se soustraire de l'emprise du dollar.

Mots clés : Dollar, monnaie, système monétaire international, États-Unis, Chine yuan, déséquilibres globaux, géoéconomie, géographie, géopolitique, développement.

Abstract

Present world economic stability rests on a structural asymmetry whose main antagonists are the United States and East Asia. Inducing the very existence of this axis is the question of the worldwide representation of value. The dollar's domination in this matter allows the United States a disproportionate access to planetary resources. The creditor countries, among which China, hesitate to adopt a floating exchange rate and challenge this peculiar dimension of hegemony directly through the foreign exchange market. As time goes by the global imbalances intensify along with the corresponding political tensions. In effect, the dollarized global monetary system acts as a pillar of a unipolar world. The present international monetary system does not offer, by itself, a resolution to this polarisation process its existence generates. This mémoire offers a perspective on China's geoeconomic strategies destined to extract itself from the dollar system. This is done through the observation of three sets of indicators : Forex reserves, commercial relations and domestic demand.

Keywords : Dollar, dollar system, money, international monetary system, United States, China, yuan, global imbalances, geoeconomy, geography, geopolitics, development.

La rédaction de ce mémoire a été rendue possible grâce au support financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Je tiens naturellement à remercier le directeur de mes recherches, le professeur Rodolphe De Koninck, pour son dynamisme contagieux et son engagement. Je dois aussi souligner l'apport du professeur Bernard Élie qui était nécessaire dans ce projet transdisciplinaire.

Table des matières

Résumé -----	3
Abstract-----	3
Liste des figures -----	8
Liste des tableaux -----	9
Liste des sigles et abréviations -----	9
Chapitre 1 : La Géographie du dollar-----	10
<i>1.1 Le contexte de la recherche -----</i>	<i>10</i>
Monnaie et géopolitique aux États-Unis -----	10
Le système dollar-----	11
Les enjeux géostratégiques de la dé-dollarisation : guerre froide financière-----	15
<i>1.2 Recension de la littérature pertinente-----</i>	<i>18</i>
Un cadre de référence théorique -----	18
Eessor des monnaies régionales, maintien d'un monde dollarisé-----	20
Une projection des tendances cycliques -----	22
Axes d'analyse suggérés -----	22
<i>1.3 Les objectifs -----</i>	<i>24</i>
Considérations épistémologiques -----	24
Les objectifs -----	26
<i>1.4 La méthode -----</i>	<i>27</i>
La posture géoéconomique -----	27
Grille d'analyse géoéconomique à trois variables -----	27
Approche analytique réaliste : la Chine en tant que sujet-----	29
<i>1.5 Limites-----</i>	<i>30</i>
Chapitre 2 : La question des réserves de change et du taux de change de la Chine-----	32
<i>2.1 Agences de gestion des réserves de change. -----</i>	<i>32</i>
State Administration of Foreign Exchange (SAFE) -----	32
China Investment Corporation (CIC) -----	33
<i>2.2 Les réserves de change -----</i>	<i>35</i>

L'origine des réserves -----	35
L'ampleur des réserves -----	36
Une politique de stabilité sociale -----	37
Une politique de stabilité financière -----	39
La composition des réserves -----	39
Diversification -----	43
Les limites de la diversification -----	44
<i>2.3 Les politiques de change -----</i>	<i>46</i>
La politique monétaire chinoise du yuan (RMB) faible -----	46
Une sous évaluation débattue -----	47
Les risques inflationnistes -----	48
Effet sur les échanges, la consommation et les déséquilibres globaux -----	50
<i>2.4 Conclusion -----</i>	<i>50</i>
Chapitre 3 : Diplomatie commerciale, régionalisation et croissance auto centrée -----	52
<i>3.1 Diplomatie commerciale -----</i>	<i>52</i>
Diplomatie commerciale asiatique -----	53
L'ASEAN+3 comme courroie de transmission -----	54
La Chine comme moteur -----	56
<i>3.2 Dimensions et limites du profil commercial de la Chine -----</i>	<i>61</i>
<i>3.3 En guise de conclusion : les accords de 2000 à Chiang Mai et le dollar -----</i>	<i>63</i>
Chapitre 4 : Croissance autocentrée et transformations internes -----	65
<i>4.1 Vers un nouveau développement -----</i>	<i>65</i>
<i>4.2 L'entrave des disparités -----</i>	<i>67</i>
Les voies des disparités -----	68
La question du logement -----	69
Les logements « abordables » -----	70
La question des salaires -----	71
La question de la sécurité sociale -----	73
<i>4.3 Les orientations du plan quinquennal 2011-2015 -----</i>	<i>73</i>
<i>4.4 Opacité du système social et politique : réformes incertaines -----</i>	<i>75</i>
Conclusion -----	78

Retour sur la géoéconomie du système dollar-----	78
Retour sur les chapitres-----	80
Le consommateur externe-----	81
Annexe 1 : Réserves de change mondiales -----	84
Annexe 2 : Composition des réserves de changes mondiales -----	85
Annexe 3 : Distribution des titres d'État américain, représentation cartographique -----	86
Annexe 4 : Dette publique des principaux États de la zone euro (%PIB)-----	87
Annexe 5 : Structure et fonctions du SAFE -----	88
Annexe 6 : Noms des grands nombres -----	89
Annexe 7 : Balance des paiements-----	90
Annexe 8 : Sources des réserves chinoises -----	91
Annexe 9 : Expressions du taux de change -----	92
Annexe 10 : Indice Big Mac, juillet 2010.-----	93
Annexe 11: Pays ayant des accords bilatéraux avec l'ASEAN -----	94
Annexe 12: Zones de libre échange regroupant au moins trois pays membres -----	95
Annexe 13 : ALES chinois effectifs-----	96
Annexe 14 : ALES chinois en élaboration -----	97
Annexe 15: L'économie-monde-----	98
Liste bibliographique -----	99

Liste des figures

- Figure 1: Balance commerciale des États-Unis (milliards USD) - (p.12)
- Figure 2: Accumulation des réserves de change mondiales et asiatiques, en milliards USD - (p.12)
- Figure 3: États membres de l'OCS - (p.14)
- Figure 4: Pourcentage des exportations mondiales destinées aux États-Unis - (p.18)
- Figure 5: Réserves de change chinoises (milliards USD) - (p.36)
- Figure 6: Composition des réserves chinoises - (p.40)
- Figure 7: Maturités des réserves américaines de la Chine - (p.41)
- Figure 8: Réserves chinoises en tonnes d'or - (p.42)
- Figure 9: Taux de change RMB/USD - (p.46)
- Figure 10: Réserves et agrégats monétaires chinois - (p.48)
- Figure 11: PIB chinois (billions USD de 2000) - (p.55)
- Figure 12: PIB chinois (croissance annuelle) - (p.56)
- Figure 13: Valeur des exportations chinoises (%PIB) - (p.57)
- Figure 14: Marchés d'exportation des marchandises de la Chine - (p.58)
- Figure 15: Part du PIB chinois dépendant des exportations de marchandises - (p.58)
- Figure 16: Exportations, importations et PIB chinois (billions USD 2000) - (p. 59)
- Figure 17: Part des exportations de marchandises destinée à la Chine - (p.60)
- Figure 18: Part du PIB dépendant des exportations de marchandises vers la Chine - (p.60)
- Figure 19: Comportement des ménages chinois - (p.65)
- Figure 20: Population active chinoise - (p.70)

Liste des tableaux

Tableau 1 : Composition des Réserves Allouées Mondiales - (p.39)

Tableau 2: Salaires en Asie émergente - (p.71)

Liste des sigles et abréviations

ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
APEC	Coopération économique Asie-Pacifique
ASEAN	<i>Associaton of Southeast Asian Nations</i> : Association des Nations du Sud-Est asiatique
ASEM	Rencontre Asie-Europe
BPC	Banque populaire de Chine
BRI	Banque des règlements internationaux
BRIC	Brésil, Russie, Inde, Chine
DTS	Droits de tirage spéciaux
Fed	Réserve fédérale des États-Unis
FMI	Fonds monétaire international
Forex	<i>Foreign exchange</i> : marché des changes, marché des devises
EAS	<i>East Asian Summit</i> : Sommet de l'Asie orientale
IDE	Investissement direct étranger
MdF	Ministère des Finances
OCS	Organisation de coopération de Shanghai
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PCC	Parti communiste chinois
RMB	Renminbi
SAFE	Administration d'État des réserves en devises extérieures
USD	<i>United-States dollar</i> : dollar américain
ZLEA	Zone de libre échange des Amériques

Chapitre 1 : La Géographie du dollar

1.1 Le contexte de la recherche

Monnaie et géopolitique aux États-Unis

Depuis au moins 1908, sous la présidence de William H. Taft, la devise américaine fait figure d'instrument diplomatique intégré à la conduite de la politique extérieure des États-Unis. C'est à cette époque que fut décidé que la *dollar diplomacy* se porterait en successeur du *Big Stick* de Roosevelt. La dernière approche ayant engendrée une animosité anti-américaine difficilement gérable en Amérique Latine, ce sera désormais par la voie d'une violence plus discrète que s'imposera l'influence américaine sur les périphéries du pays : la monnaie. Tel qu'il la comprend, Jean-Baptiste Duroselle (1961) conçoit deux piliers à la diplomatie de dollar. D'une part, les sociétés américaines oeuvrant à l'étranger bénéficiaient de l'appui politique de leur gouvernement et d'autre part, le gouvernement des États-Unis oeuvrait auprès des pays de la périphérie afin d'en favoriser l'accès aux capitaux américains.¹ La diplomatie du dollar devenait la conjonction des orientations stratégiques de l'État avec ceux des groupes privés les plus puissants de l'époque – d'abord du domaine de la finance et de l'industrie bancaire.²

En maintenant des restrictions sur les importations et l'immigration, cette forme de colonisation n'avait pas l'inconvénient de faire entrer sur le marché domestique américain une production et une main d'oeuvre concurrentielles. Ce patron relationnel réunissait les avantages économiques, stratégiques et politiques de la colonisation directe en laissant au compte des États de la périphérie l'ensemble des charges administratives, d'enseignement, d'hygiène publique et d'infrastructures routières. La politique étrangère de Taft ne se posait pas en rupture avec celle de Roosevelt. Elle en était la continuité, le raffinement. Les dollars et les canons furent utilisés simultanément, l'un portant avec lui la force persuasive de l'autre (Langevin, 2010). Si ce système allait connaître un arrêt en

¹ Nous entendons par le terme *périphérie* les nombreux degrés de marginalisation suggérés par Fernand Braudel dans sa définition de l'économie-monde (annexe 15).

² Denis Langevin (2010) y voit l'explication du mot de Charles Austin Beard - l'un des principaux historiens américains du début du XXe siècle - sur l'origine de la préséance des intérêts privés face à l'intérêt public dans l'élaboration de l'intérêt national américain.

1933 avec l'administration de Franklin D. Roosevelt, son potentiel allait être décuplé en 1944 à travers une transformation du système monétaire international qui universaliserait la désirabilité et l'inéluctabilité du dollar, fer de lance de la stratégie d'expansion géoéconomique des États-Unis.

Le système dollar

Aujourd'hui, le système monétaire mondial fonde sa stabilité sur une asymétrie structurelle : le rôle de devise clé du dollar. Cette particularité est formalisée par Robert Triffin dans le paradoxe qui porte son nom (Triffin, 1960). Depuis les accords de Bretton Woods de 1944, l'accès des autres pays aux moyens de paiements internationaux passait nécessairement par l'endettement américain vis-à-vis du reste du monde. Dans le contexte d'une monnaie référencée à l'or, ce processus engendrait nécessairement un doute croissant à l'endroit de la correspondance effective entre la masse bourgeonnante de dollars et les réserves de Fort Knox. Triffin faisait remarquer que si tous les autres pays réclamaient systématiquement l'escompte en or de leurs réserves de dollars, c'est la devise américaine qui serait dépouillée de sa valeur et à terme, c'est le système d'échanges internationaux qui serait entravé par manque de liquidité.³ L'alternative qui subsiste – mais qui connaît le même aboutissement – est le refus du déficit extérieur par le pays dominant. L'intégrité de sa devise est préservée, mais le commerce mondial est inhibé par manque de monnaie.

Robert Triffin, comme Keynes, voit deux solutions au dilemme: la création d'une monnaie mondiale gérée par le Fonds monétaire international (FMI) ; l'abandon par le pays dominant de toute référence pour sa monnaie. Si l'économiste défend la première, les stratèges américains choisiront la seconde. En 1971, l'abandon de la référence d'or implique la fin de toute contrainte formelle à l'émission de dollars, accroissant les perspectives d'acquisition. L'hégémonie monétaire du dollar deviendra un pilier de l'hégémonie globale américaine.

En devenant émetteur de la devise de référence internationale, la Réserve fédérale des États-Unis (Fed) devenait de facto la banque centrale du monde. Puisque le volume

³ De fait, les États-Unis détenaient 66 % de l'or mondial en 1946, 38 % en 1961, 24 % en 1971 et 26% en 2011 (World Gold Council 2011).

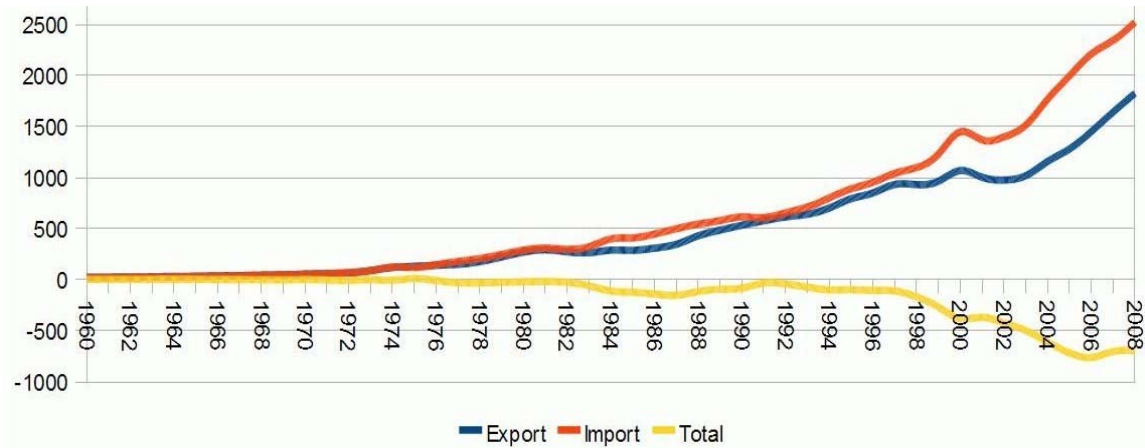
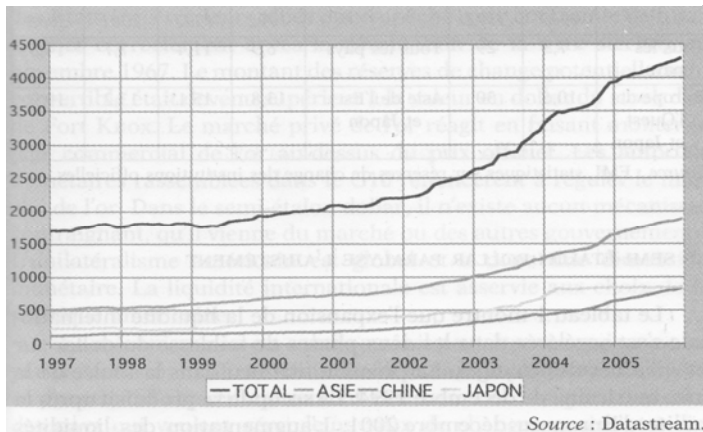
mondial de liquidité était largement tributaire du déficit américain, les politiques américaines devenaient garantes des conditions économiques prévalant dans les nations périphériques d'une économie-monde de plus en plus interdépendante. Pour autant que les autres pays eurent un incitatif effectif à emmagasiner des dollars, les États-Unis pouvaient acquérir à crédit les ressources nécessaires à la conduite d'objectifs politiques et militaires.⁴ L'exercice de ce privilège de taxation du centre sur ses périphéries était *nécessaire* à la stabilité économique mondiale (Dooley, Folkerts-Landau & Garber, 2003). Dans la durée, cependant, le système de l'étalon dollar mènera à ce que Lawrence Summers appelle, en référence à la guerre froide, « *l'équilibre financier de la terreur* » (DeLong & Cohen, 2009).

Si le statut du dollar a permis aux États-Unis de consommer systématiquement au-delà de leurs moyens dès avant 1971, la forte polarisation des déséquilibres a été une conséquence directe des politiques américaines expansives et déficitaires, utiles au renversement des forces déflationnistes qui menaçaient la stabilité de l'économie mondiale à la fin de la décennie 1990, suite à l'effondrement boursier de la « Nouvelle Économie » (Aglietta, 2007, p.360). En effet, dans le contexte du système dollar globalisé, la relance de la consommation mondiale ne pouvait être assumée que par les États-Unis. Ceci aura renforcé artificiellement un état de « *prospérité mondiale, résultant du cercle non vertueux mais apparemment efficace établi entre une consommation américaine fondée sur l'endettement et une épargne asiatique finançant ce dernier* » (De Montbrial, 2010, p.33) (Fig.1).

⁴ Le fait que, jusqu'à tout récemment, le pétrole – comme l'ensemble des matières premières - soit libellé exclusivement en dollars sur les marchés mondiaux n'était pas la moindre des causes du maintien de la demande pour la devise américaine (Engdahl, 2004).

Figure 1: Balance commerciale des États-Unis (milliards usd) -

http://fr.wikipedia.org/wiki/Balance_commerciale#Balance_commerciale_des_États-Unis

**Figure 2: Accumulation des réserves de change mondiales et asiatiques, en milliards usd (Aglietta, 2007, p.363)**

Source : Datastream.

Jusqu'à présent, les

politiques des banques centrales asiatiques, surtout la Banque populaire de Chine (BPC), ont mené à une accumulation de réserves de change, recyclant les dollars provenant de leurs excédents commerciaux en titres d'État américain (Fig.2). Dans la

mesure où le flux d'endettement américain dépasse la demande privée pour les actifs américains, les banques asiatiques encaissent le surplus par l'augmentation de leurs encaisses de réserve. Plus le secteur privé doute de la stabilité du système - et le manifeste en rejetant ses dollars sur le marché des changes - plus ce manque de confiance doit être compensé par des interventions accrues des banques centrales, entraînant à terme la hausse de leur base monétaire et, conséquemment, de la liquidité mondiale. Ce phénomène prend une ampleur particulière en Chine. Par leur demande de titres américains les banques centrales étrangères préservent la force du dollar et inhibent l'augmentation des taux d'intérêts sur lesdits titres. L'absence de cette augmentation - incitatif d'usage à la rigueur budgétaire - est un vecteur évident du cycle de l'endettement. Si les autorités monétaires du continent eurasiatique entretiennent cette boucle, c'est en raison de leur dépendance économique à ce processus. L'alternative au

recyclage des surplus de dollars dans les titres d'État américains, c'est la perte de compétitivité inhérente à l'appréciation de leur devise respective vis-à-vis du dollar, le ralentissement de l'activité économique, l'augmentation du chômage et l'instabilité sociale (Hudson, 2009).

Ce processus en boucle n'offre pas de résolution endogène de la polarisation qu'il engendre, mais plutôt le renforcement des tensions dont il est le principal agent. L'accumulation d'actifs américains dans la toile mondiale des banques centrales (annexes 1 à 3) comporte donc des risques qui ne sont « *contenus que si le système monétaire international reposant sur le dollar se perpétue* » (Aglietta, 2007, p.361). La condition de la pérennité de la structure financière déséquilibrée est le caractère hégémonique du système monétaire international. Les faits montrent en somme que « *le projet d'hégémonie politique a une béquille monétaire* » (Aglietta, 2007, p.361). L'éventuel passage du système de l'étalon dollar à un système monétaire polycentrique ne sera donc pas le résultat d'un processus de marché. Parce qu'il requiert des transformations de nature institutionnelle, ce phénomène, s'il advient, sera d'essence politique. Il peut prendre la forme soit d'un changement de la politique américaine permettant l'augmentation de l'épargne, soit d'une transformation du régime de change et donc du modèle de développement des pays détenant la dette américaine. Les deux voies comportent chacune d'importants obstacles, le système exerçant de lui-même une grande force d'inertie.

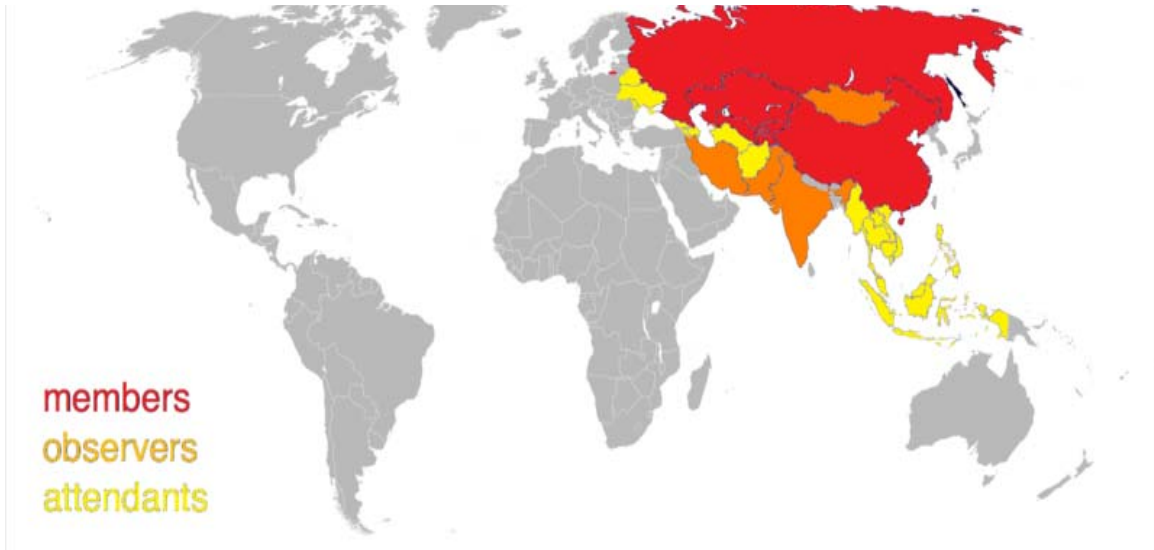
C'est cette dimension finalement politique de la monnaie qui, dans un contexte global de multipolarisation, semble offrir une base pour asseoir la compréhension du mouvement politique de défiance envers le dollar. Bien que cette dissidence ait continuellement coexisté avec ce système d'hégémonie monétaire, pour l'intérêt de cette étude, nous considérerons qu'elle amorce sa vigueur pertinente le 16 juin 2009.

Les enjeux géostratégiques de la dé-dollarisation : guerre froide financière

Le 16 juin 2009 se réunissaient les chefs d'État membres de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), organisation servant « *surtout à la Chine et à la Russie à se tailler une zone d'influence [en Asie Centrale], cruciale du point de vue géopolitique et économique, et y contrebalancer l'influence américaine* » (Maurel, 2009, p.107).

Figure 1: États membres de l'OCS

http://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_de_coop%C3%A9ration_de_Shanghai



L'OCS, créée en 2001, regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan (Fig.3). L'Iran y occupe un statut d'observateur au même titre que l'Inde, le Pakistan et l'Afghanistan. 42% de la population mondiale sont représentés à l'OCS. Celle-ci fut fondée en tant que tribune diplomatique vouée à l'atténuation des tensions entre les États membres en négociant la réduction des forces militaires aux frontières et en garantissant l'immutabilité de ces dernières. Par extension, l'OCS est devenue un forum politique consacré à équilibrer l'influence des États-Unis. Leur demande expresse d'assister à la rencontre de 2009 leur a d'ailleurs été refusée.

L'occasion de la rencontre de 2009 a été le siège de résolutions, notamment entre Russes et Chinois, soulignant la nécessité de mettre un terme à la boucle de la dollarisation de l'économie mondiale qui contraint les partenaires des États-Unis à soutenir le dollar de crainte que l'effondrement de l'économie américaine n'entraîne la disparition d'une partie substantielle de leurs réserves libellées en dollars et constituées pour une large part de bons du Trésor US (annexes 1 à 3).

La fin des travaux de l'OCS a été enchaînée par une réunion des pays du BRIC⁵ consacrée à la crise financière mondiale. Là encore, la déclaration finale lue en présence des chefs d'État par le président Medvedev, a appelé à la diversification du système monétaire international. Sans en appeler explicitement à la substitution du rôle du dollar, une source proche de la délégation russe a cependant déclaré à Reuters que les dirigeants du BRIC demandaient à leurs ministres des Finances et à leurs banques centrales d'élaborer des propositions concernant de nouvelles monnaies de réserve en plus de faire des propositions sur une utilisation plus large des monnaies respectives des pays du BRIC dans leurs échanges commerciaux mutuels (Reuters 16-06-2009). La grande prudence dans la formulation des communiqués illustre toutefois la fragilité de l'unité politique entre les dissidents du dollar, une volonté de contenir la volatilité des marchés financiers mais aussi une réticence à supporter des positions ouvertement hostiles envers les États-Unis.

La dé-dollarisation de l'économie internationale aurait des conséquences économiques, mais aussi des implications géostratégiques fondamentales. Décrit dès le début des années 1960 par Jacques Rueff, le « *privilège exorbitant* » des Américains à battre la monnaie de réserve internationale, sert notamment de pilier au développement de leurs capacités militaires globales, incidemment subventionnées par les pays émergents (Hudson, 2009). L'encerclement et le fractionnement stratégique du continent eurasiatique par les Américains et leurs alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est certes une réalité dépourvue d'accueil favorable unanime par des pays qui contribuent, par l'inertie du système financier international, au renforcement de cet arsenal en compromettant du même coup la valeur de leurs réserves financières. Les orientations stratégiques affirmées par l'OCS et le groupe des BRIC - densification des échanges entre pays membres, règlement des transactions par d'autres instruments monétaires que le dollar, instauration progressive d'une monnaie de réserve internationale - s'inscrivent dans un mouvement de défiance à l'endroit du dollar et de l'usage qu'en fait son émetteur (Organisation de Coopération de Shanghai 16-06-2009).

⁵ Brésil, Russie, Inde, Chine.

Comme nous venons de le voir, bien que la monnaie soit ici une préoccupation de premier plan, notre approche la comprend comme un point d'impact entre volontés de puissance antagonistes qui animent États et gouvernements. Or, cette posture se trouve incompatible avec le fondement même de la science économique contemporaine : l'*individualisme méthodologique*. Ce principe nie l'échelle collective – institutionnelle – des phénomènes humains et « *affirme qu'un processus collectif n'est jamais davantage que la somme des comportements individuels* » (Jorion, 2009, p.132).⁶ Dans les faits, comme cette approche situe le fondement des mécanismes économiques dans la psychologie de l'individu, elle n'admet pas qu'ils puissent être le résultat d'un rapport de force entre groupes sociaux. Si nous nous désintéressons de prétendre que la science économique souffre aujourd'hui de handicaps conceptuels devant la monnaie, il nous est essentiel – et suffisant – de comprendre que la monnaie est une institution anthropologique qui demande à être comprise à travers d'autres disciplines, d'autres traditions épistémologiques. Notre démarche d'analyse met au premier plan la considération des tensions politiques s'exprimant sur le terrain du système financier international.

Sur le plan académique, les enjeux relatifs à la défiance du dollar peuvent se classer dans la filière de la géoéconomie. Cherchant à exposer et comprendre le cadre politique des réalités économiques, « *les défenseurs de la notion de guerre économique considèrent que les années 1990 marquent une révolution copernicienne : le passage d'une géopolitique classique – dans laquelle les États se livrent à des luttes pour la maîtrise des territoires – à une géoéconomie ou guerre économique* » (Munier, 2009, p.47). Dans son sens large, la géoéconomie considère que, « *à l'heure de la prolifération nucléaire, la puissance rime avant tout pour un État avec sa capacité à modifier les conditions de la concurrence, à transformer le contexte économique à son profit afin de conserver des emplois, à s'assurer de sa domination technologique, commerciale,*

⁶ Les tenants de la théorie économique dominante, partisans de l'*individualisme méthodologique*, souscrivent en général aussi au postulat de la « *main invisible* », attribué à Adam Smith, qui suppose que bien que les individus se contentent de poursuivre leur intérêt égoïste, le bien général n'en découle pas moins.

“Economists, who deal in models of individual rational behavior, are not well equipped to treat conquests and plunder. Thus, they prefer to stick to the “nice” face of globalization, to describe how the global working of the “invisible hand” brought late 19th century technological marvels”(Milanovic, 2003, p.669).

économique et, partant, politique » (Munier, 2009, p.4). Selon ces conceptions de belligérance par voie marchande, la situation qui nous intéresse fait office de guerre froide. Paul Goldschmidt (2009), pour illustrer les tensions autour du système de l'étalon dollar, évoque d'ailleurs l'image du désarmement nucléaire de la guerre froide, « *où la prise de conscience qu'une destruction de l'adversaire entraînerait son propre anéantissement, a amené les parties à des accords successifs visant à réduire les risques de dérapage.* » Il rappelle que « *dans le contexte actuel, une chute brutale du dollar – provoquée par la poursuite de politiques irresponsables par les États-Unis ou par ses créanciers – aurait des effets cataclysmiques sur l'ensemble de l'économie mondiale* » (Goldschmidt, 2009).

1.2 Recension de la littérature pertinente

Un cadre de référence théorique

Les économistes Frédéric Lordon et André Orléan (2007)⁷ ont employé les fondations théoriques des *Traité Politiques* de Baruch Spinoza pour expliquer le cycle de la monnaie. Les auteurs jugent que ses vues larges s'appliquent à l'institution monétaire puisqu'il s'agirait en fait de « *la même grammaire de puissance qui se décline dans l'ordre politique comme dans l'ordre monétaire* ». Il semblerait en effet, par examen de l'histoire, que les monnaies résultent d'un rapport de force, d'une opposition conflictuelle entre des groupes intéressés pourvus de puissances inégales. La forme de la monnaie produite par la résolution de ce conflit consacre pour un temps le rapport de force dans les interactions économiques : le vainqueur dispose d'un accès privilégié aux ressources que le vaincu doit produire.

En rupture avec le postulat de neutralité de la monnaie, les auteurs la considèrent comme « *l'institution qui donne sens collectivement aux activités d'échange en s'offrant comme le but commun des efforts acharnés de tous* ».⁸ Faisant écho au paradoxe de

⁷ En l'absence d'indication contraire, les citations d'un *cadre de référence théorique* se rapportent toutes à leur ouvrage.

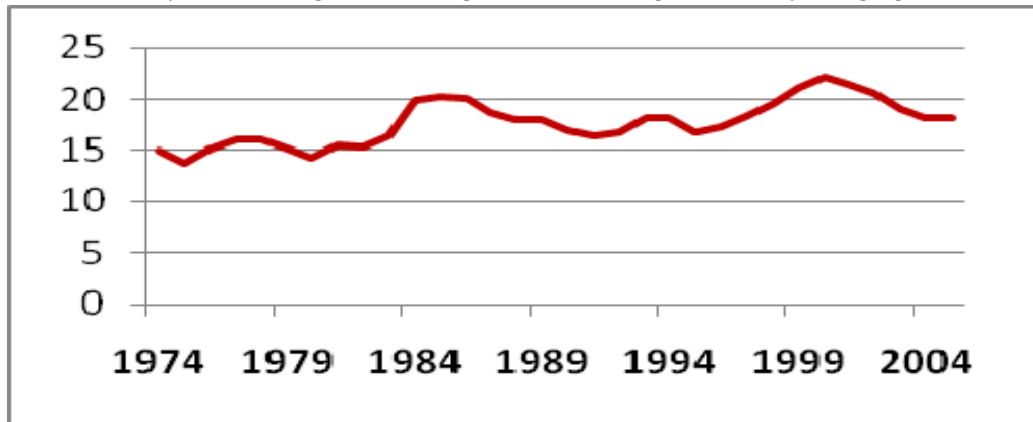
⁸ La monnaie n'est pas un phénomène central au rang des préoccupations de l'orthodoxie économique, justement parce que celle-ci y voit un « voile », selon l'expression de Shumpeter (cité dans Lordon & Orléan 2007) :

Non seulement on peut rejeter ce voile (monétaire) chaque fois que nous analysons les traits fondamentaux du processus économique, mais il faut le faire, à l'instar d'un voile qui doit être ôté

Triffin, le désir de monnaie partagé par les agents économiques structure une géographie des échanges où le centre dominant, émetteur de la monnaie préférentielle, devient un pôle vers lequel converge la production de l'ensemble de la communauté d'échange chez laquelle cette monnaie fait référence à la valeur (et qu'elle se confond même avec cette dernière). La forte convergence de la production mondiale vers les États-Unis appuie cette lecture (Fig.4).

Figure 4: Pourcentage des exportations mondiales destinées aux États-Unis – OMC :

<http://stat.wto.org/StatisticalProgram/WSDBStatProgramHome.aspx?Language=E>



En effet, l'acteur qui réussit à répondre au besoin monétaire intrinsèque des sociétés marchandes - à produire une représentation de la valeur qui soit admise comme telle - peut capter le flux de leurs productions sous l'espèce d'un avantage spécifique, monétaire, qu'on nomme le seigneurage. Cependant, « *l'exercice de cette domination l'expose constamment au risque de l'asservissement de trop qui fait franchir le seuil critique de l'indignation et basculer les sujets de la résignation à la rébellion.* » À l'instar des pays du BRIC et de l'OCS, la dissidence s'exprime par l'exploration de solutions d'organisation monétaire alternatives au « *jeu d'une règle d'émission qui leur est devenue insoutenablement adverse* ». Selon la théorie, et ce que semblent corroborer

lorsqu'on veut voir le visage qu'il recouvre. C'est pourquoi les prix en monnaie doivent céder la place aux taux d'échange des marchandises entre elles qui sont vraiment la chose importante « derrière » les prix en monnaie.

Paul Jorion (2009) défend l'idée selon laquelle tous les facteurs essentiels à une compréhension du mécanisme de la monnaie ont été soigneusement mis à l'écart par les économistes pour rendre solubles les problèmes auxquels ils s'intéressent. Il synthétise ainsi la conclusion classique à laquelle parvient Schumpeter: « Tout ce qui a un prix est monnaie. » Pour Jorion, cela équivaut à « *un abandon de toute tentative de compréhension des mécanismes monétaires* » (p.177). Même si cela peut apparaître contre-intuitif, la monnaie n'est pas le sujet exclusif de la science économique.

les positions des États du BRIC et de l'OCS, *« ces situations de crise extrême contiennent en elles-mêmes leur possibilité de résolution dans la mesure où l'unité du corps social s'y reconstruit dans le rejet partagé de la monnaie antérieure comme dans le désir unanime d'une nouvelle norme permettant à nouveau d'échanger. »* Mais qu'en est-il d'une norme alternative au dollar?

Essor des monnaies régionales, maintien d'un monde dollarisé

Barry Eichengreen (2009) offre une appréciation de la situation des monnaies de réserves majeures pour conclure qu'aucune alternative ne s'oppose au dollar pour le moment. Malgré les positions des pays du BRIC et de l'OCS, le dollar et les titres d'État américains, instruments de valeur faisant l'objet d'une grande liquidité auto-catalytique, auront accru leur importance dans la foulée de la crise financière. Rien ne semble indiquer une perte de confiance massive à leur égard. L'auteur souligne même la tendance à la hausse que prend leur importance dans les réserves du système mondial des banques centrales, comme l'indiquent les données du FMI et de la Réserve fédérale (Fed). Il semble que, si la crise a détourné les investisseurs privés du marché américain, les banques centrales, préoccupées d'abord par la liquidité de leurs actifs de réserve et par le niveau d'emploi domestique, continuent d'accumuler des dollars qu'elles recyclent en bons du Trésor américain.

La livre sterling et le franc suisse ne sont pas rattachés à des économies pouvant émettre des instruments de dette en quantité suffisante pour répondre aux besoins des banques centrales. Le Japon, malgré son apparente ambition à voir le yen occuper une plus grande importance internationale et régionale, a affecté la liquidité de ses instruments financiers par les politiques qu'il a conduites par le passé. De plus, la stagnation économique, les faibles taux d'intérêt et le vieillissement de la population japonaise semble indiquer que le pays occupera une importance moindre dans l'économie globale, à l'image du yen.

Si l'euro est destiné à accroître son importance régionale, il ne se pose pas en compétiteur mondial face au dollar, surtout avec les inquiétudes relatives aux dettes souveraines de ses États membres (annexe 4). Seul un degré accru de fédéralisme entre

ses membres permettant l'émission de titres européens pourrait faire en sorte que ces éventuels instruments fassent l'objet d'un marché comparable à celui des titres américains.

Eichengreen minimise l'importance des déclarations de Wang Zhaoxing, vice-président de la branche de Shanghai de la *China Banking Regulatory Commission*, lorsque celui-ci suggérait que le renminbi (RMB) puisse devenir une valeur de réserve majeure d'ici 2020. Cette date serait trop ambitieuse selon l'analyste qui souligne que, moyennant une croissance annuelle de 7% dans la prochaine décennie, le PIB de la Chine n'équivaudrait qu'à la moitié de celui des États-Unis. Le RMB serait donc caractérisé par moins de liquidité et moins de pouvoir d'attraction. S'il advenait que le RMB devienne convertible et que la Chine, ce faisant, revoie en profondeur son modèle de développement, cette option serait d'intérêt d'abord pour les pays orientant l'essentiel de leurs relations commerciales et financières avec la Chine.

Malgré les propositions de consécration des droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI⁹ comme valeur de référence mondiale, ces derniers ne sont d'aucun recours pour intervenir sur le marché des changes et même dans quelque transaction de marché que ce soit. Ils ne servent qu'à équilibrer de manière passagère les comptes des banques centrales. La création d'un marché des DTS présente des difficultés à court et moyen terme toutes liées à l'acceptabilité de l'instrument de compte en tant que valeur d'échange et de thésaurisation.¹⁰

En l'absence d'alternative, Eichengreen prévoit le maintien indéfini du système de l'étalon dollar, avec un affaiblissement relatif spatialement différencié. À court terme, l'euro prendrait davantage d'importance autour de la zone européenne. À moyen terme, le RMB en gagnerait dans la zone asiatique.

⁹ Le FMI avait créé en 1969 l'équivalent d'une monnaie de référence : les *droits de tirage spéciaux* (DTS), en anglais *special drawing rights* (SDR), équivalant comme le bancor à un panier de devises. Les prêts consentis par le FMI aux pays dont les devises connaissent des difficultés ont été libellés depuis lors en DTS, lesquels sont également utilisés comme unité de compte internationale pour des transactions spécifiques comme celles s'appliquant par exemple aux tarifs postaux.

Les DTS ont été avancés par les officiels chinois comme la nouvelle monnaie de référence que revendique leur nation (Zhou, 2009).

¹⁰ Aristote définit la monnaie par trois fonctions : unité de compte, réserve de valeur et intermédiaire des échanges (*Éthique à Nicomaque*).

Une projection des tendances cycliques

Devant l'absence actuelle d'une alternative mondiale au dollar, Fred Bergsten (2009) prévoit que la position de débiteur international qu'occupent les États-Unis devrait se maintenir et même s'intensifier pour encore une décennie. Le processus en boucle - préalablement évoqué et entraînant une valorisation auto-catalytique du dollar - entraînerait une augmentation de l'ordre de 20% du cours du dollar d'ici 2030. Cette force de valorisation, dans un contexte de vieillissement de la population active américaine, devrait porter le déficit des États-Unis jusqu'à 15% du PIB en 2030. L'aggravation du déficit budgétaire exercerait des pressions à la hausse sur le déficit commercial en raison d'une augmentation de la consommation intérieure subséquente qui surpasserait les capacités de la production domestique non-concurrentielle. Conséquemment, ce déséquilibre stimulerait les importations et entretiendrait le cycle.

À l'instar de ses collègues, Bergsten prescrit une réforme monétaire allant dans le sens d'une diminution du rôle du dollar par rapport aux autres devises nationales. Il admet que, d'un point de vue politique, cette transformation implique des risques vu le profond bouleversement des orientations économiques qu'elle suppose.

Axes d'analyse suggérés

Dans un *working paper* du *council on foreign relations*, Jeffry Frieden (2009) fait état des besoins d'analyse conséquents à l'engagement pris par les parties du G20 de « *travailler ensemble [pour gérer] la transition vers un patron de croissance globale plus équilibré* » (p.1). Le propos de ce rééquilibrage est, d'une part, d'éviter la répétition de crises financières liées à la surliquidité et, d'autre part, d'atténuer les tensions politiques entre pays débiteurs et pays créditeurs. Ces engagements impliquent que les nations endettées doivent réduire leurs déficits et les nations créditrices doivent réduire leurs surplus.

Il est attendu que cette réorientation génère de fortes tensions économiques, sociales et politiques au sein des pays en déficit comme au sein de celles en surplus. Les pays déficitaires devront faire face au mécontentement relatif aux mesures d'austérité et à la réduction de la consommation. Les pays en surplus devront abandonner un régime de

dépendance aux exportations par lequel ils exportent leur chômage chez les pays déficitaires et devront orienter davantage leur développement en fonction d'un marché domestique. Dans les deux cas, le rééquilibrage implique une transformation fondamentale dans le centre de gravité économique et, ce faisant, politique des espaces concernés.

L'auteur émet des inquiétudes quant aux conflits pouvant surgir d'un rééquilibrage de cette ampleur dans un monde globalisé. Il prend à témoin la Deuxième Guerre mondiale qui a résulté de déséquilibres similaires suivant la Première Guerre mondiale où presque toutes les nations se sont, soit tournées vers l'intérieur en accès de nationalisme économique, soit vers les autres dans un rapport d'agression et de prédation. En effet, le rééquilibrage comporte le risque que le sentiment de vulnérabilité de la part des populations ne contraigne les gouvernements les mieux intentionnés à adopter des politiques portant préjudice à certains groupes sociaux ou certains États sur lesquels une population mécontente cherche à différer le poids de l'ajustement. De tels mécontentements pourraient être évités par différentes mesures de sécurité sociale, difficilement envisageables considérant le degré d'endettement des États desquels on exige, banquiers en tête, l'adoption de mesures d'austérité. Dans le cas de la Chine, le manque de filets de sécurité sociale n'a d'égale que l'ampleur de ses réserves. Cependant, l'alternative à la compensation est la confrontation politique entre l'État-parti et les insatisfaits.

Les institutions internationales, comme le FMI, sont désignées pour favoriser les occasions de dialogue et de coopération entre les nations riches, de surplus comme de déficits, et de faire un suivi de leurs comportements respectifs. Toutefois, Frieden affirme qu'il y a un manque pressant du côté de la reconnaissance des implications sociopolitiques des ajustements à venir. Le corps des analyses se préoccupent d'abord des composantes purement économiques du rééquilibrage. Une sensibilité à cet égard irait dans le sens d'un raffinement d'un ordre économique mondial ouvert et mieux intégré, évitant l'émergence de nationalismes exacerbés, égoïstes du *nous* et belliqueux.

1.3 Les objectifs

Considérations épistémologiques¹¹

Le choix d'un courant, d'une démarche, en recherche relève « *de conviction, de sensibilité et d'intérêt personnels, de manière de voir la science et la discipline, ainsi que du type d'objet sur lequel on travaille* » (p.78). Le courant de la géoéconomie illustre l'élan incessant des géographes à réclamer comme légitimes de nouveaux objets d'intérêt. Leur discipline relève en effet « *d'une typologie pour une part contingente, au sens où son existence comme ses limites résultent d'une histoire institutionnelle, d'une histoire des sciences et des idées qui figent dans le présent des cloisonnements dont la logique, si elle a existé, peut être tout à fait dépassée* » (p.79). Le monde change la géographie. Le phénomène anthropologique de la monnaie change le monde.

Notre démarche est d'abord idiographique. Nous tentons d'offrir une description - à la manière de la géographie humaniste inspirée de la phénoménologie - sans volonté de toucher une pseudo-loi naturelle qui s'appliquerait à notre objet. Dans le cas qui nous intéresse, l'approche néopositiviste apparaît peu féconde, d'autant plus que sa prétention à l'objectivité est contestée depuis plus de quatre décennies. Cette approche est vulnérable par le fait qu'elle suggère effectivement que l'organisation des sociétés est la somme de « *décisions conscientes prises rationnellement et individuellement par les hommes* » (p.104).¹² Conséquemment, les modèles qu'elle produit nécessitent d'admettre en prémisse l'hypothèse fallacieuse de l'isotropie physique et psychologique : « *une plaine homogène où le jeu des facteurs ne serait pas brouillé par le relief* » (p.107); « *un espace où tous les comportements humains seraient les mêmes* » (p.107).

Considérant que des individus et des nations organisent en partie leurs activités en fonction de l'acquisition d'un bien symbolique monétaire, on ne peut que convenir de la puissance des paramètres identitaires, culturels et affectifs comme vecteur de différenciation spatiale. Ce qui relève de la culture « *n'est pas un facteur parmi d'autres*

¹¹ Sauf indication contraire, les citations contenues dans nos *considérations épistémologiques* sont issues de l'ouvrage éclairant de Jean-Michel Berthelot, *Épistémologie de sciences sociales*.

¹² Dans le contexte de notre démarche, la posture néopositiviste se voit disqualifiée par le handicap conceptuel que lui impose l'*individualisme méthodologique*.

que l'on peut évacuer pour simplifier la réalité que l'on étudie » (p.108). Ici, il est central. *« Rendre compte de la réalité du Monde, c'est donc, pour une part, examiner les représentations qui ont participé à sa construction »* (p.111). D'entre les plus déterminantes se trouve la représentation de la valeur, ainsi que nous venons de nous employer à le souligner dans la description du contexte de notre recherche ainsi que par notre revue de littérature.

Dans son essence, *« la géographie néopositiviste, en évacuant la culture, travaille sur un homme déshumanisé, et nie en cela l'objet qu'elle étudie »* (p.108). L'analyse néopositiviste - qui se fonde sur l'analyse d'un comportement rationnel inexistant dans le monde réel - est donc intrinsèquement tarée pour offrir une compréhension de l'essor et du déclin d'une institution monétaire, à la fois cause et conséquence des pulsions et affects humains qui atteignent le déraisonnable, le morbide et l'imprévisible (Dostaler & Maris 2009; Grahl 2000). Rappelons-le : la fin de l'hégémonie monétaire des États-Unis, si elle advient, ne sera pas endogène au système. Tout comme était sa naissance internationale, la défiance au dollar ne peut être qu'un phénomène politique lié à des considérations de pouvoir. Or, le cours des institutions qui sont à la convergence de telles passions humaines prend *«difficilement place dans un système, se mesure mal, ne s'inscrit guère dans des équations »* (p.107). Ainsi, nous nous contenterons de nommer, décrire et mesurer lorsque le cas s'y prête.

Bien que nous ayons recours à des cartes, notre travail ne se propose pas de produire de représentation cartographique. Nous persistons néanmoins à considérer notre démarche et notre objet comme porteurs de sens à caractère géographique. La carte, si elle est pour le géographe un moyen d'expression, de réflexion et d'argumentation, ne doit pas être une fin en soi. Le fétichisme dont elle est parfois entachée a le défaut *« de réduire la discipline à une technique de manipulation des données, abandonnant à d'autres le soin (et la responsabilité) de poser les bonnes questions, de construire les bonnes interprétations »* (p.87).

Les objectifs

Nous ne saurions proposer de travail original et fondamental qui puisse se poser en continuité aux études anthropologiques de René Girard – comme le font notamment Michel Aglietta et André Orléan qui tentent par là de perfectionner l’outillage conceptuel de leur discipline - et de proposer une manière d’amener l’institution monétaire à être un moyen de compréhension de la géographie des sociétés. Pour lors, nous nous contenterons, à l’intérieur des considérations exprimées par notre *corpus* de référence, d’effectuer une analyse géoéconomique relative à la situation du système de l’étalon dollar et de la Chine.

En somme, le problème de l’hégémonie du dollar et de l’asymétrie structurelle est une question institutionnelle et donc politique. La monnaie de référence internationale - le dollar - induit une géographie des échanges particulière où il y a convergence de la production vers l’espace d’origine de cette monnaie en raison des opportunités d’endettement des États-Unis. La consommation de cet espace devient la richesse des autres. De cette convergence résultent des polarisations entre débiteurs et créditeurs (annexes 1 à 3) et le maintien de ce processus continu de polarisation est la rançon d’une forme de stabilité économique mondiale assortie à l’asymétrie du système monétaire international. Or, cette perspective est politiquement intenable, comme l’illustre la position des pays de l’OCS et du BRIC, qui déclarent ne plus vouloir supporter ainsi artificiellement un monde unipolaire. Quelles seront les stratégies des acteurs concernés? Voilà une question essentielle, tout particulièrement en égard à la Chine, acteur dont le comportement sera déterminant dans la résolution de « *l’équilibre financier de la terre* » et dans la transformation conséquente de la géographie politique induite par le paradigme dominant la représentation de la valeur.

Notre démarche vise donc à identifier les postures et stratégies géoéconomiques de la Chine. Notre objectif est de décrire, dans ce contexte, la quête de souveraineté de cet État, autant que le permettent ses manifestations perceptibles à travers une grille d’analyse géoéconomique à trois variables : 1) les stratégies de diversification des valeurs de réserve ; 2) les changements dans les rapports commerciaux ; 3) les transformations internes inhérentes au rejet du dollar.

1.4 La méthode

La posture géoéconomique, par Pascal Lorot

La géoéconomie est l'analyse des stratégies d'ordre économique - notamment commercial -, décidées par les États dans le cadre de politiques visant à protéger leur économie nationale ou certains pans bien identifiés de celle-ci, à acquérir la maîtrise de technologies clés et/ou à conquérir certains segments du marché mondial relatifs à la production ou la commercialisation d'un produit ou d'une gamme de produits sensibles en ce que leur possession ou leur contrôle confère à son détenteur - État ou entreprise "nationale" - un élément de puissance et de rayonnement international et concourt au renforcement de son potentiel économique et social.

La géoéconomie s'interroge sur les relations entre puissance et espace, mais un espace "virtuel" ou fluidifié au sens où ses limites bougent sans cesse, c'est-à-dire dans un espace affranchi des frontières territoriales et physiques caractéristiques de la géopolitique. Corollaire de cette définition, un dispositif géoéconomique regroupera l'ensemble des instruments à la disposition d'un État, susceptibles d'être mobilisés par lui au service de la satisfaction de tout ou partie des objectifs sus-mentionnés qu'il s'assignerait (Lorot, 2000, p.114).

En somme, la géoéconomie s'intéresse aux tensions et stratégies concernant le contrôle des institutions (ici, la monnaie) qui déterminent l'ordre de préséance économique entre groupes sociaux – dans ce cas d'espèce, les États. Nous allons donc, dans cette perspective, évaluer les stratégies géoéconomiques de la Chine à travers trois grands ensembles d'indicateurs.

Grille d'analyse géoéconomique à trois variables

Premièrement, les orientations dans la composition des valeurs de réserve chinoises ont été répertoriées depuis 2002 jusqu'à septembre 2010. Les tendances de cette variable sont en effet lourdes d'implications. D'une part, l'ampleur des valeurs américaines détenues en réserve par la Chine sont autant de pertes potentielles pour celle-ci advenant une diminution de la valeur du dollar. Cela offre une mesure de la contrainte à laquelle elle est soumise de soutenir l'étalon dollar comme système de valeur mondial. D'autre part, cette tendance induit au secteur privé une mesure de la volonté qu'a la Chine, le plus important pilier du système dollar, de continuer de supporter ce système de

valeur. Considérant que la Chine fait certainement l'objet de mimétisme de la part des agents opérant sur les marchés financiers, ses actions à l'égard du dollar peuvent donc servir d'indicateur d'une tendance plus générale quant au maintien ou au rejet du système dollar. Le suivi de cette tendance a été réalisé non seulement par le biais de données officielles chinoises¹³, mais aussi par les estimations qu'offrent le FMI¹⁴, le Trésor américain¹⁵, la Réserve fédérale américaine¹⁶ et des observateurs académiques à ce sujet. Nous avons aussi tenu compte des orientations stratégiques émises par le gouvernement chinois en prenant soin de les mettre en relation avec les propos d'analystes critiques. En effet, la prudence est de mise puisque ces orientations peuvent n'avoir de finalité que l'impact politique de leur énonciation et non leur mise en action effective. Ceci fut notamment présumé à l'endroit des propositions visant à consacrer les DTS, puis le RMB au statut de monnaie internationale (Eichengreen, 2009; Goldschmidt, 2009).

Deuxièmement, nous avons mesuré les changements dans les rapports commerciaux qu'entretient la Chine à l'échelle internationale. Le rejet du dollar par la Chine suppose en effet que celle-ci rompe sa dépendance au marché de consommation que représentent les États-Unis. Elle aurait cet incitatif en moins de supporter la valeur du dollar. Nous avons ainsi décrit les tendances de cet enjeu, depuis 2001 jusqu'à 2009, à travers la mesure des transformations dans les flux commerciaux et le recensement des accords commerciaux majeurs. Nous avons recensé les accords commerciaux à travers le Ministère du Commerce de la République populaire de Chine. Les flux de marchandises proviennent de la base de données de Comtrade des Nations Unies¹⁷. Nous avons eu recours à des informations complémentaires depuis les bases de données de la Banque

¹³ À partir des données officielles disponibles depuis l'organisme d'État *State Administration of Foreign Exchange* (SAFE) : http://www.safe.gov.cn/model_safe_en/tjsj_en/tjsj_list_en.jsp?id=4

Ainsi que des données accessibles depuis le portail de la Banque Populaire de Chine (BPC) : <http://www.pbc.gov.cn/publish/english/963/index.html>

¹⁴ À partir de la base de données *Currency Composition of Foreign Exchange Reserves* (COFER) : <http://www.imf.org/external/np/sta/cofer/eng/index.htm>

¹⁵ À partir de la base de données *Treasury International Capital System* (TIC) : <http://www.treasury.gov/resource-center/data-chart-center/tic/Pages/index.aspx>

¹⁶ À partir du portail de données statistiques et historiques de l'institution : <http://www.federalreserve.gov/econresdata/releases/statisticsdata.htm>

¹⁷ À partir du portail de données statistiques de l'*International Trade Center* : <http://www.trademap.org>

Mondiale¹⁸, du Fonds Monétaire International¹⁹, d'Eurostat²⁰, de la Réserve fédérale Américaine.

Troisièmement, nous avons décrit les transformations internes inhérentes au rejet du dollar. Par les effets combinés de sa politique de change et de la force du dollar, la Chine bénéficie d'un avantage concurrentiel, supposément artificiel, lui permettant d'exporter son chômage. Ainsi, au même titre qu'une perte de vigueur du système dollar suppose l'essoufflement de la consommation à crédit pour les États-Unis, il suppose l'essoufflement de la production à crédit pour la Chine. Il est attendu que celle-ci doive s'assurer qu'une part croissante de sa production soit absorbée par son marché intérieur et qu'elle développe en parallèle des mécanismes de sécurité sociale pour absorber le choc de la transition (Frieden, 2009). Nous avons soulevé les principaux défis que représente le passage d'un modèle de développement excentré vers un modèle autocentré. De même, nous avons donc fait état des actions engagées par le gouvernement central destinées à répondre à cette question stratégique. Nous avons offert des mesures du potentiel de consommation interne de la Chine par le biais des registres statistiques des institutions de la Banque Mondiale et d'observateurs spécialisés. Comme les défis du recentrage sont d'abord de nature institutionnelle, des avis experts ont été nécessaires là où les indicateurs s'avèrent insuffisants.

Sans possiblement être exhaustive, notre grille d'analyse a été conçue pour être représentative des stratégies déployées par la Chine pour se soustraire, conformément à sa volonté annoncée, au système de valeur de l'étalon dollar.

Approche analytique réaliste : la Chine en tant que sujet

Contrairement à ce que suppose la position du gouvernement continental à l'égard de Taiwan, la Chine n'est pas un concept indivisible. Prétendre qu'elle fut une entité monolithique - un sujet pensant doué d'ambitions et de stratégies correspondantes - n'est pas qu'un raccourci rhétorique : cela est nécessaire à la compréhension d'une réalité

¹⁸ À partir de la banque de données *World Development Indicators* : <http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=12&id=4&CNO=2>

¹⁹ À partir de la base de données *World Economic Outlook* : <http://www.imf.org/external/data.htm>

²⁰ <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home/>

infiniment complexe. Nous fonderons notre approche stato-centrique sur les assises de la pensée réaliste.

Le réalisme politique constitue sans doute l'approche dominante des relations internationales (Platias & Koliopoulos, 2006). Celle-ci trouve son origine dans l'absence d'ordre organisé à l'échelle du système international, par opposition à l'existence de celui établi à l'intérieur de l'organisation étatique (Spyropoulos, 2010). Contrairement au modèle de la gouvernance intérieure, il n'y a pas de pouvoir central au sein du système international pour imposer l'ordre entre les États. La nature du système est anarchique et la force fait la loi : *« la justice n'entre en ligne de compte dans le raisonnement des hommes que si les forces sont égales de part et d'autre; dans le cas contraire, les forts exercent leur pouvoir et les faibles doivent leur céder »*.²¹

Dans ce contexte anarchique, les États sont mus par leur peur des autres États et sont ainsi constamment confrontés à la nécessité d'optimiser l'intérêt étatique.²² Pour pouvoir subsister dans le système international intrinsèquement anarchique et en même temps défendre leurs intérêts, les États sont contraints de rechercher la puissance dans son expression militaire, diplomatique et économique. Ainsi, c'est en conformité avec la pensée réaliste que nous établissons ce postulat de base : la Chine est un sujet cohérent et entier dans sa quête de puissance et d'autonomie. Dans ce cas-ci, cette quête – de nature géoéconomique - est la défiance envers le dollar.

1.5 Limites

Au rang des limites de l'étendue de la recherche, nous tenons à souligner que, malgré l'impossibilité d'extraire notre objet de son histoire et de son contexte spatial, le cadre de notre étude est bien temporellement et spatialement circonscrit. En effet, si la compréhension de notre recherche requiert de développer le contexte aux échelles d'un temps long et d'un espace global, notre analyse se porte essentiellement sur un dispositif géoéconomique que déploie la Chine depuis 2005 jusqu'à aujourd'hui. Pour circonvenir d'éventuels débordements ou méprises de bonne foi, en plus d'assurer un meilleur

²¹ Thucydide cité dans Spyropoulos (2010, p.75).

²² Cela implique également d'empêcher toute revalorisation relative de leur adversaire dans la distribution internationale des forces.

discernement des éléments d'importance fondamentale à notre grille d'analyse, cette recherche s'enrichit de la coopération de Bernard Élie (IRIS, UQAM), professeur émérite d'économie.

Au rang des limites de la portée de notre étude, nous devons convenir de la non-linéarité des événements historiques dans le cas où nous serions tentés de produire des inférences à partir de nos constatations. Dans *Complexity and Collapse*, Niall Ferguson, en allusion au dollar, rappelle qu'un système complexe adaptatif fait face à un grand problème lorsque ses composantes perdent foi à son égard. Cette conception, qui fait écho à Lordon & Orléan (2007), n'est pas sans rappeler que les autorités monétaires et les gouvernements, s'ils peuvent s'affairer à déployer des dispositifs géoéconomiques, sont vulnérables devant les emportements des marchés privés des devises. Ces derniers ont un volume de 1500 à 2000 fois plus important que celui des réserves des autorités monétaires mondiales.²³ Le point culminant de la crise du dollar pourrait bien être le moment où le public décide que l'inflation et les défauts de paiement seront les résultats inévitables des politiques fiscales et monétaires de l'administration américaine. Thomas Sargent a démontré il y a plus de 20 ans que les craintes de ce genre sont auto-réalisatrices : ce n'est pas tant la quantité de monnaie qui génère l'inflation, mais bien sa vitesse qui, à son tour, est le fruit des anticipations (Sargent, 1986). Toute stratégie de la part d'un État à effectuer une sortie ordonnée hors du système dollar est à tout moment vulnérable à la foi, à la peur et au grain de la folie. Tout effort de prédiction est également soumis aux mêmes aléas.

²³ Entrevue du 8 avril 2010 avec Bernard Élie.

Chapitre 2 : La question des réserves de change et du taux de change de la Chine²⁴

Ce chapitre vise à rendre compte des stratégies de diversification des devises de réserve de la Chine. Dans un premier temps, nous verrons de quelle autorité ces opérations relèvent. Nous verrons ensuite les transformations que la composition de ces réserves, liées aux politiques de change, a encourues pour la période d'étude. Nous établirons des liens avec le contexte politique qui a motivé ces choix. À terme, ce chapitre doit offrir une base à partir de laquelle il sera possible de rendre compte tant des contraintes avec lesquelles la Chine doit composer afin de soutenir le système de l'étalon dollar que de la géographie politique qui en résulte.

2.1 Agences de gestion des réserves de change.

Les réserves de change sont gérées par deux organismes principaux relevant respectivement de la Banque Populaire de Chine (BPC) et du Ministère des Finances (MdF). Après une période conflictuelle opposant l'une et l'autre, la Banque centrale aurait conservé son rôle de premier plan dans la gestion des valeurs de réserve (Amadan International, 2008).

State Administration of Foreign Exchange (SAFE)²⁵

L'Administration d'État des réserves en devises extérieures (SAFE) de la République Populaire de Chine est un département de la BPC auquel incombe la responsabilité d'esquisser les règles encadrant les activités ayant cours sur le marché des changes. C'est cet organisme qui, en date de décembre 2010, gère les quelque 2847 milliards \$ de réserves de change de l'État chinois et, comme le soulignent ses organes et fonctions (annexe 5), le SAFE est un acteur déterminant dans l'encadrement des relations commerciales internationales de la Chine.

Le SAFE maintient une présence importante en Chine et compte, en 2005, 36 branches, 298 sous-branches centrales et 508 sous-branches. Elle compte des branches à Hong Kong, Singapour, Londres et New York (Anderlini, 2008). Les bureaux de Hong

²⁴ Pour les différentes expressions du taux de change, se référer à l'annexe 9.

²⁵ http://www.safe.gov.cn/model_safe_en/index.jsp?id=6

Kong ont été mis sur pied en juin 1997, juste avant le transfert de souveraineté de Hong Kong. Ils ont joué un rôle important dans la défense de la valeur du renminbi et du dollar de Hong Kong contre les spéculateurs internationaux. Hong Kong est demeuré un avant-poste mineur du SAFE pendant plusieurs années avec seulement 20 milliards \$ de fonds de gestion (Anderlini, 2008).

Le SAFE a créé et opéré la Société centrale d'investissements Huijin, fonds de placement dont la mission consiste à assurer la solvabilité de firmes chinoises considérées comme stratégiques ainsi que d'assurer le contrôle gouvernemental des grandes banques de Chine à travers des prises de participation majoritaires. En septembre 2007, Huijin, en conservant le même mandat, passe sous le contrôle de la Corporation d'Investissement de Chine (CIC), le fonds souverain chinois alors nouvellement créé.

China Investment Corporation (CIC)²⁶

La Corporation d'Investissement de Chine (CIC) est fondée le 29 septembre 2007 et sa tâche consiste à gérer indirectement une part des réserves de change de la Chine. C'est par l'émission de 208 milliards \$ en titres spéciaux par le ministère des Finances que 181 milliards \$ des réserves de change de la BPC ont été transférés sous la gestion de la CIC. Le public s'est porté acquéreur à hauteur de 27 milliards \$ (Amadan International, 2008). À la fin de 2009, les actifs de la CIC s'élevaient à 332 milliards \$, en grande partie à cause de l'augmentation de la valeur des participations bancaires étatiques détenues par Huijin (Kang Lim, 2010). Ce fonds, autrement important parmi les fonds souverains, ne gère en réalité que quelque de 8% des réserves de changes de la BPC.

La CIC a été fondée dans l'intention d'utiliser les réserves de change au bénéfice de l'État chinois suivant le modèle singapourien de Temasek Holdings. Le mandat du CIC est double (Puel, 2009, p.94). Il consiste premièrement à diversifier les investissements de la Chine par l'acquisition de produits financiers étrangers dans une perspective de maximisation des rendements. Il consiste deuxièmement à injecter des capitaux dans les institutions financières domestiques pour augmenter la valeur des actifs financiers

²⁶ <http://www.china-inv.cn/cicen/>

possédés par l'État. La Société centrale d'investissements Huijin, jusqu'alors sous la gouverne de la BPC, a été annexée au CIC qui en est devenu le propriétaire exclusif au coût de 67 milliards \$ (Asia Times, 02-10-2007).

Les gestionnaires de la CIC se rapportent au Conseil d'État de la République Populaire de Chine. L'organisme subit en effet une influence considérable de la part du ministère des Finances qui est d'ailleurs à l'origine de sa création. Le CIC inspire parfois la crainte d'être l'agent d'une stratégie mercantiliste du gouvernement chinois (Bergère, 2010). Il lui est notamment reproché de chercher à influencer les orientations des firmes dont il se porte acquéreur afin de servir les desseins politiques du Parti communiste dans ses relations internationales. Il demeure cependant que les gestionnaires du fonds se contentent essentiellement de prises de participation minoritaires - souvent en-deçà de 10%²⁷ - et qu'ils se conforment aux lois des pays où ils investissent (Kang Lim, 2010).

La CIC est soumise à plusieurs contraintes de fonctionnement. L'organisme est notamment déficitaire en raison de placements massifs qui se sont rapidement avérés mauvais mais aussi en raison du poids du financement de ses actions qui à elles seules l'obligent à obtenir un rendement minimal de 11% (Amadan International, 2008). En 2008 et 2009, les rendements totaux étaient respectivement de 6,8% et 12,9% (Dingmin, 29-07-2010). Cela apparaissant insatisfaisant devant les attentes du ministère des Finances, de la BPC et du Parti communiste, des discussions portant sur la forme de sa nécessaire restructuration sont donc en cours (Kang Lim, 2010). Pour le moment, la BPC demeure tout de même la principale instance d'administration des réserves de change chinoises à travers son véhicule SAFE.

²⁷ C'est le cas des deux prises de participations majeures de la CIC. Les investissements de 3 et 5 milliards auprès des firmes Blackstone et Morgan Stanley a rapporté à la CIC 9,4% et 9,9% de leurs parts respectives.

2.2 Les réserves de change

L'origine des réserves

Les réserves de la Chine proviennent principalement des surplus récurrents comptabilisés dans son compte courant²⁸. Entre 2000 et 2008, le surplus dans le compte courant a contribué pour 78% du volume des réserves accumulées durant cette période (Prasad, 2009). De 2000 à 2004, la part du compte courant dans cette augmentation aura été de 37% alors que, de 2004 à 2008, le surplus commercial comptera pour 91% de l'augmentation des réserves chinoises. Sur toute la période, le surplus commercial en biens, part majeure du compte courant chinois, sera responsable de 64% de l'accumulation de réserves sur la période entière.

Entre 2000 et 2008, le compte capital a été la source de 21% des réserves réalisées par la Chine sur cette période. Les surplus de ce compte ont été beaucoup plus élevés entre 2000 et 2004, alors qu'ils représentaient 51% des réserves accumulées. Mais, entre 2004 et 2008, leur part dans les réserves accumulées ne s'élevait plus qu'à 11%.

Quant à l'investissement direct étranger (IDE) net, il a été un contributeur majeur à l'accumulation de réserves, comptant pour 41% de l'accumulation de 2000 à 2004. De 2004 à 2008 cependant, part de l'IDE dans cette accumulation n'était plus que de 26%. Au total, entre 2000 et 2008, l'IDE a contribué pour 29,5% à l'augmentation des réserves. Étant donné que l'IDE est comptabilisé dans le compte capital et qu'il en surpasse la somme, cela montre que des capitaux d'un autre type sont sortis de Chine.

À ce portrait, il faut ajouter que les erreurs et omissions nettes (représentant les transactions des comptes courant et capital non officielles ou n'ayant pas été enregistrées) ont compté pour 1,3% de l'accumulation de réserves par la Chine entre 2000 et 2008. Le poids de ces charges s'est surtout manifesté durant la première moitié de cette période.

Pour l'année 2009, les trois quarts de la hausse des réserves seraient liées à l'excédent commercial et aux intérêts dégagés par les stocks de réserves. Près de 10% de

²⁸ Les différents comptes qui constituent la balance des paiements sont définis à l'annexe 7. Les données que nous employons pour écrire *l'origine des réserves* sont synthétisées dans le tableau de l'annexe 8.

cette hausse résulterait des flux entrant de capitaux (hors IDE)²⁹ (Atlaséco, 2011). Les réserves chinoises sont donc d'abord – et de plus en plus – le résultat des surplus du compte courant chinois.

L'ampleur des réserves

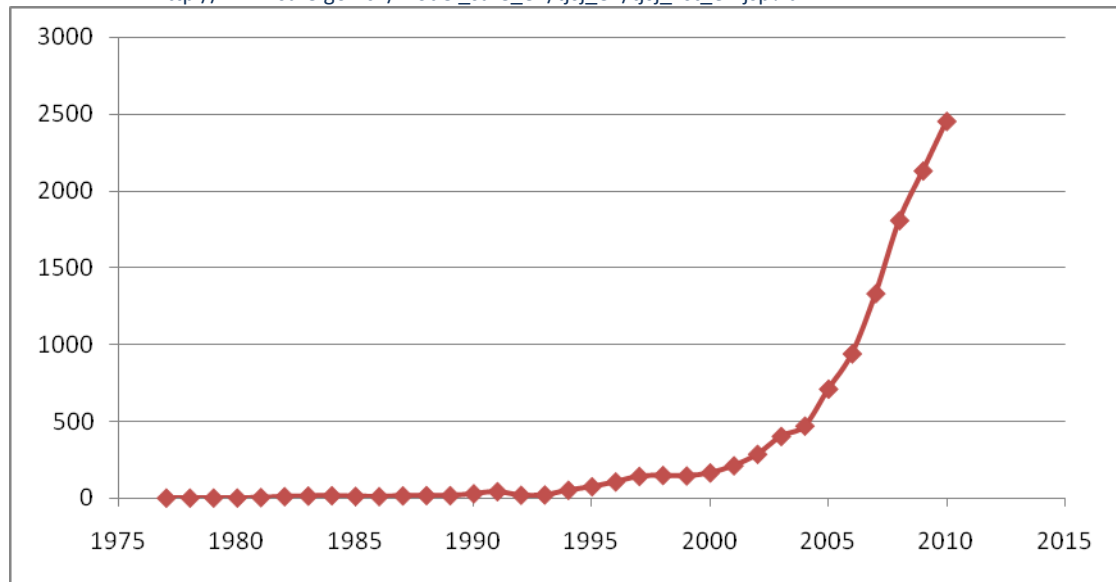
Les réserves de change déclarées n'incluent pas les sommes transférées aux banques commerciales publiques ou aux entités autres que la BPC. Cependant l'exactitude du niveau des réserves de changes de la Chine n'est pas un indicateur utile pour commenter les dynamiques de cette accumulation. Pour mieux appréhender celles-ci, il faut plutôt prendre en considération l'ampleur même de l'accumulation, tout comme son orientation. On peut ainsi parvenir à une meilleure compréhension des processus géoéconomiques dont elles sont à la fois signe et vecteur (Setser & Pandey, 2009).

La Chine détient près de 30% des réserves de change connues à l'échelle mondiale. En 2001, il s'agissait de 8%. Entre 2000 et 2005, les réserves de change sont passées de 158 milliards \$ à 710 milliards \$. En 2010, elles s'élevaient à 2454 milliards \$.³⁰ Si la crise financière de 2007 a affecté à la baisse le rythme d'accumulation des réserves par la Chine, ce ne fut que momentané (Fig.5).

²⁹ L'IDE ne concerne que le capital investi de l'étranger pour créer, développer ou maintenir une filiale en Chine et/ou exercer le contrôle sur une entreprise en Chine.

³⁰ Les données de chaque année concernent l'état des réserves au mois de juin. Si les noms des grands nombres peuvent porter à confusion, se référer à l'annexe 6.

Figure 5: Réserves de change chinoises (milliards USD) – SAFE :
http://www.safe.gov.cn/model_safe_en/tjsj_en/tjsj_list_en.jsp?id=4



Une politique de stabilité sociale

L'accumulation des réserves, tel qu'elle fut évoquée au premier chapitre, est le résultat de l'intervention de la BPC sur le marché des changes pour prévenir une augmentation de valeur du yuan. Cette intervention relève d'abord d'une politique visant à maintenir un modèle de croissance de l'activité économique fondé sur une demande extérieure. Les interventions visant à alléger les pressions à la hausse sur la valeur du yuan préservent en effet la compétitivité de l'économie chinoise sur les marchés internationaux, permettant une croissance rapide des exportations. La croissance de la production chinoise s'en voit stimulée et, plus important encore, l'accès à l'emploi qui en découle. Ce dernier est nécessaire au maintien de la stabilité sociale et de la légitimité du Parti communiste chinois (PCC).

Entre 2000 et 2008, la Banque Mondiale recense en Chine un taux de chômage se situant entre quatre et 4,2 pour cent.³¹ Il était de 4,3 en 2009 et de 4,1 en 2010 (National Bureau of Statistics of China, 28-02-2011). Toutefois, ces données ne concernent que le chômage urbain.³² En septembre 2010, le ministère des Ressources humaines et de la

³¹ <http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=12&id=4&CNO=2>

³² Shi Chenyu, chercheur de la Banque industrielle et commerciale de Chine, au sujet des données statistiques du chômage en Chine :

Sécurité sociale annonce qu'environ 22% de la population active totale est au chômage (Agence France Presse, 10-09-2010).

Avec la modernisation de l'agriculture, le nombre de paysans cherchant un emploi dans les villes va continuer à augmenter, de 10 à 15 millions par an, pendant de nombreuses années et, compte tenu de gains de productivité de l'ordre de six à sept pour cent par an, une croissance annuelle de quelque neuf pour cent est nécessaire pour absorber les migrants ruraux (Artus & Mistal, 2010). On comprendra la réticence de la Chine à céder aux pressions de ses partenaires commerciaux pour apprécier sa devise et revoir son modèle de développement.³³

Premier exportateur mondial, la dépendance croissante de la Chine face à ses activités d'exportation la rend cependant vulnérable aux cycles économiques au sein de ses principaux marchés d'exportations : l'Union Européenne, les États-Unis et le Japon

"Le problème est multiple. Tout d'abord, le cadre étudié est restreint. La population de chômeurs en Chine devrait en fait comprendre les citoyens enregistrés comme étant au chômage, les employés ayant perdu leur poste [et non enregistrés] et les paysans qui font partie de la force de travail excédentaire à la campagne. Or, dans l'état actuel des choses, le taux de chômage en Chine ne tient compte que des citoyens inscrits au chômage." De plus, la fiabilité des statistiques est faible. Les localités fournissent des chiffres souvent erronés, parfois sciemment. "Enfin, les modes de calcul ne sont pas unifiés. Les uns se basent sur les déclarations des demandeurs d'emploi, les autres sur le recensement, ou encore sur des enquêtes par échantillon de la population, ce qui donne des résultats très différents" (Agence France Presse, 07-04-2009).

³³ Certains observateurs se montrent particulièrement acerbes à l'égard de la Chine à ce propos. L'économiste Nicholas Baverez offre l'exemple du genre des critiques souvent dures que doit essuyer la Chine et dont elle doit porter le poids diplomatique : *"Le statut et la parité du yuan représentent une menace majeure pour la mondialisation, dont la Chine fut le premier bénéficiaire. La situation chinoise, mêlant la conquête du leadership mondial à un nationalisme économique refusant toute responsabilité internationale, peut être comparée à la stratégie des États-Unis dans les années 20 ; elle s'acheva par la grande déflation et par la désintégration des échanges et des paiements mondiaux sous le choc du protectionnisme et des dévaluations compétitives. Le pari de la Chine consiste aujourd'hui à assumer un risque financier majeur en soutenant le dollar via les 2 000 milliards d'actifs et les quelque 900 milliards de bons du Trésor américains qu'elle détient, en échange de trois contreparties. D'abord, la poursuite de la montée en puissance de ses exportations. Ensuite, l'investissement, notamment via le fonds souverain CIC, qui dispose de 3 000 milliards de dollars, dans l'accès aux matières premières et aux sources d'énergie ainsi que dans l'acquisition d'actifs et de technologies stratégiques au sein du monde développé. Enfin, la structuration progressive d'une zone de développement asiatique avec pour objectif de contester le leadership des États-Unis sur le Pacifique. A terme, cette politique débouchera inéluctablement sur la déstabilisation de la mondialisation."* (Baverez, 24-12-2009).

qui accueillent respectivement 20,5%, 17,7% et 8,1% de la valeur des exportations de marchandises chinoises en 2008.³⁴

Une politique de stabilité financière

L'accumulation de réserves relève ensuite d'une politique cherchant à contenir d'éventuels risques de convertibilité dans le compte capital. Dans un contexte où la Chine s'expose graduellement aux flux financiers trans-frontaliers par l'allègement des contrôles des capitaux, le Parti communiste chinois voit la gestion de son taux de change comme essentiel au contrôle de ce processus de transition afin de limiter les risques liés à la volatilité des marchés financiers.

De la même manière, la constitution de réserves importantes agit comme une assurance contre l'éventualité de crises bancaires et de dévaluations monétaires telles qu'elles dépossédèrent les nations de l'Asie du Sud-Est en 1997 au profit de spéculateurs anonymes.³⁵ Les réserves de change réduisent en effet la probabilité de ces deux types de crises et permettent d'intervenir dans le cas de leur occurrence. Bien qu'elle puisse paraître coûteuse, cette assurance est nécessaire aux yeux des États qui, comme la Chine, entretiennent une méfiance envers les institutions financières internationales, reconnues pour lier ce type d'assistance à des conditionnalités qui sont autant d'ingérences politiques.

La composition des réserves

Si l'ampleur des réserves de change de la Chine est une information raisonnablement bien connue, tel n'est pas le cas de leur composition. Afin de pallier au

³⁴ Fiche de l'OMC :

<http://stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFView.aspx?Language=E&Country=CN>

³⁵ *“Financial crises have always caused transfers of ownership and power to those who keep their own assets intact and who are in a position to create credit, and the Asian crisis is no exception... there is no doubt that Western and Japanese corporations are the big winners... The combination of massive devaluation, IMF-pushed financial liberalization, and IMF-facilitated recovery may even precipitate the biggest peacetime transfer of assets from domestic to foreign owners in the past fifty years anywhere in the world, dwarfing the transfers from domestic to US owners in Latin America in the 1980s or in Mexico after 1994. One recalls the statement attributed to Andrew Mellon: “In a depression assets return to their rightful owners.”” (Wade & Veneroso, 1998, p.20).*

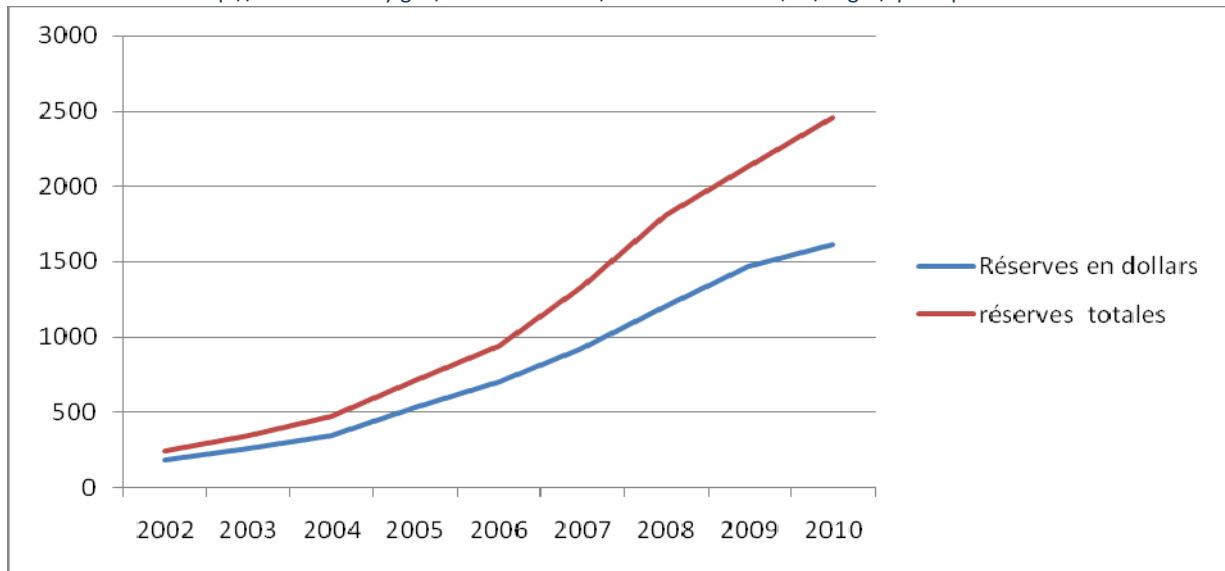
silence du SAFE, la plupart des analystes considèrent que la composition des réserves chinoises se maintient grossièrement autour des moyennes mondiales (Batson, 2010). Nous avons donc rassemblé ces données (tableau 1). D'autres développent des méthodes plus complexes pour les estimer (Setser & Pandey, 2009; Peng, Shen & Wei, 2010).³⁶ Le Trésor américain produit aussi ses propres estimations (Fig.6&7).

Tableau 1 : Composition des Réserves Allouées Mondiales – FMI :
<http://www.imf.org/external/np/sta/cofer/eng/cofer.pdf>

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
USD	72,31%	71,62%	67,01%	67,55%	65,49%	66,50%	65,35%	63,18%	65,18%	61,55%
Livre anglaise	2,78%	2,67%	2,53%	2,70%	3,56%	3,94%	4,45%	4,66%	3,97%	4,34%
Yen japonais	5,51%	4,38%	3,90%	4,00%	3,89%	3,32%	2,89%	3,12%	2,80%	3,14%
Franc suisse	0,27%	0,34%	0,24%	0,22%	0,17%	0,16%	0,17%	0,15%	0,14%	0,12%
Euro	17,71%	19,67%	24,67%	23,58%	25,09%	24,52%	25,17%	26,68%	25,77%	27,20%
Autre	1,42%	1,32%	1,66%	1,96%	1,80%	1,56%	1,97%	2,21%	2,14%	3,65%

³⁶ L'économiste Brad Setser est à l'origine d'une méthode d'estimation de l'importance de la devise américaine dans la composition des réserves de change chinoises. Son approche se fonde sur l'emploi des données rendues disponibles par le Trésor américain. Bien qu'elles soient les seules informations publiquement accessibles en la matière, elles constituent un portrait incomplet et imparfait de la composition des réserves de change de la Chine. Le chercheur oeuvre actuellement au sein de l'administration Obama et ne produit plus de recherche publique sur ce propos. Ses méthodes, qui constituent désormais un standard accepté, ont été reprises par ses pairs dans un effort de mettre à jour les connaissances à ce sujet. Les données produites ainsi demandent d'accepter le postulat selon lequel tous les actifs américains de la Chine sont détenus par le SAFE et que ce dernier ne détient d'autres actifs libellés en USD. Ken Peng, Minggao Shen and Ben Wei ont publié pour le compte de la firme Citigroup une étude mettant à jour les travaux de Setser avec les données les plus récentes. Ils évaluent les réserves totales de la Chine à 3,03 billions \$. La parution du document a suivi une déclaration de la BPC dans le *China Securities Journal*, publication officielle où elle dévoile la composition de ses réserves de change au 3 septembre 2010.

Figure 6: Réserves chinoises - US Department of the Treasury :
<http://www.treasury.gov/resource-center/data-chart-center/tic/Pages/fpis.aspx>



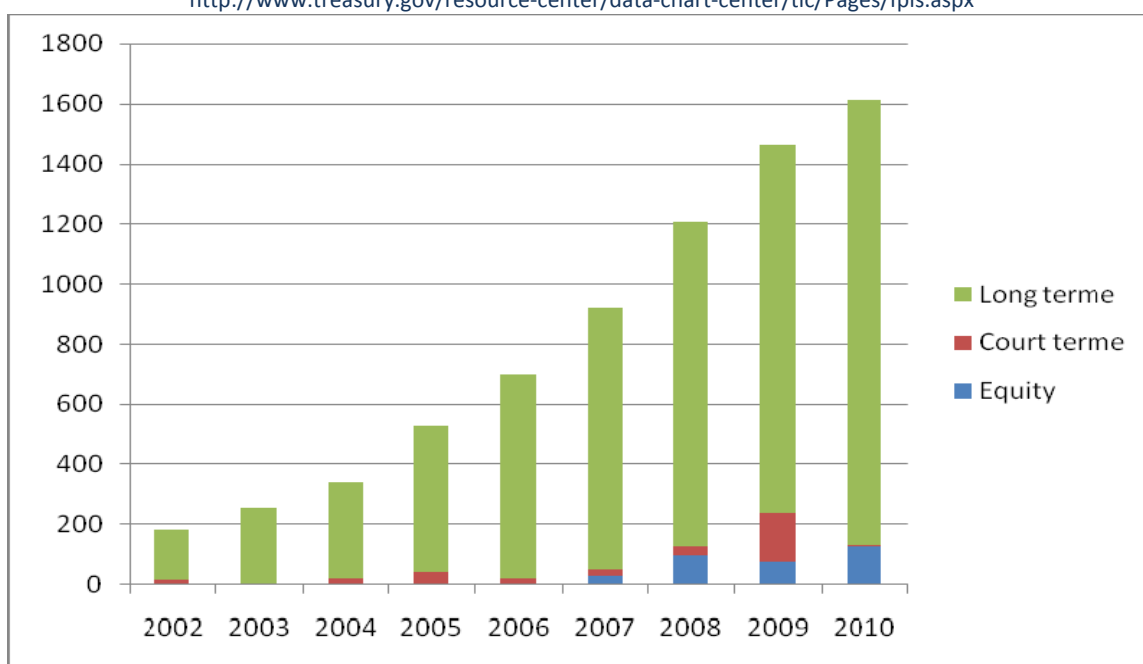
À l'instar de celles de tous les autres pays de la planète, les réserves de la Chine sont pour la plupart investies en titres de dettes libellées en dollars américains, tels les titres d'État des États-Unis. De deux pour cent en 2000, la Chine est devenue propriétaire à 11% de la dette totale du Trésor américain en 2008 (Prasad, 2009). Selon Setser, la part des réserves chinoises détenues en dollar américain s'élevait à 58% en mars 2000, 70% en 2006³⁷, 65% en juin 2007 (Prasad, 2009), ce qui semble confirmer la validité du postulat de similarité entre la composition des réserves chinoises et celle des réserves à l'échelle de la planète. Si elle a augmenté en valeur absolue, la part du dollar serait néanmoins tombée à 61% à la fin mars 2009, ce qui semble aller dans le sens des récentes déclarations officielles de la BPC (Prasad, 2009).

La Chine a offert un des rares aperçus de ses réserves de change vendredi le 3 septembre 2010, confortant encore le postulat de similarité entre la composition des réserves mondiales et des réserves chinoises (MoneyWeek, 07-09-2010). C'est accompagné du discours maintenant familier portant sur le risque de dépréciation de la valeur de l'USD et le malaise de la domination de celui-ci sur le système financier que Hu Xiaolian, vice-gouverneur de la BPC, a déclaré au *China Securities Journal* que ses réserves se composent à 65% en dollars, 26% en euros, 5% en livres sterling et 3% en

³⁷ Pour 2006, Setser évalue que les réserves chinoises étaient à 20% en euros et 10% en autres devises.

yens, le centile restant n'ayant pas été identifié. Si la Chine tend à amoindrir le rythme d'acquisition de valeurs en dollars et la proportion que celles-ci prennent dans ses réserves totales (Fig.6) , elle n'en demeure pas moins liée aux titres de cette nation. En 2009, Hu Xiaolian déclarait : « *China will continue investing in U.S. government bonds while paying close attention to possible fluctuations in the value of those assets [...]. Investing in U.S. Treasury bonds is an important component of China's foreign currency reserve investments* » (Xinhua, 23-03-2009).

Figure 7: Maturités des réserves américaines de la Chine - US Department of the Treasury :
<http://www.treasury.gov/resource-center/data-chart-center/tic/Pages/fpis.aspx>



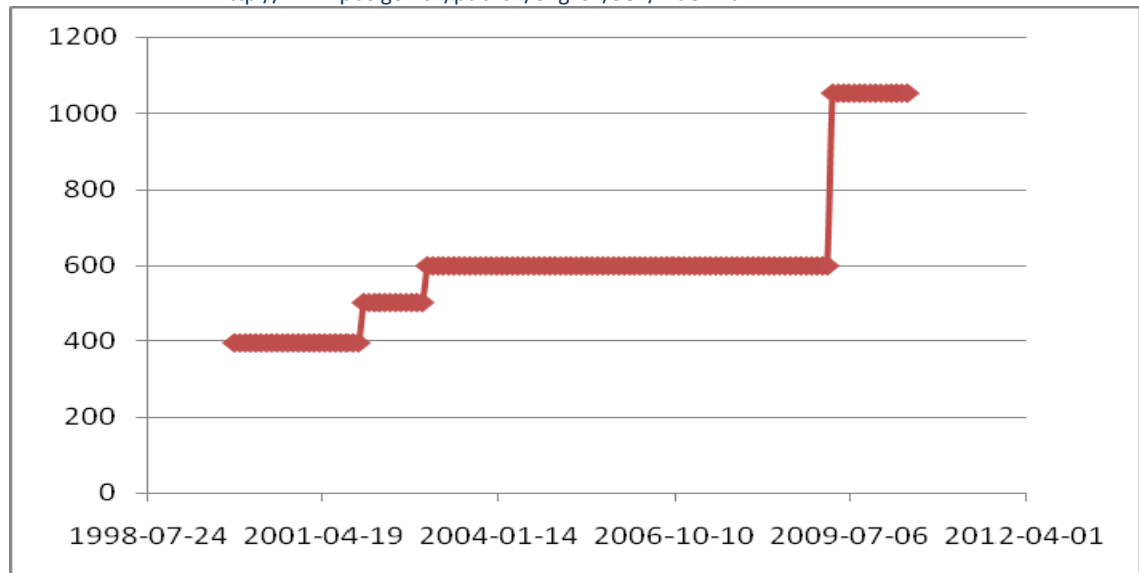
Les réserves chinoises comptent aussi des titres d'agences gouvernementales. En mars 2000, la Chine détenait 19 milliards \$ en titres d'agences. Le Trésor américain estime qu'en 2009, le SAFE détenait 358 milliards \$ de titres adossés à des actifs (dont 1,8 milliard \$ en titres adossés à des actifs immobiliers), attirés par les hauts rendements qu'ils offraient avant l'éclatement de la bulle immobilière aux États-Unis (Bradsher, 05-03-2007). Jusqu'en juillet 2008, la Chine accumulait ainsi des titres émis par des entreprises parrainées par l'État, parmi lesquelles Fannie Mae et Freddie Mac se distinguaient par leur importance. Brad Setser observe que le " *SAFE has built up one of the largest US equity portfolios of any foreign government entity investing abroad, including the major sovereign wealth funds [...]. It appears SAFE began diversifying into*

equities early in 2007 and, rather than being deterred by the subprime crisis, it continued to buy” (Agence France Presse, 16-03-2009).

Diversification

Il semblerait que, parallèlement au discours officiel chinois, les efforts de diversification récents de la part de la Chine aillent dans le sens de l’accroissement – relativement modeste - de la part des titres d’État japonais et sud coréens au détriment des titres américains. L’achat net de titres japonais par la Chine en 2010 (en date du 2 septembre 2010) totalise 1,7 billions de yens (20 milliards \$) (MoneyWeek, 07-09-2010)³⁸. Le total des titres d’État de la Corée du Sud que détient la Chine s’élève à aussi peu que 2,48 billions de won (2,11 milliards \$), catégorie de titres qu’elle ne commence à acheter que depuis la seconde moitié de l’année 2009 (Xin & Rabinovitch, 03-09-2010). Par ailleurs, la Chine a pratiquement doublé ses réserves en or, en avril 2009 (Fig.8).

Figure 8: Réserves chinoises en tonnes d’or – BPC :
<http://www.pbc.gov.cn/publish/english/984/index.html>



³⁸ Selon le China Securities Journal, les titres asiatiques ne pourraient prendre une place encore plus importante dans le portefeuille chinois. *"It is unlikely that China will increase purchases of Japanese bonds in the coming months because the yen might weaken at any time."* - Hu Xiaolian (Xin & Rabinovitch, 03-09-2010).

Les limites de la diversification

Il se pourrait que la Chine atteigne ses limites quant aux possibilités de diversification de ses réserves de change hors des actifs libellés en USD selon un rapport de Citigroup (Batson, 09-09-2010). Le rapport se fonde sur la méthode d'analyse de Brad Setser du *Council on Foreign Relations* pour mesurer les actifs de réserve de la Chine afin de les mettre à jour (Setser, 05-2009).

Si les analystes peinent à détailler les opérations de diversification de la Chine, ils ne manquent pas de souligner que la Chine s'est tournée vers les titres des gouvernements japonais et sud coréen (Back & McMahon, 19-08-2010). Au moment de la rédaction du rapport, la Chine avait déjà amorcé ses investissements en dette européenne par l'acquisition de quelque 550 millions \$ de dette souveraine espagnole (McMahon & Dean, 02-09-2010). Le rapport souligne qu'il est possible et fort probable qu'une part appréciable des réserves chinoises ait été dirigée vers l'acquisition de dette souveraine d'autres États aux économies émergentes. Cependant, l'affectation des réserves chinoises semble provoquer des déséquilibres auprès des économies nationales qui les reçoivent. Le cas du yen s'érige en exemple.

Les investissements chinois au Japon, orientant dans son sillage une fraction des quelque 4 billions \$ échangés quotidiennement sur le Forex, ont exercé des pressions à la hausse sur le yen, considéré comme valeur refuge en période de volatilité et d'incertitude.³⁹ Ce faisant, le yen a été porté, au 24 août 2010, à 83,70 yens pour un dollar, son plus haut niveau contre le dollar depuis 15 ans, non loin de son record absolu de 79,75 yens. Le même jour, la devise nippone atteignait un plus haut de neuf ans contre l'euro, à 104,44 yens. Au 5 octobre 2010 le yen s'échangeait à 83,51 contre le dollar et à 114,1 contre l'euro.⁴⁰

Les conséquences de l'appréciation du yen sur les activités d'exportation japonaises ont été telles qu'une réunion d'urgence de la Banque du Japon fut tenue la fin

³⁹ Cela, malgré un endettement à 200% du PIB (détenue à 90% par les Japonais eux-mêmes), un déficit budgétaire de 7% du PIB et une croissance faible depuis 20 ans.

⁴⁰ <http://www.mataf.net/fr/conversion/monnaie>

de semaine du 28 août 2010. Un plan de relance de quelque 100 milliards de dollars y a été convenu (Mouilleseaux, 31-08-2010). En plus, la Banque du Japon a dû mettre 115 milliards \$ à disposition des banques à taux avantageux, pour une période de six mois plutôt que trois.

Il y a donc une limite à ce qu'une économie peut absorber en capitaux chinois. *« Autant les États-Unis n'ont pas à s'inquiéter des capitaux chinois, les plus petites économies le devraient. Exporter des montants massifs de liquidité serait déstabilisant pour de plus petits marchés »*, précise le rapport de Citigroup.⁴¹ *« Une diversification croissante serait difficile parce que les États-Unis comptent toujours pour plus de la moitié des surplus commerciaux de la Chine, ou environ un tiers de l'accumulation de réserves de la Chine »*, rajoutent-ils.⁴²

Devant la somme de ces contraintes, Citigroup conclut que *« la meilleure manière de diversifier est de réduire les réserves, mais cela est peu probable dans les quelques années à venir »*.⁴³ Comme nous l'avons déjà évoqué, cette éventualité est effectivement improbable à court terme en raison tant de l'importance des réserves de change de la Chine - que force sa stratégie de développement - que de l'ampleur et la liquidité du marché des titres d'État américains comparativement aux autres titres d'État. Récemment, la BPC a pris des mesures devant ralentir l'accumulation de réserves, mais l'impact attendu ne peut être que graduel et se manifeste à un rythme lent (Fig.6), peut-être beaucoup plus lent que la succession des événements politiques entourant la crise et les déséquilibres globaux (Batson & Back 27-08-2010).

⁴¹ *“Although the U.S. doesn't have to worry much about Chinese capital, smaller economies should. Exporting the massive amounts of liquidity would be destabilizing for smaller markets.”* Rapporté par Batson (09-09-2010).

⁴² *“Further diversification would be difficult because the U.S. still accounts for over half of China's trade surplus, or about one third of China's reserve accumulation,”* Rapporté par Batson (09-09-2010).

⁴³ *“The best way to diversify is to reduce reserves, but that is not likely in the coming few years.”* Rapporté par Batson (09-09-2010).

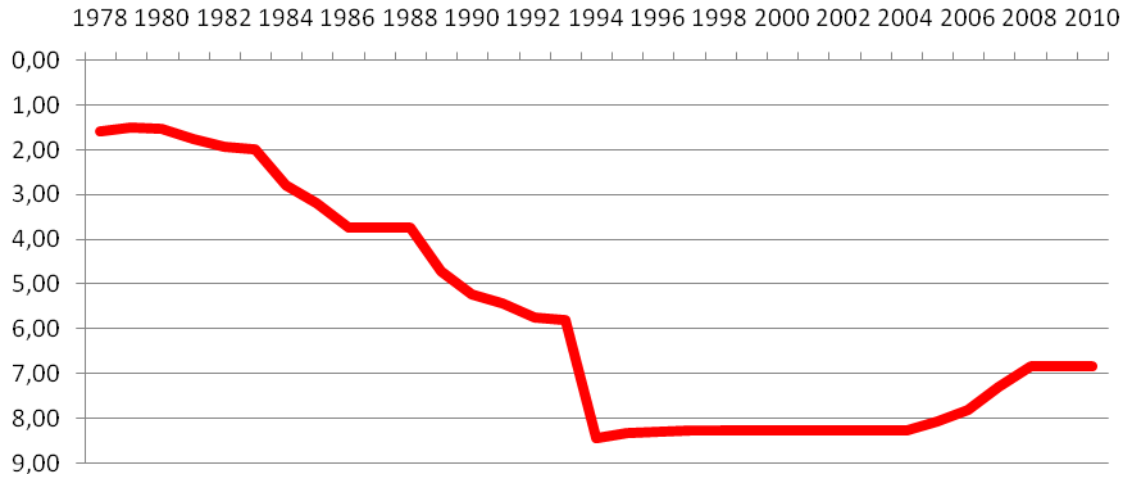
2.3 Les politiques de change

La politique monétaire chinoise du yuan (RMB) faible

En 1996, le RMB devient totalement convertible pour les opérations courantes des entreprises. Le taux de change demeure cependant la prérogative de la BPC. Entre 1994 et 2005, le yuan reste à arrimage constant au dollar américain selon un taux variant très faiblement autour de 8,2 yuans par dollar (Fig.9). À partir de juillet 2005, en raison de pressions répétées du Congrès américain et pour stériliser en partie l'accroissement de la masse monétaire induit par les excédents d'exportations en dollars, la Chine avait entamé une réévaluation progressive de sa monnaie en pilotant une petite marge de fluctuation par rapport au dollar (Tchang, 2010). En trois ans, le yuan s'est apprécié de 20% par rapport à la devise américaine. Cela devait valider le modèle de montée en gamme rapide de l'économie (Dockès & Lorenzi, 2009). Cette stratégie poussait l'industrie à fabriquer des produits plus sophistiqués, à marges bénéficiaires plus élevées, au détriment des produits bas de gamme, à fort contenu en emploi et à marges bénéficiaires faibles. Il faut préciser que la déficience du système de protection de la propriété intellectuelle en Chine est également un vecteur inhibant l'éclosion des activités à plus forte valeur ajoutée.

Sous l'effet présumé de la crise, le retour à une politique de RMB plus faible en 2008 signifie au contraire que l'important est à nouveau d'éviter une contraction trop forte des industries exportatrices peu sophistiquées qui avaient souffert de l'appréciation du RMB : le textile et l'électroménager. Le soutien de ces industries est nécessaire pour qu'elles continuent à absorber les migrants venus des campagnes. Dans le même esprit, les plans de relance de l'économie soutiennent l'industrie de la construction par les investissements publics en infrastructures (qui représentent 45% des 4000 milliards de RMB d'investissements publics annoncés). Ce n'est qu'à la fin juin 2010, une semaine avant le G20 de Toronto, que les autorités chinoises ont annoncé que la valeur du yuan serait progressivement appréciée.

Figure 9: Taux de change RMB/USD – Réserve fédérale :
<http://www.federalreserve.gov/releases/h10/hist/default1989.htm>



Une sous évaluation débattue

La parité actuelle de 6,83 yuan par dollar est considérée une sous-évaluation selon la théorie de la parité des pouvoirs d'achat.⁴⁴ Les experts privés américains jugent le yuan sous-évalué de 20% à 40 % par rapport au dollar (Dugua, 27-09-2010). Le FMI estime cette sous-évaluation de 5% à 27% (Kezeco, 19-09-2010). Pour sa part, *The Economist*, avec son célèbre indice *Big Mac*, estime la sous-évaluation du yuan à 49% (annexe 10). Bref, bien que l'état de sous-évaluation du yuan soit généralement admis, il y a absence de consensus quant à son ampleur. Il est difficile de prétendre au caractère objectif de la valeur d'une monnaie à moins qu'elle soit déterminée par le marché des changes (Ikenson 01-04-2010). À moins que la Chine ne laisse flotter sa devise – ce qui n'écarterait pas la fatalité d'une spéculation venant affecter la valeur « objective et véritable » du yuan - les économistes ne peuvent que continuer à produire des estimations très variables de la sous-évaluation du yuan.

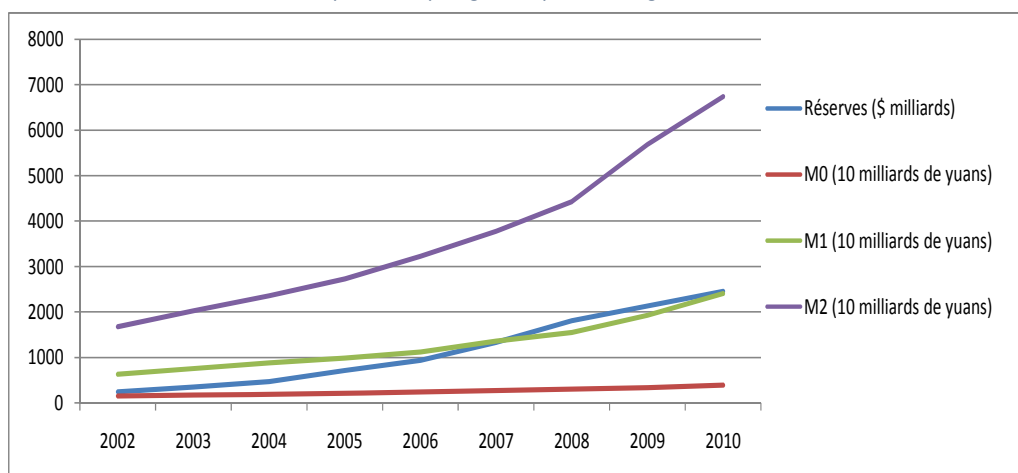
⁴⁴ Celle-ci prétend qu'à long terme, les taux de change doivent évoluer de manière à niveler les prix d'un panier de biens identique entre deux pays. En d'autres termes, le taux de change doit être proportionnel au niveau général des prix. Ce qui ne semble pas être le cas dans le rapport yuan/dollar.

Les risques inflationnistes

Une parité de change nominale stable vis-à-vis du dollar (ou même s'affaiblissant vis-à-vis du dollar) implique à terme un risque d'inflation. Il doit en effet y avoir convergence des niveaux de coûts de production et de prix entre la Chine et le reste du monde, donc appréciation réelle du RMB. Si cette appréciation réelle ne se fait pas par l'appréciation nominale, elle se fait par la hausse du niveau de prix et des coûts en Chine sous l'effet de l'inflation. Nous avons indiqué que la Banque de Chine rachète systématiquement les dollars à ses exportateurs au taux décrété. Ceci a pour effet d'injecter autant de nouveaux yuans dans l'économie chinoise. Si elle ne le faisait pas, les exportateurs chinois (ou une partie d'entre eux) offriraient du dollar contre du yuan sur le marché des changes, ce qui ferait monter la valeur externe du yuan. Comme la Chine a une compte courant massivement excédentaire, cette politique de rachat systématique se traduit par des réserves de change importantes et une masse monétaire domestique en croissance avec le potentiel d'inflation que cela comporte (Fig.10)⁴⁵. De plus, la masse monétaire chinoise a significativement augmenté à la suite de sa politique de crédit facile liée à la crise initiée en 2007. Cette création monétaire peut cependant être "stérilisée" par des ventes de titres d'État. C'est ainsi que la fixité d'un taux de change devient difficile à maintenir lorsque le coût des opérations de stérilisation augmente à un niveau insoutenable. Cependant, la dette publique chinoise demeure très faible (15,6% du PIB en 2008) et en constante diminution relativement au PIB (en 2004, elle était de 31,4% du PIB).

⁴⁵ Pour une définition des différents éléments de la balance des paiements, se référer à l'annexe 7.

Figure 10: Réserves et agrégats monétaires chinois - BPC⁴⁶ :
<http://www.pbc.gov.cn/publish/english/984/index.html>



Renforçant les pressions inflationnistes, les rumeurs d'une réévaluation haussière du yuan par rapport au dollar - qui alimentent les milieux financiers depuis la fin de l'année 2009 - ont stimulé la pratique du *carry-trade*.⁴⁷ Selon des chiffres publiés par la banque centrale chinoise au début 2010, un afflux de capitaux étrangers converge en Chine, pour bénéficier d'une part de taux d'intérêt plus élevés qu'ailleurs et d'autre part d'une possible appréciation du yuan. 37 milliards \$ seraient ainsi entrés en Chine en novembre 2009, dont 16 seraient de l'argent spéculatif lié au *carry-trade* (Desné, 06-01-2010). C'est ainsi que Lou Jiwei, président du CIC, attribue la responsabilité des pressions inflationnistes chinoises à la Réserve fédérale américaine dans une entrevue accordée à l'agence Dow Jones. « *Le moment où la Réserve fédérale abandonnera sa politique monétaire extrêmement souple sera un facteur-clé pour déterminer comment la Chine et d'autres pays émergents pourront maîtriser leur bulle d'actifs.* » (Dow Jones, 16-09-2010).

⁴⁶ Les agrégats monétaires se décomposent en degrés de liquidité.

M0 = L'ensemble des pièces et billets de monnaie fiduciaire ainsi que les réserves des banques dans leurs comptes auprès de la banque centrale.

M1 = M0 + Les montants figurant sur les comptes courants.

M2 = M1 + Les montants figurant sur les comptes d'épargne.

⁴⁷ Le *carry-trade* est une pratique financière qui consiste à emprunter à un faible taux d'intérêt dans une devise (par exemple l'Euro ou le dollar) et à replacer cet argent dans une autre devise parce que le taux d'intérêt est plus élevé et/ou parce que l'on anticipe que la devise de ce pays va s'apprécier dans l'avenir.

Effet sur les échanges, la consommation et les déséquilibres globaux

La stratégie du yuan faible, si elle contribue à la stabilité interne par la stimulation de l'emploi, va à l'encontre de l'objectif de Pékin quant à l'affranchissement de sa dépendance aux marchés d'exportation. En effet, la politique de RMB faible s'auto-entretient avec l'excès de capacité productive de la Chine et les excédents extérieurs. Si la politique économique favorise les secteurs exportateurs, elle maintient l'excédent commercial de la Chine qui alimente la liquidité et le crédit (officiel et non-officiel). Ce phénomène finance surtout l'accumulation de capital productif et perpétue donc la situation d'excès de capacité de l'industrie et en conséquence, tant les exportations nécessaires pour canaliser cet excès de capacité, que les excédents extérieurs.

La forte compétitivité des firmes exportatrices de Chine, qui est en partie due au contrôle des changes, a contribué au renforcement de tensions diplomatiques entre la Chine et ses deux premiers marchés d'exportation: les États-Unis et l'Union Européenne. Les faits d'actualité laissent présager la montée de conflits commerciaux pouvant potentiellement inhiber les échanges mondiaux et, plus particulièrement, la stabilité économique, sociale et politique du système-monde.

Enfin, comme nous l'avons évoqué dans notre premier chapitre, les déséquilibres macroéconomiques globaux ayant contribué à la crise se perpétuent avec, pour assise, la politique d'accumulation continue de la Chine.

2.4 Conclusion

À court terme, la Chine est soumise à sa dépendance aux exportations, liée à la question double de l'emploi et de la stabilité sociale. Il est donc attendu que la Chine maintienne d'importants surplus dans son compte courant et accumule des réserves à un rythme proportionnel. Bien qu'elle décroît lentement, une grande part de celles-ci sera composée de titres américains. Comme nous l'avons évoqué au premier chapitre, il est peu probable que la Chine fasse une sortie agressive et subite de ses actifs dollarisés. D'une part, comme déjà mentionné, cela est dû au fait des pertes financières que souffrirait la Chine suivant une telle éventualité mais aussi qu'aucune alternative ne se

pose au dollar. D'autre part, les opportunités de diversification de la Chine ne lui permettent pas de se départir de ses réserves dollarisées à un rythme qui corresponde à celui de leur acquisition sans qu'elle ne provoque des chocs au sein même des économies auprès desquelles elle se procure ses titres d'État alternatifs. Étant donné les grandes différences entre les rythmes de croissance de la Chine et des ses principaux partenaires – les États-Unis, l'Europe et le Japon – le yuan devra éventuellement s'apprécier relativement aux autres devises majeures. Les accumulations croissantes de réserves étrangères perdront donc de la valeur relativement au yuan alors que les stratégies de diversification ne pourront, à terme, résoudre le problème fondamental.

La question du taux de change est également une source de tension avec les partenaires commerciaux de la Chine. Rien ne suggère une disposition de la part de la Chine à effectuer volontairement une appréciation significative de sa devise à un rythme qui satisfasse ses partenaires commerciaux dans un contexte où chaque État tente de fonder sa relance sur l'exportation, leurs marchés intérieurs ayant été minés par quelque trente ans de politiques néolibérales, un système de crédit ineffectif et des gouvernements qui ne veulent et ne peuvent plus continuer de s'endetter indéfiniment.

Chapitre 3 : Diplomatie commerciale, régionalisation et croissance auto centrée

Ce chapitre vise à rendre compte des efforts de la part de l'État chinois à diversifier ses cibles d'exportation. Dans le contexte de notre recherche, nous considérons ces efforts comme une nécessité stratégique pour la Chine de rompre sa dépendance au marché de consommation des États-Unis et de s'extraire, du même coup, de la géographie économique et politique du dollar. À terme, une telle manoeuvre mettrait évidemment la Chine dans une situation où elle n'aurait plus à subventionner la puissance d'acquisition du premier pays destinataire de ses exportations en accumulant perpétuellement des valeurs libellées en dollars.

3.1 Diplomatie commerciale

Ce qui distingue la diplomatie commerciale des rapports commerciaux ordinaires est l'implication directe des gouvernements. Celle-ci réfère à la conduite de négociations stratégiques destinées à influencer le cadre institutionnel des échanges commerciaux et de l'investissement de manière à faire progresser l'intérêt national (Kopp, 2004).⁴⁸ La diplomatie commerciale se définit aussi comme l'emploi des outils diplomatiques dans le but de résoudre des conflits inhérents à la mondialisation de l'économie (Procassini, 2000). La diplomatie commerciale est d'abord le fait de fonctionnaires.

La pratique de la diplomatie commerciale vise la création d'un contexte d'échange et de production à somme positive, plutôt que par le simple déploiement d'une masse militaire (Frost, 2008). Au mieux, elle procède à la construction d'un contexte qui, d'une part, stimule la compétitivité à travers les rivalités bilatérales et, d'autre part, canalise ces tensions vers des activités idéalement pacifiques, productives et synergiques. La diplomatie commerciale adoucirait l'expression des rivalités internationales en transposant le jeu de l'équilibre des puissances depuis les considérations relatives à la

⁴⁸ Selon l'analyse de Kopp, la diplomatie commerciale doit, dans l'ensemble, contribuer à un contexte de sécurité et de prospérité afin de servir l'intérêt national : "*The U.S. position as the best place in the world to do business — the most reliable in which to buy, the most lucrative in which to sell, and the safest and surest in which to invest or to raise capital — is a cause, not an effect, of American global leadership [...]. Protecting and expanding the U.S. role as the world's supplier and customer of choice should be a foreign policy objective second only to securing the homeland.*" (Pour consulter l'extrait: <http://www.harrykopp.com/commercial-diplomacy/>). Ceci implique, évidemment, de préserver le statut du dollar. Pour la Chine, il s'agirait de l'inverse.

force vers celles de l'*influence*. Son expression la plus évidente reste certainement les accords de libre échange (ALES).

Diplomatie commerciale asiatique

La Chine en est à la rédaction de son douzième plan quinquennal. Celui-ci portera principalement sur la refonte de son patron de croissance économique (Xinhua, 24-11-2010). Dans la conduite de sa diplomatie commerciale en Asie, la Chine tire évidemment avantage de sa proximité et de sa force économique, mais aussi de facteurs démographiques liés à l'importance de la diaspora chinoise en Asie. Afin de se découpler davantage des fluctuations économiques américaines, il est attendu que la Chine intensifie la tendance régionale à l'interdépendance économique telle qu'elle apparaît depuis 2005 (Fig.14, 15, 17 & 18; annexes 13 & 14).⁴⁹ À terme, Pékin pourrait, comme Washington, instrumentaliser l'accès à son marché intérieur – potentiellement vaste – comme levier d'influence dans la conduite de ses relations extérieures. Inversement, pour les autres pays asiatiques, la multiplication des liens pacifiques avec une Chine montante relève à la fois d'une stratégie de sécurité cohérente avec la géopolitique régionale en plus d'une saine chrématistique (Frost, 2008). La régionalisation de l'activité économique de l'Asie de l'Est est donc à la confluence des intérêts stratégiques régionaux. Ceux-ci se manifesteront par la multiplication des accords bilatéraux (annexes 13 & 14), mais l'Association des nations d'Asie du Sud-Est⁵⁰ (ASEAN) en sera un point focal majeur.

⁴⁹ Les tendances à l'intégration économique, telles qu'elles s'expriment en Asie, ne sont pas irréversibles. La relative jeunesse de certains États, voire de certaines identités nationales en plus de la diversité des traits culturels sont autant d'éléments qui mettent à l'épreuve le ciment économique.

⁵⁰ Réunit la Birmanie, le Sultanat de Brunei Darussalam, le Royaume du Cambodge, la République d'Indonésie, la République démocratique populaire du Laos, la Malaysia, la République des Philippines, la République de Singapour, le Royaume de Thaïlande et la République socialiste du Vietnam. Le Forum Régional de l'ASEAN accueille les États-Unis, la Russie et l'Union européenne.

L'ASEAN+3 comme courroie de transmission

La nouvelle géographie politique et le rôle focal de l'ASEAN+3⁵¹ s'inscrivent dans la continuité de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'intégration européenne. Ces derniers processus ont incité les gouvernements asiatiques à rassembler leurs propres contreparties régionales au risque de demeurer à la traîne en matière de commerce et d'investissement.

En 1993, l'administration Clinton conclut la ronde de l'Uruguay et l'ALENA, puis propose la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA). Sur le théâtre asiatique, c'est la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC)⁵². Lors du sommet de Bogor, les différents gouvernements s'engagent à réduire les tarifs et autres entraves aux échanges commerciaux en vue d'en arriver à une zone de libre échange et d'investissement en Asie-Pacifique.⁵³ Les engagements pris dans le cadre de l'APEC sont non-contraignants et les décisions sont obtenues par voie de consensus. Leur mise en oeuvre s'effectue sur une base volontaire.

À la fin des années 1990, l'APEC perd de son momentum avec les échecs des accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'ASEAN entame une série de dialogues avec l'Union européenne dans le cadre de la Rencontre Asie-Europe (ASEM).⁵⁴ L'Union européenne, exclue de l'APEC, y a vu une opportunité d'accroître sa part de marché en Asie en plus de donner une visibilité politique aux banques et entreprises européennes en Asie.

⁵¹ Réunit les nations de l'ASEAN en plus de la République populaire de Chine, le Japon et la République de Corée.

⁵² Le forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) comprend vingt et un membres qui diffèrent de façon substantielle par leurs systèmes politiques, leurs institutions sociales et culturelles, et leurs niveaux de développement économique.

Les économies qui participent sont: l'Australie, Brunéi, le Canada, le Chili, la Chine, les États-Unis, Hong Kong (Chine), l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie - Nouvelle-Guinée, le Pérou, les Philippines, la République de Corée, la Russie, Singapour, Taiwan, la Thaïlande et le Vietnam.

⁵³ L'horizon de ces engagements est de 2010 en ce qui concerne les économies avancées et 2020 dans le cas des économies en développement.

⁵⁴ C'est en vue du premier sommet de l'ASEM que les nations asiatiques concernées ont commencé à se regrouper sous la bannière de l'ASEAN+3.

Le premier sommet de l'ASEM a lieu à Bangkok en février 1996. C'est à ce moment que l'ASEAN+3 passe d'un rang d'association ad hoc à celui de dispositif institué et structuré. La crise financière asiatique de 1997-98 a laissé les pays de la région avec l'impression amère qu'aucune aide véritable ne devait être attendue de la part des institutions et États occidentaux dans l'éventualité d'incidents comparables. Dès ce moment, l'ASEAN+3 a été la première plate-forme d'intégration de l'Asie Orientale, principalement par voie d'accords bilatéraux.⁵⁵

L'ASEAN+3 a aussi développé des caractéristiques institutionnelles. Une unité ASEAN+3 existe au sein du secrétariat de l'ASEAN à Jakarta. Les gouvernements membres et des partenaires intéressés des secteurs privé et académique y tiennent des rencontres régulières, établissent des groupes de travail ainsi que des commissions de recherche. Un canal d'intégration appelé « *track 2* », réunissant des acteurs non-gouvernementaux, y trouve également son expression malgré que certains observateurs appellent cette initiative « *Track 1.5* » en raison des liens souvent étroits qui lient ces acteurs à leurs gouvernements.⁵⁶

Capitalisant sur les acquis relationnels inhérents à l'ASEAN+3, le gouvernement malaysien est l'hôte de l'*East Asian Summit* (EAS) en décembre 2005. L'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande y sont invités. L'EAS est proclamée comme un forum annuel de dialogue faisant partie intégrale de l'architecture régionale évolutive. Contrairement aux efforts de ralliement pan asiatique initiés au début de la décennie 1990 par Mahattir - le premier ministre de la Malaysia - et qui ont éveillé des craintes de la création d'un bloc anti-américain, les leaders asiatiques actuels présentent leur mouvement d'intégration comme un effort de coopération visant à répondre à leurs défis communs et réciproques dans l'augmentation du niveau de vie de leurs populations à partir d'une identité est-

⁵⁵ Un accord de libre échange (ALE) a été conclu entre la Chine et l'ASEAN. Ceux qui doivent lier la Chine au Japon et à la Corée du Sud sont encore à l'étude (annexe 14). Pour une carte des pays ayant un ALE avec l'ASEAN, voir l'annexe 11.

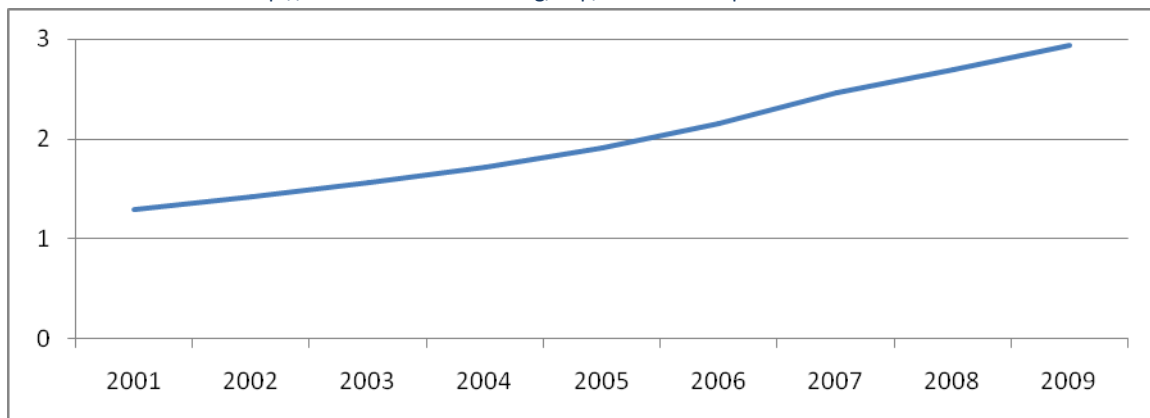
⁵⁶ Pour un survol du processus non-gouvernemental; Paul Evans, "Between Regionalism and Regionalization: Policy Networks and the Nascent East Asian Institutional Identity," dans Pempel, ed., *Remapping Asia*, pp. 195-215. URL: http://liu.xplorex.com/sites/liu/files/Publications/Between_Regionalism_and_Regionalization.pdf

asiatique cosmopolite et ouverte sur le monde.⁵⁷ Les officiels chinois ont fait écho à ces thèmes.⁵⁸ En somme, l'ASEAN+3 demeure la seule tribune permanente où les gouvernements membres peuvent échanger entre eux.

La Chine comme moteur

L'activité économique des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – Japon et États-Unis en tête – croît à un rythme annuel inférieur à 2,5%. Les pays dits émergents, eux, font l'expérience d'une croissance annuelle se situant entre 5 et 10% (Jacque, 2010). La Chine, qui subit les foudres de ses partenaires commerciaux occidentaux, est en tête quant au rythme de croissance (Fig.11&12). Si l'ASEAN est la courroie de transmission des tendances régionalisantes de l'Asie de l'Est, la Chine en est incontestablement le moteur.

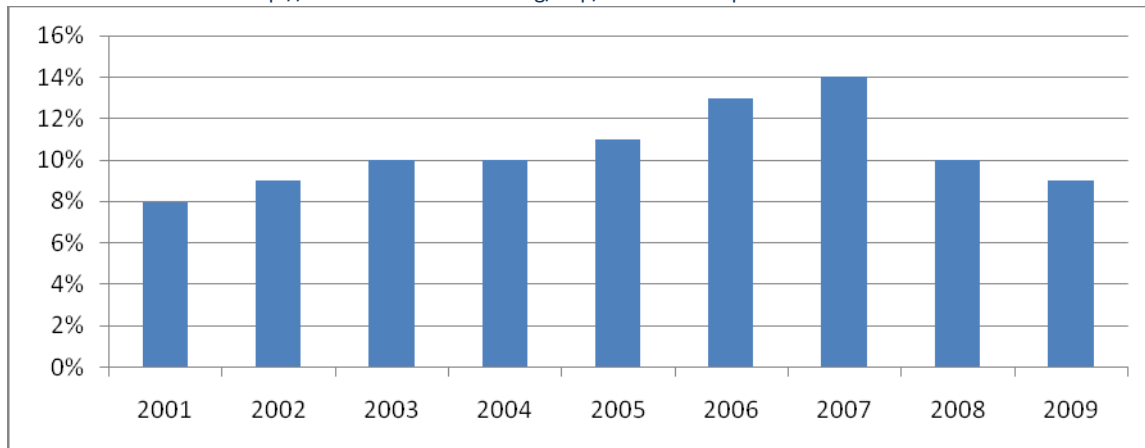
Figure 11: PIB chinois (billions \$ de 2000) – Banque Mondiale
<http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=12&id=4&CNO=2>



⁵⁷ Mahathir proposait un "Groupe économique Est asiatique" (plus tard renommé "Caucus") qui comprenait le Japon mais pas l'Australie ni la Nouvelle Zélande. Sur la quête d'une identité est-asiatique, voir les écrits récents de Amitav Acharya. Pour des énoncés de visions concernant une éventuelle communauté de l'Asie de l'Est; East Asia Vision Group Report, "Towards an East Asian Economic Community: Region of Peace, Prosperity, and Progress," 2001. URL : <http://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/report2001.pdf>

⁵⁸ Voir, par exemple, les articles de Zheng Bijian et Wang Jisi dans le numéro de septembre-octobre 2005 du *Foreign Affairs*.

Figure 12: PIB chinois (croissance annuelle) - Banque Mondiale
<http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=12&id=4&CNO=2>

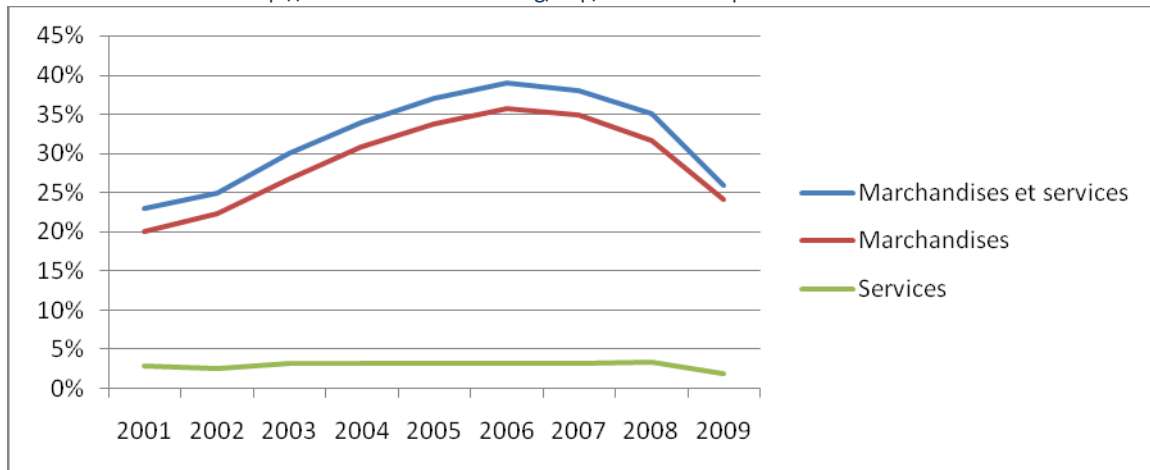


En 2009, la Chine a dépassé pour la première fois l'Allemagne pour devenir ainsi le premier exportateur mondial, avec une part des exportations mondiales qui avoisine 10%, contre 3% en 1999 (Atlaséco, 2011). Selon les prévisions du FMI, si le pays continue sur une telle lancée, en maintenant son rythme de croissance supérieur à 8%, cette part pourrait s'élever à 12% en 2014 et 17% en 2020.

Au regard de la production industrielle, Pékin n'a enregistré qu'un accroissement de 11% en 2009, contre 13% en 2008, ce qui constitue sa plus « mauvaise » performance depuis 2001. Mais grâce aux effets conjugués du plan de relance, de la reprise des exportations et des dépenses dans le secteur de la construction, la production industrielle devrait s'accélérer en 2010 pour atteindre, selon les estimations onusiennes, 13% sur l'ensemble de l'année en cours. Selon ces mêmes statistiques, la Chine totaliserait près de 16% de la valeur totale de la production industrielle mondiale, contre 15% pour le Japon et 19% pour les États-Unis (Atlaséco, 2010). L'Empire du Milieu devient ainsi la seconde puissance manufacturière mondiale, devant le Japon, derrière les États-Unis.

Le ralentissement des échanges mondiaux a tout de même porté ses effets sur la Chine. En 2009, le commerce extérieur - et plus globalement la demande externe - a subi une contraction encore plus sévère que lors de la crise asiatique de 1997-98. Sur l'ensemble de l'année, les exportations ont chuté, une baisse nette qui témoigne de la grande sensibilité de l'économie chinoise à la demande internationale et qui précipite une tendance amorcée dès 2006 (Fig.13).

Figure 13: Valeur des exportations chinoises (%PIB) – Banque Mondiale
<http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=12&id=4&CNO=2>



Quant aux marchés d'exportations de la Chine, l'Union Européenne (19,7%) est le premier client, tout juste devant les États-Unis (18,4%) (Fig.14). L'ampleur de ces chiffres doit être mis en contexte : le PIB chinois est de moins en moins dépendant des exportations (Fig.16). Pour preuve, celui-ci maintient toujours sa croissance alors même que les échanges internationaux de la Chine décroissent – relativement et absolument - depuis 2007 (Fig.18). Il semblerait que la Chine soit en passe de parvenir à un régime de croissance auto-centrée. En effet, selon les données de Comtrade, le marché de consommation des États-Unis était, en 2009, directement à la source de 4,44% de l'activité économique chinoise, une réduction de plus de 40% depuis le sommet de 2006 (7,5%). De manière générale, les exportations chinoises ont perdu plus de 30% de leur importance dans l'activité économique depuis 2006. Cette année marque une transition par le fait que la Chine y amorce une série d'ententes commerciales importantes (annexes 13 & 14) mais aussi parce que, comme nous le verrons au prochain chapitre, le pays adopte des mesures visant à stimuler la demande interne.

Figure 14: Marchés d'exportation des marchandises de la Chine
<http://www.trademap.org/>

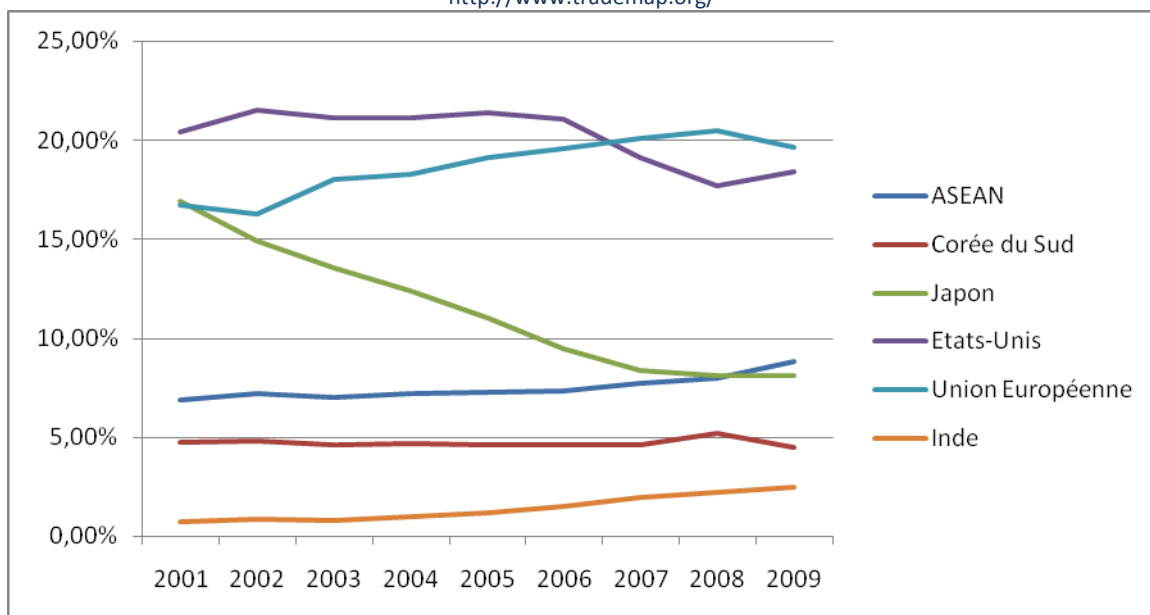
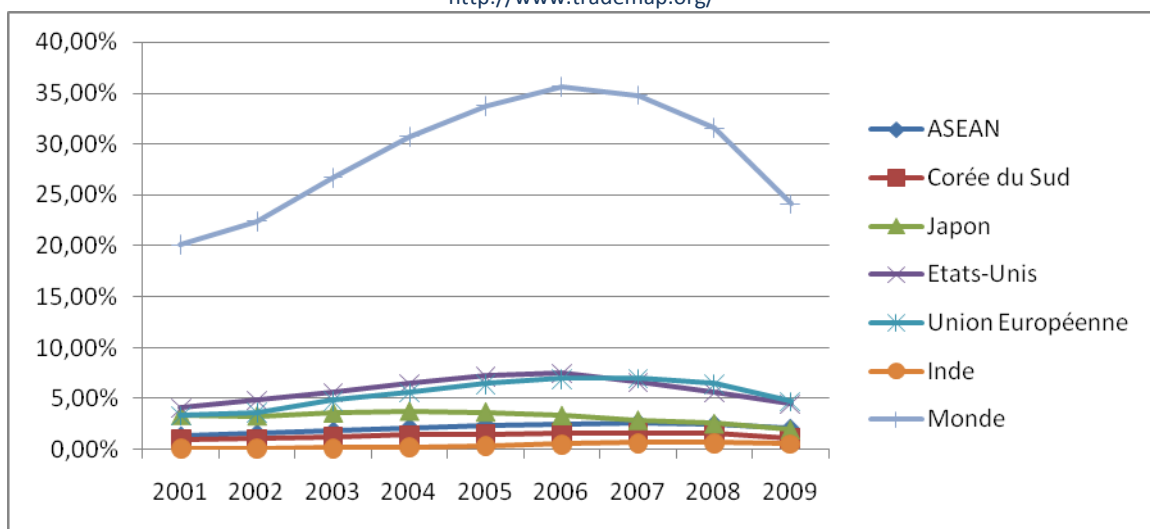
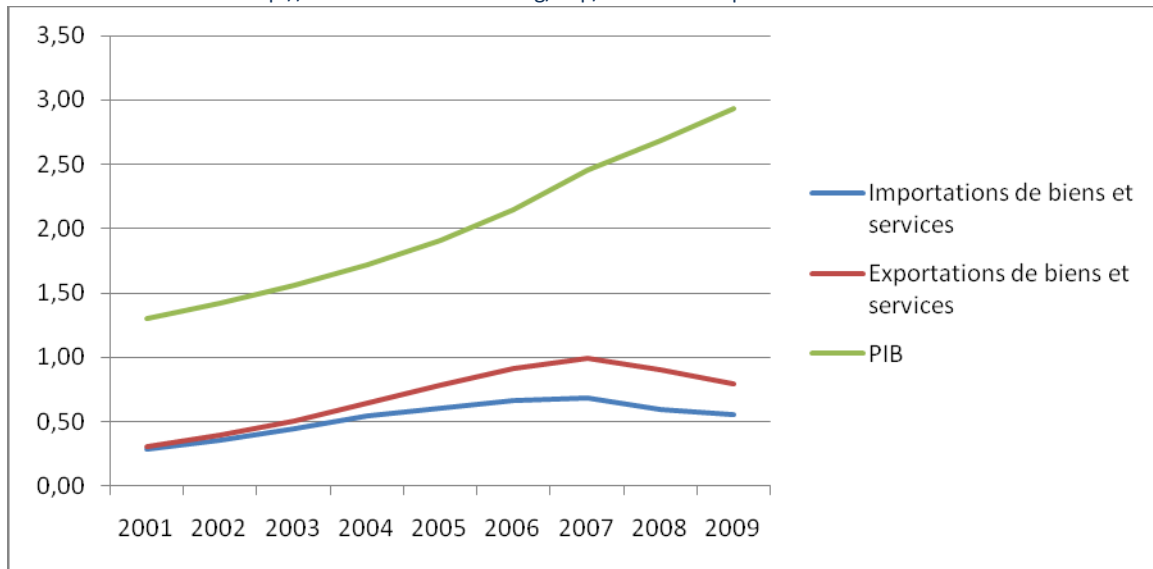


Figure 15: Part du PIB chinois dépendant des exportations de marchandises⁵⁹
<http://www.trademap.org/>



⁵⁹ Nous avons calculé notre indice de dépendance économique comme suit : (valeur monétaire des exportations/valeur monétaire du PIB) multiplié par (proportion des exportations selon la destination).

Figure 16: Exportations, importations et PIB chinois (billions USD 2000) – Banque Mondiale
<http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=12&id=4&CNO=2>



Inversement, la Chine est devenue un moteur économique régional par sa demande; sa croissance – bien que de plus en plus auto-centrée – stimule les économies de l’Asie de l’Est qui s’articulent progressivement en système économique régional (Fig.17&18). Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les membres de l’ASEAN+3. La Corée et le Japon - dont les ALES respectifs avec la Chine sont encore au stade d’étude (annexe 14) - expédient déjà une part dominante de leurs exportations vers cette dernière. Le cas le plus frappant est sans doute celui des pays de l’ASEAN qui destinent plus de 25% de leurs exportations au marché chinois.⁶⁰ Cette tendance à la régionalisation de l’Asie Orientale autour du marché chinois ne peut que s’intensifier quand entreront en vigueur les nombreux ALES de la Chine encore en élaboration (annexe 14).

⁶⁰ Les figures 18 et 19 tendent à sous-évaluer l’importance du marché chinois pour les pays de l’ASEAN. Par exemple, l’ASEAN destinait, en 2009, 66% de ses exportations de marchandises à d’autres pays de l’ASEAN. En envoyant 10% de ses exportations totales vers la Chine, cette dernière absorbe ainsi plus de 25% des exportations de marchandises envoyées par l’ASEAN à l’extérieur de son enceinte.

Figure 17: Part des exportations de marchandises destinée à la Chine

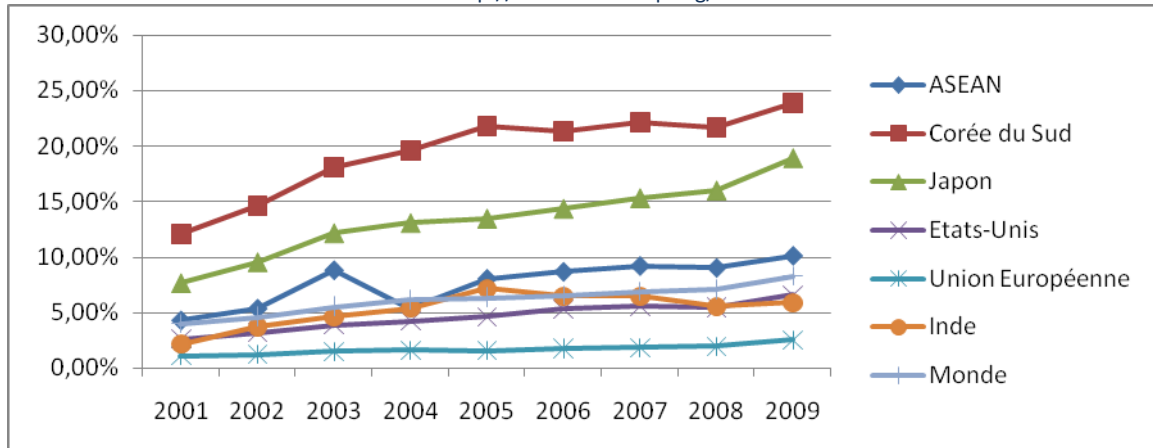
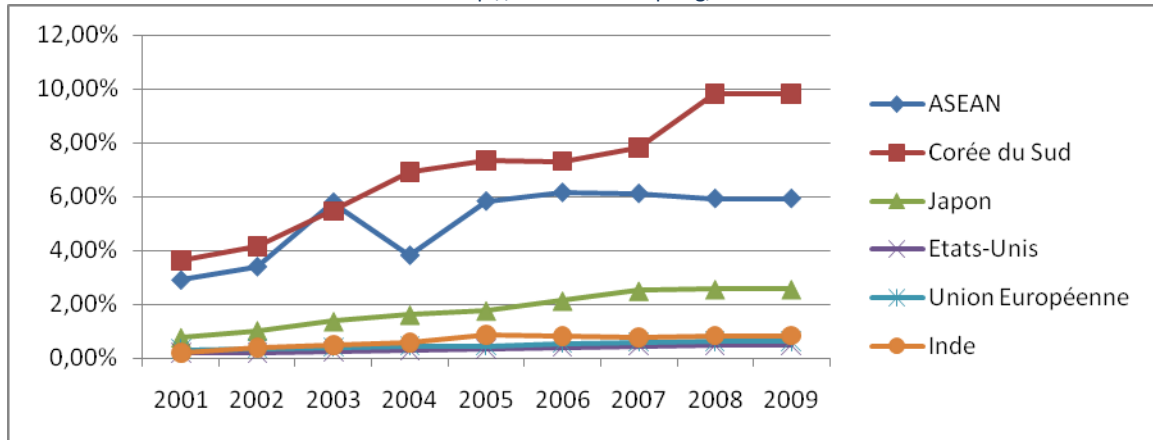
<http://www.trademap.org/>

Figure 18: Part du PIB dépendant des exportations de marchandises vers la Chine

<http://www.trademap.org/>

3.2 Dimensions et limites du profil commercial de la Chine

L'impact de l'activité économique chinoise sur la région asiatique est complexe. D'une part, la croissance explosive de la Chine soumet les autres gouvernements d'Asie aux pressions d'une compétition croissante (Ravenhill, 2008). Les activités d'exportation chinoises sont passées de la prééminence du textile et de la manufacture légère à un état où, en 2009, 60% des exportations étaient constituées d'équipements électriques et mécaniques (contre 30% en 2000) (Atlaséco, 2011).⁶¹ La Chine réalise aujourd'hui près de 20% des exportations mondiales de produits électroniques (L'Atlas, 2010).

⁶¹ L'industrie chinoise est en effet en pleine restructuration et se tourne progressivement vers des productions plus intensives en capital et en technologies. Trois grands pôles de produits dominent ainsi les exportations chinoises : les biens électroniques et les équipements électriques constituent un quart des biens exportés; viennent ensuite les ordinateurs et les produits de télécommunication (23%) et les machines-outils

D'autre part, contrairement aux préoccupations concernant le potentiel de « diversion » de l'IDE par la Chine - préoccupations partagées par plusieurs personnalités politiques et académiques de l'Asie de l'Est - la croissance chinoise, si elle paraît avoir déclassé ses voisins pour l'investissement et l'exportation sur les marchés mondiaux, offre des opportunités largement « compensatoires » par les exportations de composantes asiatiques qu'elle suscite vers la Chine (Ravenhill, 2006). Ainsi, les importations de la Chine provenant de pays asiatiques passent de 15% du total en 1980 à plus de 50% en 2003 (Prasad 2004). La Chine est le premier client du Japon et de la Corée du Sud. Ceci se traduit non seulement par le volume des échanges commerciaux, mais aussi par la multiplication des liaisons aériennes régionales. Quelque 24 villes chinoises sont accessibles en vol direct depuis Seoul. En conséquence, le dynamisme chinois contribue à un fort degré de spécialisation de la production dans le réseau de production pan asiatique, particulièrement dans le champ des technologies de l'information (Frost, 2008).

Dès 1979, pour moderniser un appareil de production obsolète et pour s'insérer dans le grand marché globalisé, Pékin a facilité l'arrivée massive de capitaux étrangers. En 2008, l'IDE en Chine a dépassé les 92 milliards (portant le stock à 770 milliards de dollars). Au début, Pékin est allé chercher les fonds dans son arrière-cour, Hong Kong, réintégrée depuis 1997. Puis, les sources se sont diversifiées au fil du temps, même si Hong Kong représente encore plus du quart des IDE. Les flux arrivent également du Japon (3^e investisseur global, 2^e dans l'industrie), de la Corée du Sud (4^e) et même de Taiwan (8^e), qui se situe derrière les États-Unis (6^e) (L'Atlas, 2010). Il est estimé que de 60 à 70% des exportations chinoises proviennent d'entreprises contrôlées par des capitaux étrangers ou dont la propriété est à la fois celle de capitaux chinois et étrangers (Frost, 2008).

En plus de permettre un développement local et régional, le caractère de plateforme d'assemblage que revêt aujourd'hui l'économie chinoise lui permet de différer vers les nations sous-traitantes les chocs macroéconomiques de la demande mondiale. Si les

(20%) (Atlaséco, 2011). Des biens responsables à la fois de la forte stimulation de la croissance des exportations au cours des dernières années mais également de l'instabilité du commerce extérieur chinois après l'éclatement de la crise internationale.

exportations chinoises ont chuté de 6% au cours des trois derniers mois de l'année 2008, ses importations se sont également contractées et ses excédents sont demeurés importants (Fig.16).

3.3 En guise de conclusion : les accords de 2000 à Chiang Mai et le dollar

La diplomatie commerciale ne représente pas la seule expression de l'intégration régionale, pas plus qu'elle n'en constitue un indicateur infallible. Elle en est toutefois une expression palpable et donc, mesurable. Celle-ci provoque l'institutionnalisation d'un cadre politique structuré, organisé et coopératif malgré les tensions centrifuges régionales. Non seulement les accords de libre échange intra asiatiques ont-ils provoqué une intégration croissante de l'investissement, de la production et de l'échange, mais les questions de sécurité et de diplomatie découlent désormais d'intérêts généralement convergents. Si l'intégration économique régionale du voisinage chinois n'affecte pas la déclinaison militaire de la puissance, elle altère et redéfinit l'ordre de préséance à travers l'influence, les perceptions et les allégeances politiques. En se détournant fructueusement du marché de consommation des États-Unis, la Chine a contribué de manière déterminante à façonner un paysage asiatique dynamique, complémentaire et intégré.

Un élément important dans l'actuel mouvement d'intégration régional est certainement la crise asiatique de 1997-98. Les failles des marchés financiers mondiaux, les paniques et les comportements qui relèvent de la rationalité simple et dangereuse de la mimétique de masse ont été largement documentés (Dostaler & Maris 2009). Au lieu de remédier aux problèmes fondamentaux, la communauté des créditeurs internationaux a répondu à la crise financière asiatique à travers les pressions du FMI. Non seulement cette approche n'a-t-elle pas solutionné les problèmes financiers de l'Asie, mais elle a été qualifiée d'injuste puisqu'elle procédait de mesures d'austérité qui n'étaient pas méritées, ne servant aucun propos constructif si ce n'est de perpétuer l'hégémonie du dollar (Liu, 2002).

C'est dans ce contexte que la Chine participe à la restructuration régionale amorcée à l'initiative du Japon et à laquelle participent tous les pays de l'ASEAN+3.

Connu comme l'Initiative de Chiang Mai, ce pivot des accords d'après-crise consiste en un fonds commun de réserves de devises destiné à stabiliser les taux de change des monnaies de l'Asie Orientale dans l'éventualité d'un choc financier majeur.⁶² S'il peut paraître prématuré de considérer l'institution comme un prélude à une union monétaire future, sa création témoigne néanmoins de la méfiance des États asiatiques à l'endroit des institutions financières internationales et souligne le dynamisme politique de l'ASEAN+3 et sa volonté de rompre avec la géographie politique du dollar.

⁶² http://en.wikipedia.org/wiki/Currency_swap

Chapitre 4 : Croissance autocentrée et transformations internes

Dans ce chapitre, nous ferons état des orientations stratégiques de l'État-parti chinois pour le recalibrage de l'économie chinoise vers une croissance davantage autocentrée. Les effets combinés de sa politique de change et de la force du dollar confèrent à la Chine un avantage concurrentiel présumé qui lui aurait permis jusqu'à présent d'exporter son chômage dans l'économie mondiale. À première vue, la Chine a intérêt à orienter la croissance de son activité économique vers une demande provenant de son marché intérieur. Cet intérêt est à la fois de nature stratégique, puisqu'il répond indirectement à l'objectif déclaré de rompre avec l'économie politique globale liée au système dollar, et économique, puisque la crise de 2008 a ralenti pour un temps indéterminé la demande des ménages dans les principales économies clientes de la Chine. Pour répondre à cette double nécessité, on peut s'attendre à ce que la Chine s'assure qu'une part croissante de sa production soit absorbée par son marché intérieur et qu'elle développe en parallèle des mécanismes de sécurité sociale pour absorber le choc de cette transition (Frieden, 2009). Nous nous intéressons aux moyens mis en oeuvre pour y parvenir et aux principaux défis que cela représente.

4.1 Vers un nouveau développement

La Chine actuelle a derrière elle trois décennies de réforme et d'ouverture économique. La décennie 1980 fut une phase d'expérimentation de diverses formes d'intégration de l'initiative privée à l'économie administrée : privatisation des exploitations agricoles, autorisation des investissements étrangers dans des zones économiques spéciales, amorce d'autonomie des entreprises, libéralisation partielle des prix (Lemoine, 2010). Ces mesures ont stimulé la croissance (dans le domaine agricole notamment), l'inflation et la corruption pour aboutir à la crise sociale et politique de l'été 1989.⁶³

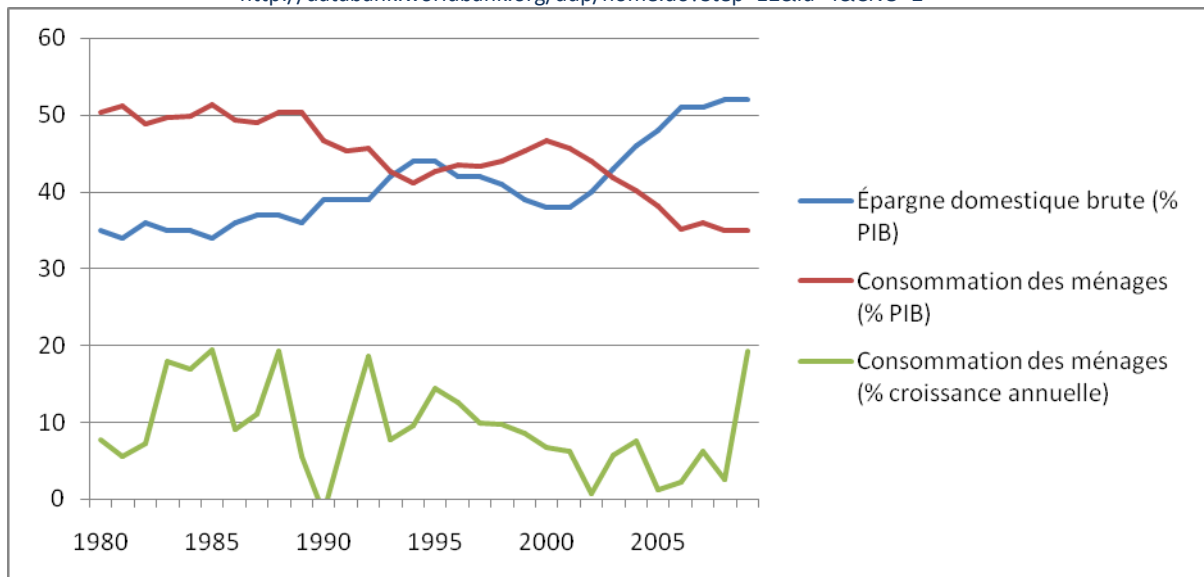
Les années 1990 ont été marquées par l'extension du secteur privé, la construction d'un système bancaire et financier ainsi que d'un système fiscal. En plus de cela, la Chine libéralise son commerce extérieur et abaisse ses tarifs douaniers, condition d'entrée à

⁶³ http://en.wikipedia.org/wiki/Tiananmen_Square_protests_of_1989

l'OMC en décembre 2001. Cette étape permet l'intensification de ses échanges extérieurs et l'afflux des investissements directs étrangers (Lemoine, 2010)

Les années 2000, nous l'avons vu, se caractérisent par un rythme de progression très rapide du PIB dépassant dix pour cent par an entre 2004 et 2007 et s'accompagnant de déséquilibres internes et externes. Le poids des exportations dans le PIB chinois passe de 23% en 2002 à 37% en 2007 et celui de l'excédent commercial de deux à sept pour cent. Autre moteur de la croissance, les dépenses d'investissement atteignent un niveau record (40% du PIB en 2008), en partie tirées par les industries exportatrices. La consommation des ménages chinois, elle, progresse aussi mais beaucoup plus lentement et devient le maillon faible de la croissance (Fig.19). Depuis le milieu des années 1990, les transferts sociaux ont baissé en termes relatifs car le système de protection sociale a été disloqué par la réforme des entreprises d'État (Lemoine 2010). Face à la montée de la précarité, du coût des soins de santé et de l'éducation, les ménages ont accru leur épargne de précaution (Fig.19). En Chine, la consommation privée est tombée de 46% du PIB en 2000 à 34,9% en 2009, une part beaucoup plus faible qu'au Japon ou en Corée du Sud (57%), qu'en Inde (55%), et presque inférieure de moitié à ce qu'elle est aux États-Unis (70%) (Banque Mondiale)⁶⁴.

Figure 19: Comportement des ménages chinois - Banque Mondiale
<http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=12&id=4&CNO=2>



⁶⁴ <http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=12&id=4&CNO=2>

Depuis l'éclatement de la crise globale, les perspectives de la demande sont médiocres et incertaines aux États-Unis et en Europe, qui sont les grands marchés d'exportation de la Chine.⁶⁵ Or, si la demande mondiale stagne, les pressions pour l'emploi en Chine – abordées au deuxième chapitre – persistent. La priorité à Pékin, la seule vraie priorité, c'est la stabilité sociale, garante de la stabilité politique. Une conclusion s'impose : la Chine devrait dans ce contexte changer de modèle de croissance et privilégier à l'avenir une dynamique fondée sur la demande intérieure plus que sur les exportations. Est-ce plausible?

4.2 L'entrave des disparités

En 2008, la Banque Mondiale attribuait 9,7% du PIB mondial à l'économie chinoise, selon une mesure en parité de pouvoir d'achat, derrière les États-Unis (22,51%) et devant le Japon (7,07%) (L'Atlas, 2010). Comme c'est souvent le cas avec la Chine, la mise en perspective des données nationales avec la taille de la population change radicalement le sens de ces données. Ainsi, la part du Chinois moyen dans la production mondiale ramène le pays au 86^e rang dans le PIB mondial par habitant. En 2009, le PIB per capita de la Chine était de 3678 \$, ce qui en fait une économie à revenu intermédiaire selon le classement de la Banque Mondiale (Qi, 2010). Cela occulte cependant une dimension particulière de l'économie politique chinoise. Au début des années 1980, la distribution des revenus en Chine affichait un coefficient de Gini⁶⁶ de 0,3. Au milieu de la décennie 1990 il dépasse 0,4 - le seuil d'alerte - pour atteindre progressivement 0,48 en 2010 (Chen Chen, 2010). En 2010, malgré l'augmentation du salaire moyen de 13% en milieu rural (935 \$ annuellement) et de dix pour cent en milieu urbain (2965 \$ annuellement), le décile urbain supérieur se partage un revenu annuel 23 fois supérieur au décile inférieur (Roberts, 2011)⁶⁷. Si les Chinois n'ont jamais compté autant de

⁶⁵ Officiellement, et a posteriori, la croissance a été ramenée à huit pour cent. En réalité le choc a été bien plus violent : fin 2008, début 2009, on observe un recul de la production d'électricité ou d'acier, de la consommation de pétrole, un arrêt des migrations des campagnes vers les villes et même un retour des migrants vers les campagnes (Artus & Mistal, 2010).

⁶⁶ Inventé par le statisticien italien Corrado Gini, l'indice éponyme offre une mesure de l'uniformité d'une distribution; dans ce cas-ci, il s'agit de la distribution du revenu. La valeur de l'indice varie entre 0 et 1, alors que 0 représente l'uniformité absolue et 1 la concentration absolue.

⁶⁷ Ces données proviennent du gouvernement chinois. Les disparités de revenu en Chine sont fort probablement sous-évaluées. C'est ce qu'avance Wang Xiaolu, économiste au *National Economic*

milliardaires (49 en 2010), 47% d'entre eux vivent avec moins de deux dollars par jour (L'Atlas, 2010). Ces inégalités constituent la fragilité du modèle de développement chinois. Une croissance autocentrée ne peut survenir sans qu'elles ne soient réduites au préalable.

Non seulement les Chinois sont-ils nombreux à ne disposer que d'un revenu médiocre, mais la quasi-absence de protection sociale à la campagne, la couverture médicale notoirement insuffisante même dans les villes et l'absence d'un système de retraite et d'assurance vieillesse adéquat, incitent à l'épargne de précaution aux dépens de la consommation (Tchang, 2010). L'édification d'un système de sécurité sociale s'ajoute donc à une meilleure redistribution des revenus comme principales nécessités stratégiques.

Les voies des disparités

Li Shi, directeur du centre de recherche sur l'allocation du revenu et la pauvreté – basé à l'Université normale de Pékin – discerne quatre dimensions dominantes à ces inégalités croissantes (Chen Chen, 2010). Premièrement, elles opposent les milieux urbains aux milieux ruraux avec un rapport de revenu passant de 2,6 :1 en 1997 à 3,33 :1 en 2010.⁶⁸ Deuxièmement, les salaires touchés par les employés des secteurs caractérisés par des monopoles sont beaucoup plus élevés que le revenu moyen.⁶⁹ Troisièmement, le fait que l'allocation du capital, du foncier et des ressources naturelles soit à la discrétion du gouvernement crée une situation où les octrois préférentiels que touchent certaines entreprises proches du pouvoir peuvent devenir la source d'un enrichissement indu et non-déclaré. Quatrièmement, à l'intérieur même des entreprises, les salaires et les

Research Institute à Pékin. Selon lui, l'ensemble du revenu dissimulé (directs ou indirects) que touche le décile supérieur totaliserait \$1,4 billion, portant à 65 le facteur d'écart entre le décile supérieur et le décile inférieur (Roberts, 2011).

⁶⁸ Ce rapport est non seulement plus élevé que dans les pays « développés » mais aussi que dans plusieurs pays en voie de développement ou émergents, notamment le Brésil et l'Argentine.

⁶⁹ Le revenu moyen dans les industries de l'énergie électrique, des télécommunications, de la finance, de l'assurance et du tabac est de deux à trois fois celui qui prévaut dans les autres industries. Lorsque l'on prend en considération les avantages sociaux associés à ces emplois, le salaire réel y est de cinq à dix fois supérieur. Quant aux cadres, leur salaire moyen est de 128 fois supérieur au revenu moyen; au sein de ces monopoles d'État, le rapport salarial est de 18 :1 entre les cadres supérieurs et les travailleurs. Ces salaires élevés y attirent les meilleurs d'entre les jeunes talents (Roberts, 2011).

bénéfices marginaux se concentrent dans les mains d'une minorité.⁷⁰ À cela, il faut ajouter les revenus illégaux résultant de la corruption.⁷¹

Roberts (2011) rapporte qu'un sondage réalisé en septembre 2010 par la firme pékinoise *Horizon Research Consultancy Group* montre que la montée des prix de la nourriture et du logement donnent au Chinois l'impression que leur qualité de vie chute en dépit de la croissance économique nationale.

La question du logement

En 2010, l'investissement immobilier en Chine enregistre un bond de 33,2 % par rapport à 2009. La majorité des investissements l'ont été dans le secteur de l'immobilier commercial qui accueille à lui seul 70,5 % des fonds. Le Bureau national des statistiques (BNS) dévoile que le nombre total de mètres carrés vendus a augmenté de 10,1 % par rapport à 2009 (BNS, 2011).

En 2010, les prix des logements relevés dans 70 grandes villes chinoises ont augmenté de 6,4%, un chiffre qui préoccupe le gouvernement qui souhaite « *contrôler les achats spéculatifs* » (BNS, 2011). Selon une enquête de l'Académie des sciences sociales portant sur 35 villes, les prix de l'immobilier dans 11 d'entre elles dépassent de 30% en moyenne un indice de référence prenant en compte 11 facteurs dont les infrastructures et le pouvoir d'achat. L'écart atteint 70% dans la ville de Fuzhou (AFP, 2010).

En janvier 2011, le gouvernement a augmenté de 50% à 60% l'apport personnel minimum pour l'achat d'un deuxième logement, qui n'est que de 30% pour le premier (Rodier, 2011). Partout, les politiques fiscales sont resserrées et les banques sont incitées à augmenter leurs taux d'intérêt sur l'achat d'un deuxième appartement. De nouvelles réglementations contraignantes sont attendues pour contenir ce qui est déjà désigné comme une bulle spéculative. Shanghai et Chongqing seront les terrains d'expérimentation de la taxe foncière dans le pays. Cette dernière contraindra les

⁷⁰ En 2008, la dépense moyenne en avantages sociaux pour les entreprises centrales était de 3 397 yuan. Le salaire individuel le plus élevé était de 44 600 yuan, le plus bas, 149.

⁷¹ Un rapport de 2007, produit par Wang Xiaolu du *National economic research institute* de la *China Reform Foundation*, évalue à \$703 milliards l'évasion fiscale urbaine. 75% de ce revenu caché appartient à quelque 2000 familles à revenu élevé.

propriétaires à verser entre 0,4% et 1,2% de la valeur de leur appartement dès l'achat d'un deuxième logement (Rodier 2011). De plus, il est interdit aux banques d'accorder des prêts à partir de l'achat d'un troisième appartement (AFP 09-12-2010).

Les logements « abordables »

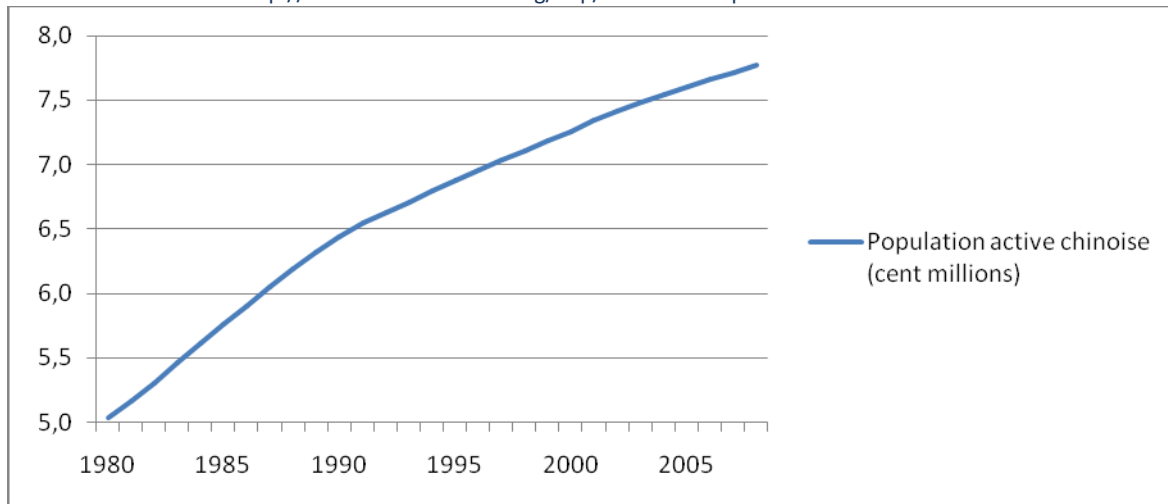
Pour accroître l'accès au logement et faire pression à la baisse sur le marché de l'immobilier, Wen Jiabao use de l'ascendant de l'État-parti sur les banques pour que ces dernières augmentent le nombre de prêts consentis à la construction de logements abordables. Pour 2011, les besoins s'élèvent à dix millions d'appartements de ce type (Rodier 2011). Ainsi, le gouvernement central prévoit investir l'équivalent de neuf milliards de dollars pour le développement de logements sociaux. Ce qui représenterait une augmentation de près de 15% par rapport à 2009 (Atlaséco 2011). 5,9 millions de logements de cette catégories ont été mis en chantier en 2010, dont 3,4 millions étaient achevés en date du 16 janvier 2011 (Xinhua 16-01-2011).

Rien qu'à Pékin, le gouvernement promet de « *construire ou acheter 200 000 appartements (...) dont la moitié d'entre eux seront à occuper à la fin de l'année* » (Xinhua 16-01-2011). Pékin ne peut toutefois contraindre formellement les gouvernements locaux à appliquer ses politiques. Même la nouvelle taxe foncière lancée à Shanghai et à Chongqing lui échappe en grande partie. En effet, ces deux immenses villes – en réalité des municipalités de rang provincial - gardent le choix des taux qu'elles pratiquent (Rodier, 2011). Il en sera de même pour les villes qui seront choisies ultérieurement pour imposer la nouvelle taxe.

Le ministère des Terres et Ressources a de son côté adopté de nouvelles mesures pour renforcer le contrôle sur l'achat de terrains. De nouvelles directives datant de mars 2010 comprennent 19 mesures parmi lesquelles l'augmentation du nombre des logements sociaux. Près de 70% des terrains constructibles devront désormais servir à la construction de logements subventionnés par l'État et à la construction de résidences de petite taille (Atlaséco, 2011).

La question des salaires

Figure 20: Population active chinoise - Banque Mondiale
<http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=12&id=4&CNO=2>



Il est attendu que les salaires augmentent par le fait des données démographiques. Entre 1980 et 2010, la croissance chinoise a bénéficié de l'arrivée sur le marché du travail de générations très populeuses: la population en âge de travailler a augmenté de plus de 300 millions, ce qui a pesé à la baisse sur les salaires de la masse des travailleurs (Fig.20). Au cours des dix dernières années, les revenus des ménages chinois ont progressé moins vite que ceux des entreprises ou des administrations (leur part a baissé de 68% à 58% entre 1997 et 2007). Cependant, la Chine a désormais atteint le point où ses réserves de main-d'œuvre cessent d'être inépuisables (Attané, 2010).⁷² La poussée des revendications salariales en 2010 indique un changement dans les rapports de force en faveur des salariés et le niveau des salaires minimal a été rehaussé dans la plupart des provinces (Lemoine, 2010).⁷³

En Chine, le salaire moyen d'un travailleur est déjà plus élevé que dans toute autre économie de l'Asie émergente à l'exception de la Fédération de Malaysia et de la

⁷² Selon le Wall Street Journal, Canton et ses environs subiraient une pénurie d'environ un million de travailleurs. Afin d'attirer de la main-d'œuvre, plusieurs gouvernements locaux ont dû revoir à la hausse le salaire minimum moyen (Atlaséco, 2011).

⁷³ Fin janvier 2010, la deuxième province exportatrice de Chine, le Jiangsu, a augmenté de 13% le salaire minimum mensuel. De même, la province du Guangdong a annoncé une augmentation salariale de 21% (Atlaséco, 2011).

Thaïlande. Depuis les réformes de 2008, les travailleurs chinois sont parmi les mieux payés d'Asie (Tableau 2).

Tableau 2: Salaires en Asie émergente - Devonshire-Ellis 19-01-2011

Wage Overheads in Emerging Asia			
Country	Avg. minimum annual salary (worker, US\$)	Avg. mandatory welfare (% against salary)	Total labor cost (US\$)
Bangladesh	798	n/a	798
Cambodia	672	n/a	672
China	1,500	50	2,250
India	857	10	943
Indonesia	1,027	6	1,089
Laos	1,057	9.5	1,157
Malaysia	4,735	23	5,824
Mongolia	2,004	n/a	2,004
Myanmar	401	n/a	401
Nepal	1,889	n/a	1,889
Pakistan	984	7	1,052
Philippines	2,053	9.4	2,246
Sri Lanka	1,619	n/a	1,619
Thailand	2,293	6.9	2,451
Vietnam	1,002	15	1,152

D'autre part, le gouvernement s'est engagé à doubler le salaire minimum au cours des cinq prochaines années, suivant une augmentation annuelle de 20% (Devonshire-Ellis 19-01-2011). Ces mesures porteront le salaire minimum moyen à 3000 \$ auxquels s'additionnent les coûts des bénéfices sociaux qui, présumant que leur proportion moyenne demeure à 50%, portera à 4500 \$ le coût total du salaire minimum moyen en Chine.

Les années qui viennent devraient voir un rééquilibrage de la croissance en faveur des provinces intérieures. Le douzième plan quinquennal chinois cherche à propager le dynamisme économique côtier vers l'intérieur des terres (Fic, 2010). Les régions côtières devront se tourner davantage vers le développement des services, moins voraces en ressources et moins dépendants de l'exportation (Lemoine, 2010). En outre, les industries manufacturières des provinces côtières sont confrontées à la hausse des coûts de production et, si elles ont tendance à se délocaliser vers les provinces de l'intérieur où les salaires sont moins élevés, elles le font avec un succès mitigé.

Les entreprises de l'industrie de la transformation⁷⁴, comme celles traditionnellement concentrées dans le delta de la rivière des Perles, sont confrontées à l'érosion de leur avantage comparatif à long terme au plan des salaires et à la baisse du pouvoir d'achat des ménages américains et européens. La tentative de relocalisation de ces entreprises ailleurs en Chine s'est révélée infructueuse en raison de l'augmentation des salaires et du marché foncier dans les provinces de l'intérieur. Les entreprises de ce secteur ont déjà entrepris un glissement vers l'Asie du Sud-Est, entraînant une restructuration de la plupart de leurs activités de Chine vers la consommation domestique (China Briefing, 24-11-2010).

La question de la sécurité sociale

L'État met en oeuvre de vastes programmes pour reconstruire un filet de sécurité sociale (retraite, maladie, maternité, accident du travail), mais c'est un processus de construction institutionnelle de longue haleine. Le système de protection sociale couvre en 2008 plus de la moitié de la population urbaine, mais celle-ci est encore minoritaire (607 millions) (Lemoine, 2010). Il couvre moins de dix pour cent des ruraux (qui représentent 720 millions de personnes). Quelque 150 millions de travailleurs migrants n'ont pas accès aux gammes de services publics offerts aux urbains : soins de santé, éducation et pensions de vieillesse (Roberts, 2011). L'extension des retraites et de l'assurance-maladie à l'ensemble de la population est le grand défi contemporain (Lemoine, 2010). Il est attendu que la population urbaine augmente de 300 millions d'ici à 2030 pour atteindre 900 millions et constituer plus de 60% de la population totale (contre 45% en 2008) (Lemoine, 2010).

4.3 Les orientations du plan quinquennal 2011-2015

Dans le rapport d'activité du gouvernement de mars 2010, le premier ministre Wen Jiabao s'engage à établir des mécanismes « *efficacités et impartiaux* » visant la croissance – absolue et relative au PIB - des revenus des travailleurs (Xinhua, 05-03-

⁷⁴ L'industrie de la transformation transforme des matières premières, ou des produits intermédiaires, en produits semi-finis qui sont eux-mêmes utilisés par une industrie de produits finis, utilisés par des consommateurs finaux. Ce secteur est typiquement intensif en travail, en énergie, en impacts environnementaux. La province du Guangdong compte 38 000 usines de ce secteur d'activité.

2010). La correction de l'actuelle distribution des revenus – particulièrement dans les industries monopolistiques nationales mais aussi dans l'économie en général - est prévue par le biais de la fiscalité, la taxation et la transparence. Ces mesures seront doublées de dispositifs punitifs à l'endroit d'individus touchant des revenus illicites (Roberts, 2010).

Peu de temps après, à la cinquième plénière du 17^e Comité Central du PCC, tenue du 15 au 18 octobre 2010, a été adoptée la Proposition du Comité Central du PCC pour la formulation du 12^e programme quinquennal pour le développement économique et social de la Chine (2011-2015). De manière générale, *« l'intention est de renforcer la croissance principalement à travers des facteurs domestiques et par l'accroissement du revenu et du pouvoir d'achat des fermiers⁷⁵ et des travailleurs »* (Fic, 2010). L'État-parti cherche à orienter la croissance non seulement par l'augmentation générale des revenus, mais aussi par l'élargissement de la couverture des services publics⁷⁶; *« une distribution plus uniforme des salaires⁷⁷; un accroissement des dépenses pour le bien-être et le logement; de meilleurs soins de santé et un filet de sécurité sociale plus robuste »* (Fic, 2010). Cette stratégie d'expansion économique chinoise, procédant de l'accroissement de la demande et de l'investissement, prendra appui sur une planification de la disponibilité du crédit – par un système bancaire essentiellement public – des investissements en infrastructure (Fic, 2010)⁷⁸.

⁷⁵ Les secteurs forts de l'économie chinoise sont l'industrie manufacturière et la production agricole. En dépit de problèmes récurrents tels que la désertification, les inondations et l'appauvrissement des sols, l'agriculture demeure le premier secteur pourvoyeur d'emplois et occupe 40% de la population active. Environ 80% des terres labourées sont consacrées à la culture des céréales et du riz lequel représente à lui seul le tiers de la surface cultivée totale – seulement dix pour cent de la surface du territoire est cultivable. (Atlaséco, 2011). En 2007, Hu Jintao et Wen Jiabao ont supprimé les taxes agricoles nationales, rendu les écoles gratuites en zone rurale, lancé un nouveau plan rural d'assurance-maladie et garanti que, puisqu'il n'est toujours pas possible de posséder des terres agricoles à titre privé, les agriculteurs renouvellent leurs baux à long terme (Schell, 2007).

⁷⁶ http://www.china.org.cn/china/2010-10/27/content_21214632.htm

⁷⁷ Une étude du Crédit Suisse menée par des économistes chinois a trouvé que le salaire individuel du décile supérieur est de 65 fois supérieur à la plupart des autres salariés chinois (Fic, 2010).

⁷⁸ Par exemple, depuis 2003 la Banque populaire de Chine (BPC) impose aux banques urbaines (qui sont principalement responsables du financement des activités d'exportation) un ratio de réserve de un pour cent supérieur (c'est à dire sept pour cent) aux banques en milieu rural. Les États-Unis ont aussi eu recours à des taux d'intérêt spatialement différenciés afin d'influencer leur développement selon les besoins régionaux.

Il est généralement admis que les politiques d'une Banque Centrale gagnent en crédibilité si celle-ci est indépendante de l'État. Elle serait plus sensible aux besoins des marchés. À cet effet la Banque d'Angleterre et la Banque centrale européenne sont des entités formellement indépendantes du politique se

Non seulement ces orientations sont-elles destinées à calmer le mécontentement qui existe parmi ceux qui se sentent exclus du miracle chinois, mais elles visent d'abord à créer une stabilité sociale et économique qui donnera aux ménages chinois la confiance nécessaire pour les amener à diminuer leur taux d'épargne et augmenter leur consommation. Le conciliabule du PCC stipule que les politiques devront « *faire du bien-être et de l'amélioration de la qualité de vie le point fondamental de départ et d'arrivée de la transformation accélérée du développement économique* » (Fic, 2010). Zhang Ping, haut fonctionnaire de la Commission du développement national et de la réforme, précise que « *l'expansion de la demande domestique est la stratégie de long terme du développement économique et social de notre pays* ».

Ce redéploiement de la croissance chinoise vers le marché intérieur, son rééquilibrage en faveur des services, le souci de réduire les inégalités de revenus, étaient déjà les priorités du 11^e plan quinquennal 2006-2010. Ces orientations sont restées lettre morte (Lemoine, 2010). Le taux de consommation des ménages chinois n'a été que de 35,3% en 2008, en baisse continue depuis quelques années, alors même que le dixième plan quinquennal 2001-2005 l'avait fixé à 50% (Lemoine, 2010). Au-delà de la mutation du modèle chinois de développement imposé par la crise, d'autres réformes, plus fondamentales encore, s'avèreraient-elles nécessaires?

4.4 Opacité du système social et politique : réformes incertaines

Le système politique offre-t-il l'opportunité au pouvoir central de mettre en oeuvre les changements qu'il juge nécessaires ? Pour Minxin Pei (2006), le système est pris au piège d'un équilibre ancré dans des réformes inabouties, ayant laissé l'État avec des capacités érodées quant à sa faculté de changer les grandes orientations de sa politique de développement. La structure politique et administrative de la Chine crée à la fois l'illusion d'un pouvoir centralisé et la réalité d'un pays centrifuge (Tchang, 2010).

préoccupant essentiellement de réagir en fonction d'indicateurs d'inflation. La BPC correspond davantage à la définition d'une banque nationale qu'à celle d'une banque centrale. Son refus de réévaluer le yuan sous la pression internationale montre que l'indépendance de la BPC s'applique davantage face aux États-Unis – qui dominent les marchés financiers – que face au Parti communiste chinois (PCC). (http://en.wikipedia.org/wiki/Central_bank).

Les mesures d'injection de fonds budgétaires et de crédits décidées par le gouvernement central ne sont pas assurées d'efficacité à moyen et long terme.

Les tendances protectionnistes des provinces, qui ont chacune la taille et la population d'un État européen et qui sont jalouses de leurs prérogatives et de leurs industries, constituent un obstacle majeur à une refonte rapide du paysage industriel chinois et à la réorganisation en profondeur sous forme de fusions-absorptions des secteurs en surcapacité de production. L'insuffisance des initiatives privées en est un autre. Il faudrait aussi adapter la fiscalité chinoise à une économie tournée vers la consommation, de même qu'il faudrait dépasser ou réformer toutes sortes de règles administratives propres à chaque province ou Région autonome protégeant son marché local (Tchang, 2010). De plus, l'absence d'État de droit, l'omniprésence de la corruption, la faiblesse des institutions, et la force acquise des groupes d'intérêt au niveau sectoriel ou régional sont autant d'obstacles qui contribuent à mettre en échec les politiques décidées à Pékin (Lemoine, 2010).

Il n'y a pas que le poids des intérêts particuliers qui fasse obstacle au développement de la demande domestique chinoise. Malgré la présence de moyens financiers, l'absence de canaux efficaces de distribution des fonds et l'incohérence de la répartition des revenus et des responsabilités entre le gouvernement central et les autorités régionales inhibent l'émergence de nouvelles orientations économiques fondamentales (Wong, 2009). Si les grandes orientations sont décidées à Pékin, c'est au niveau local qu'elles sont appliquées. Dans le budget de l'État, les dépenses sociales sont la responsabilité des gouvernements locaux, et ceux-ci n'ont pas toujours les revenus adéquats pour y subvenir. Les provinces les plus pauvres sont celles qui ont le moins de moyens à y consacrer et les transferts financiers du gouvernement central sont loin d'assurer une redistribution suffisante entre les régions riches et pauvres. En outre, les autorités locales ont tendance à privilégier le soutien à l'investissement plus qu'à la consommation, à la fois parce qu'elles sont jugées par le pouvoir central sur leurs résultats en termes de croissance et parce que l'activité des entreprises constitue pour elles une source importante de revenus parafiscaux, notamment à travers la vente de terrains industriels. Il y a donc un système pervers d'incitatifs qui perpétuent des

comportements néfastes profondément ancrés. En dépit des succès de l'économie chinoise, l'opacité de son système politique contribue à alimenter interrogations et inquiétudes quant à la capacité de cette « *superpuissance fragile* » à réorienter son modèle de développement vers celui d'une économie de consommation (Shirk, 2008).

Conclusion

Retour sur la géoéconomie du système dollar

De 1944 à 1971, le dollar était la seule devise référencée à l'or. Cela faisait du dollar américain la monnaie de référence. Si un pays accumulait des réserves, il le faisait en dollars puisque celui-ci était stable (par rapport à l'or du moins). Le monde monétaire a ainsi été redéfini en 1944 à Bretton Woods, centré sur la demande américaine. Le dollar américain serait à parité fixe de 35 dollars par once d'or. La valeur de chacune des autres devises devait être déterminée par son taux de change fixe avec le dollar.

Comme nous l'avons exposé au premier chapitre, cette formule ne pouvait fonctionner sur une longue durée. Ce statut privilégié accordé à une devise nationale par rapport aux autres induisait un vice de fonctionnement qui fut formalisé à travers le *dilemme de Triffin*. Soit les États-Unis privaient les échanges mondiaux de moyens de paiement en tentant de maintenir la parité du dollar vis-à-vis du métal précieux grâce à une émission monétaire limitée; soit ils alimentaient les réserves de toutes les autres nations, ce qui ne pouvait se faire que si les États-Unis entretenaient un déficit commercial vis-à-vis d'elles. Cet endettement finirait par entacher la crédibilité du dollar en sa qualité de référence à l'or et remettrait en cause sa fonction de monnaie de référence pour les autres devises. À terme, les jours d'une monnaie de référence unique étaient nécessairement comptés.

Lorsque le président Nixon mit fin à la parité du dollar avec l'or, la devise américaine n'en continua pas moins à dominer sur la lancée que lui avait offerte son ancrage à l'or.⁷⁹ Le dollar n'était plus l'or par procuration, mais une valeur en soi par effet d'inertie: une dynamique s'était instaurée, justifiant son statut; il avait suffi pour cela que le monde soit demandeur de dollars et que les Américains soient, en retour, demandeurs des marchandises qui s'échangeaient contre leur devise.

Le mouvement se serait sans doute poursuivi moins longtemps si la Chine, en voie d'industrialisation rapide, n'avait constitué la partenaire idéale dont l'Amérique

⁷⁹ De plus, son statut de monnaie de référence serait désormais supporté notamment par le fait que le dollar était l'instrument de paiement exigé pour le pétrole.

avait besoin (Jorion, 2009). La Chine faisait bombance de dollars alors qu'en retour, l'Amérique ingérait ses marchandises. Le recyclage subséquent des surplus financiers de la Chine dans la dette américaine maintenaient aux États-Unis des taux d'intérêts bas et intensifiait le cycle en permettant ainsi à ses consommateurs de s'endetter davantage.

Ce processus ne pouvait être maintenu indéfiniment. En 2007, il devint évident que l'ampleur de la dette était devenue insoutenable. Après de cosmétiques hésitations, les autorités monétaires américaines répondirent par la fuite en avant. L'argent qui faisait défaut serait imprimé, sans création correspondante de richesse. Le dollar continue ainsi à risquer la dévaluation.

Conséquemment, les nations du monde, la Chine en tête, craignent que la valeur de leurs réserves en dollar ne s'érode. La proposition chinoise de transformer le système monétaire – à travers le recours aux DTS du FMI, par exemple – est parfois interprétée comme une simple rhétorique à propos d'un objectif « théorique » et lointain visant d'une part à rappeler aux États-Unis leur responsabilité dans une gestion « sérieuse » de leur monnaie tout en cherchant, d'autre part, à contrer les pressions américaines à propos de la réévaluation du yuan (Tchang, 2010). Pour Paul Krugman, les déclarations publiques répétées des officiels chinois appelant à une transformation du système monétaire international lui apparaissent davantage comme un aveu d'impuissance couplé d'un appel à l'aide pour limiter les conséquences de ce qu'il décrit comme de mauvais choix en matière d'investissement (Krugman, 02-04-2009).⁸⁰ La Chine aurait poussé son modèle de développement jusqu'au point de l'impasse et serait condamnée à le perpétuer à travers les crises. Ce n'est pas notre avis. Notre recherche se fonde, au contraire, sur la possibilité que la Chine y soit allée de sincères déclarations lors du sommet du BRIC à Iekaterinbourg en 2009 et qu'elle soit proactive dans la mise en oeuvre d'objectifs que de telles déclarations supposent. Ainsi avons-nous entrepris de faire état des défis qui se posent à la Chine dans sa démarche géoéconomique ainsi que de rendre compte des

⁸⁰ Il faut souligner que monsieur Krugman n'accorde aucune crédibilité à l'analyse géoéconomique (munier 2009b). Pourtant, comme John Maynard Keynes l'apprit à ses dépens à Bretton Woods, le terrain économique – monétaire dans ce cas-ci - est un théâtre de confrontation comme un autre pour un État cherchant à accroître sa puissance.

orientations par lesquelles elle poursuit sa quête d'indépendance face au système de l'étalon dollar.

Retour sur les chapitres

Dans un premier temps, notre examen des réserves chinoises et des politiques de change soulève l'ampleur du premier défi fondamental auquel fait face la Chine : tel qu'évoqué au premier chapitre, aucune alternative ne se pose encore au dollar. Cela n'a pas empêché la Chine d'en vendre presque 100 milliards en quelques mois, en profitant de la remontée du dollar pendant la première moitié de 2010, ni de diversifier ses investissements en emprunts d'État japonais, coréens ou européens. La Chine semble bien afficher une stratégie intégrant des mesures de diversification de ses réserves mais elle se heurte au fait qu'aucun État dans le monde ne peut émettre d'instrument de crédit à la hauteur de ses besoins. D'autre part, aucun État ne peut accueillir une part significative des réserves Chinoises sans pâtir de déséquilibres économiques. La Chine, quant à la composition de ses valeurs de réserves, demeure largement exposée aux fluctuations du dollar américain et, par extension, porte constamment cet incitatif à en supporter la valeur à moyen terme. Il n'est pas étonnant que le gouverneur de la BPC Zhou Xiaochuan confie, en marge d'une réunion de la Banque des règlements internationaux (BRI) tenue à Genève en juin 2009, que les réserves chinoises seront gérées avec « *une très grande stabilité et cohérence, fondée sur la liquidité, la sécurité et le rendement* » (Tchang, 2010, p.14). Nous pouvons conclure, en somme, que la Chine n'affiche aucune volonté ferme de changer sa politique quant au dollar et quant à son taux de change vis-à-vis du dollar. Bref, dans sa fonction de réserve de valeur, le dollar demeure important pour la Chine.

Dans un deuxième temps, l'examen de la diplomatie commerciale chinoise semble indiquer d'une part une importance décroissante des secteurs d'exportation. D'autre part, les nombreux accords commerciaux et les flux de marchandises qui maillent les marches de la Chine montrent la consolidation d'une économie-monde⁸¹ asiatique dont la stabilité des moyens de paiement se voit renforcée par les accords de Chiang Mai.

⁸¹ Expression de Fernand Braudel, tirée de l'allemand *Weltwirtschaft*, par laquelle il entend « *une portion seulement de notre planète, dans la mesure où elle forme un tout économique* » (annexe 15).

Si l'on peut dire que le dollar perd de son importance à l'échelle régionale dans ses fonctions d'unité de compte et d'intermédiaire des échanges, les accords de Chiang Mai s'avèrent cependant trop embryonnaires pour être considérés comme le proche équivalent d'une union monétaire. Ils ne se dressent pas moins en rempart contre les chocs monétaires et financiers pouvant résulter du système de l'étalon dollar. Bien que la région comporte son lot de forces centrifuges, ces dernières sont pour le moins contrebalancées par des forces centripètes constituées d'intérêts économiques qui gagnent en convergence, en complémentarité et en organicité. Malgré cela, il nous est impossible de conclure que la Chine n'a plus besoin d'appuyer le dollar. Elle a impérativement besoin de maintenir l'emploi dans les six provinces de la région côtière qui fournissent 85% des exportations chinoises vers les États-Unis dont plus de 40% sont toujours des produits à forte intensité de main-d'oeuvre (Tchang, 2010). Une réévaluation brutale du yuan qui viendrait s'ajouter au renchérissement des coûts de production déjà intervenus ces dernières années, dont presque 20% d'augmentation du salaire ouvrier en 2010, mettraient en péril bon nombre d'entreprises et d'emplois (Tchang, 2010). Il semble bien que la Chine ne pourra laisser tomber le dollar lorsqu'elle aura trouvé un autre client.

Dans un troisième temps, nous avons souligné l'importance fondamentale du rééquilibrage de l'économie chinoise vers une improbable consommation interne. Improbable puisque l'émergence de celle-ci promet de mettre à l'épreuve la volonté de l'élite politique chinoise qui doit maintenant engager des réformes visant à redistribuer la richesse nationale hors des cercles des élites. À ce sujet, nous avons fait état de nombreux obstacles, certains culturels, certains conjoncturels, certains structurels. Ce qui semble évident c'est que l'État central ne semble pas disposer d'un pouvoir pouvant contrebalancer l'inertie qu'exercent les intérêts en place. À moins de transformations institutionnelles importantes que rien ne laisse pressentir, nous devons conclure que la stabilité de l'économie chinoise – et, à sa suite, celle de l'économie-monde asiatique – dépende encore à moyen terme d'un consommateur externe.

Le consommateur externe

Alors que le Japon est depuis des années maintenant en déflation du fait de l'effondrement de l'énorme bulle spéculative financière et immobilière des années 1990,

l'économie américaine et plusieurs des économies européennes (Royaume-Uni, Irlande, Portugal, Espagne, Islande, Italie, Grèce...) sont à leur tour menacées. Cela est attribuable au recul des investissements des entreprises et de la consommation des ménages et à l'explosion de l'endettement public.⁸²

Aujourd'hui, le contexte de surproduction relative (ou sous-consommation) où chaque pays cherche à doper ses exportations face à la stagnation du marché intérieur, offre un cadre aux relations internationales qui ne semble pouvoir déboucher que sur une guerre économique et commerciale mondiale. La rencontre du G20 à Séoul à l'été 2010 a montré des protagonistes belliqueux et obstinés. L'irritation vient évidemment du fait que les consommateurs ne sont pas au rendez-vous.

Les économies politiques des nations occidentales ont en commun qu'une part croissante de leurs richesses est accaparé par un petit effectif de grands appétits alors que les risques sont de plus en plus assumés par une classe moyenne se vulnérabilisant (Lieberman, 2011). Parmi les États industriels avancés, les États-Unis constituent le degré le plus avancé de ce type d'économie politique.⁸³ En 2009, le revenu moyen du vingtile le plus fortuné a continué à s'accroître alors que le reste de la population voyait son revenu moyen diminuer. De plus, le taux de chômage réel aux États-Unis demeure à quelque 16% depuis plus de 2 ans, son plus haut niveau depuis trente ans; les saisies immobilières ont forcé des millions d'Américains hors de leurs demeures et les salaires réels ont chuté plus rapidement et plus amplement que depuis la Grande Dépression des années 30 (Lieberman, 2011).

Ceci n'est pas un hasard, mais le fruit de 40 ans de politiques délibérées favorisant systématiquement le capital au détriment du travail, notamment par voie d'allègements fiscaux pour les plus hauts revenus, de diminution de la taxation sur les gains en capital de même que par le relâchement des contraintes réglementaires permettant d'inhiber l'ampleur et la portée des activités spéculatives - contraintes mises en place par Roosevelt à la suite du crash de 1929 (Hacker & Pierson 2010). Depuis 1960, le centile le plus riche se partageait quelque huit pour cent du revenu national aux États-Unis. Aujourd'hui, il

⁸² C'est sans compter les politiques d'austérité sans précédent historique depuis 1945 (Carroué, 2011).

⁸³ Les disparités de revenu y sont cependant comparables au Ghana, au Nicaragua et au Turkménistan.

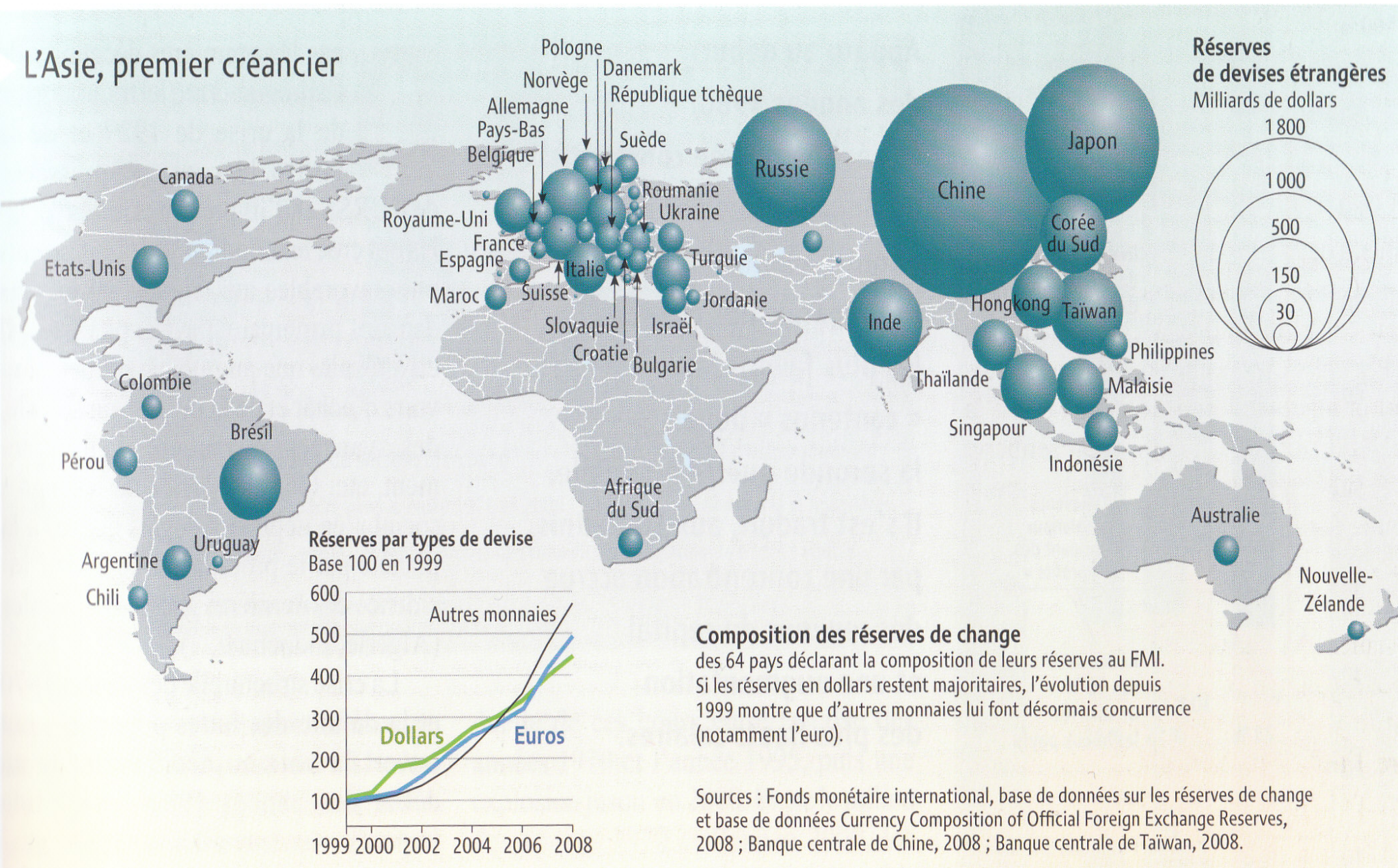
s'agit de 20% du revenu. En même temps, ces inégalités ont été renforcées et rendues soutenables par un accès au crédit facilité par l'entrée de la Chine dans le système dollar. Ce que les salariés américains perdaient en revenu, ils le gagneraient en opportunités d'endettement fournies par l'épargne asiatique (Jorion, 2009).

Il semblerait à première vue que les élites des États impliqués dans la guerre des monnaies soient plus prompts à montrer la paille dans l'oeil du voisin que la poutre qui est dans le leur. La Chine fait un bouc émissaire commode pour ce qui serait finalement des problèmes relevant de politique intérieure dans les États du G8. Souhaitons seulement que le jeu du blâme ait cessé avant toute dérive démagogique violente.

Entre temps, le vide idéologique de la Grande Correction laisse tout de même une place pour questionner la théorie monétariste, enterrer les théories de l'économie de l'offre et reconnaître le mensonge de l'autorégulation des marchés afin d'envisager des types de sociétés moins inégalitaires permettant un fonctionnement économique plus performant et une expérience humaine potentiellement plus riche (Wilkinson R. & Pickett K. 2010). Nous pouvons nous attendre, dans ce contexte, à ce que la monnaie soit l'objet d'âpres confrontations.

Annexe 1 : Réserves de change mondiales (Reckacewitz, décembre 2008/ janvier 2009)

L'Asie, premier créancier

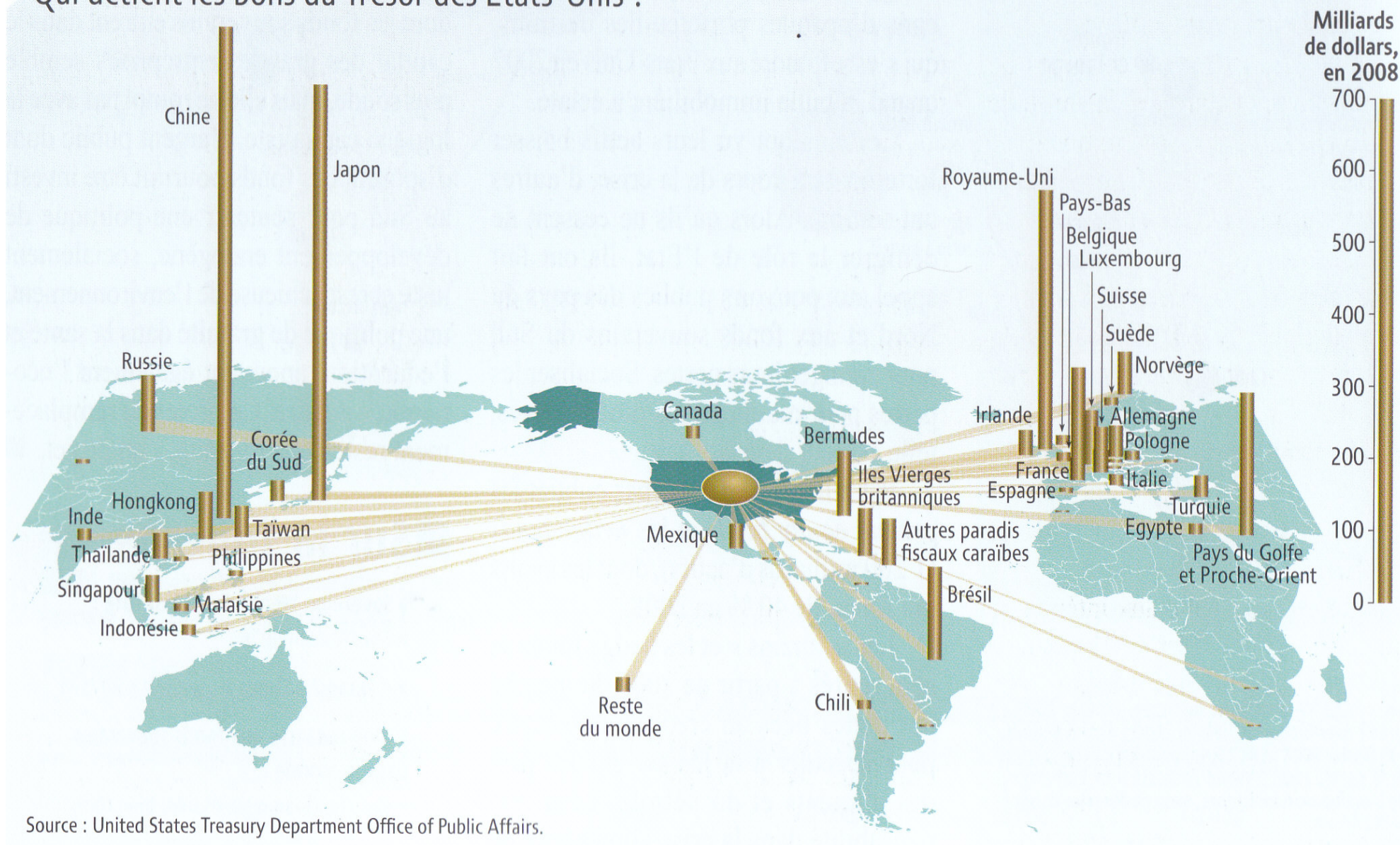


Annexe 2 : Composition des réserves de changes mondiales

[illegible]

Annexe 3 : Distribution des titres d'État américain, représentation cartographique (Reckacewitz, décembre 2008/ janvier 2009)

Qui détient les bons du Trésor des Etats-Unis ?



Annexe 4 : Dette publique des principaux États de la zone euro (% PIB)

	2007	2008	2009*	2010**	Accroissement depuis 2007
Autriche	59,4%	62,5%	70,4%	75,2%	26,6%
Belgique	84%	89,6%	95,7%	100,9%	20,1%
Finlande	-	33,4%	39,7%	45,7%	36,8%
France	63,8%	68%	75,2%	81,5%	27,7%
Allemagne	65,1%	65,9%	73,4%	78,7%	20,9%
Grèce	94,8%	97,6%	103,4%	115%	21,3%
Irlande	25%	43,2%	61,2%	79,7%	218,8%
Italie	103,5%	105,8%	113%	116%	12,2%
Pays-Bas	45,6%	58,2%	57%	63,1%	38,4%
Portugal	63,5%	66,4%	75,4%	81,5%	28,3%
Espagne	36,2%	39,5%	50,8%	62,3%	72,1%
Zone euro	66%	69,3%	77,7	83,6%	26,0%

*estimation ; ** prévision (Eurostat)

Annexe 5 : Structure et fonctions du SAFE

Départements du SAFE

General Affairs Department (Policy and Regulation Department)
Balance of Payment Department
Current Account Management Department
Capital Account Management Department
Supervision and Inspection Department
Reserves Management Department
Human Resources Department (Internal Auditing Department)
Science and Technology Department

Institutions affiliées au SAFE

Central Foreign Exchange Business Center
Information Center
General Services Center
Editorial Office of the <i>Foreign Exchange of China</i> journal

Fonctions du SAFE

Drafting laws, standards, policies and reform of the forex administration system.
Risk management and monitoring of balance of payments and the external credit and external debt.
Development and supervision of the foreign exchange market, foreign exchange reserves, gold reserves, and other foreign exchange assets of the state.
Setting the Renminbi convertibility / exchange rate policy.

Source: http://en.wikipedia.org/wiki/State_Administration_of_Foreign_Exchange

Annexe 6 : Noms des grands nombres

Noms des grands nombres

Notation mathématique	Nom anglo-américain	Nom européen
10^6	Million	Million
10^9	Billion	Milliard
10^{12}	Trillion	Billion
10^{15}	Quadrillion	Billiard
10^{18}	Quintillion	Trillion
10^{18}	Sextillion	Trilliard

Extrait de http://simple.wikipedia.org/wiki/Names_for_large_numbers

Annexe 7 : Balance des paiements

La balance des paiements est un document statistique élaboré sous forme comptable. Elle est un élément de la comptabilité nationale recensant les flux de biens, de services, de revenus, de transferts de capitaux, et les flux financiers que les résidents d'un pays dans leur ensemble (particuliers, entreprises ou État) entretiennent avec ceux du reste du monde.

Comptes de la balance des paiements

Compte des transactions courantes	La balance des transactions courantes ou balance courante recense les échanges internationaux de biens et services (i.e. la balance commerciale), ainsi que les revenus du travail et du capital et transferts courants.
Compte de capital	Le compte de capital recense les opérations d'achat ou de vente d'actifs non financiers, comme les brevets, ainsi que des transferts de capital. Parmi les transferts en capital figurent, par exemple, les remises de dette et les aides à l'investissement
Compte financier	La balance financière recense les flux financiers entre un pays et l'étranger, sous forme d'investissement direct à l'étranger (IDE), investissement de portefeuille, produits financiers dérivés, autres investissements, réserves de change et autres.

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Balance_des_paiements

Annexe 8 : Sources des réserves chinoises

	2000 - 2008	2000-2004	2004-2008
Augmentation des réserves (milliards USD)	1777	450	1327
A. Compte courant	1379	167	1212
(part de l'augmentation)	77,6%	37,2%	91,3%
Balance du commerce des biens	1146	182	964
(part de l'augmentation)	64,5%	40,4%	72,6%
B. Compte capital	374	231	144
(part de l'augmentation)	21,1%	51,3%	10,8%
IDF net	525	185	340
(part de l'augmentation)	29,5%	40,0%	25,6%
C. Erreurs et omissions	24	52	-28
(part de l'augmentation)	1,3%	11,5%	-2,1%

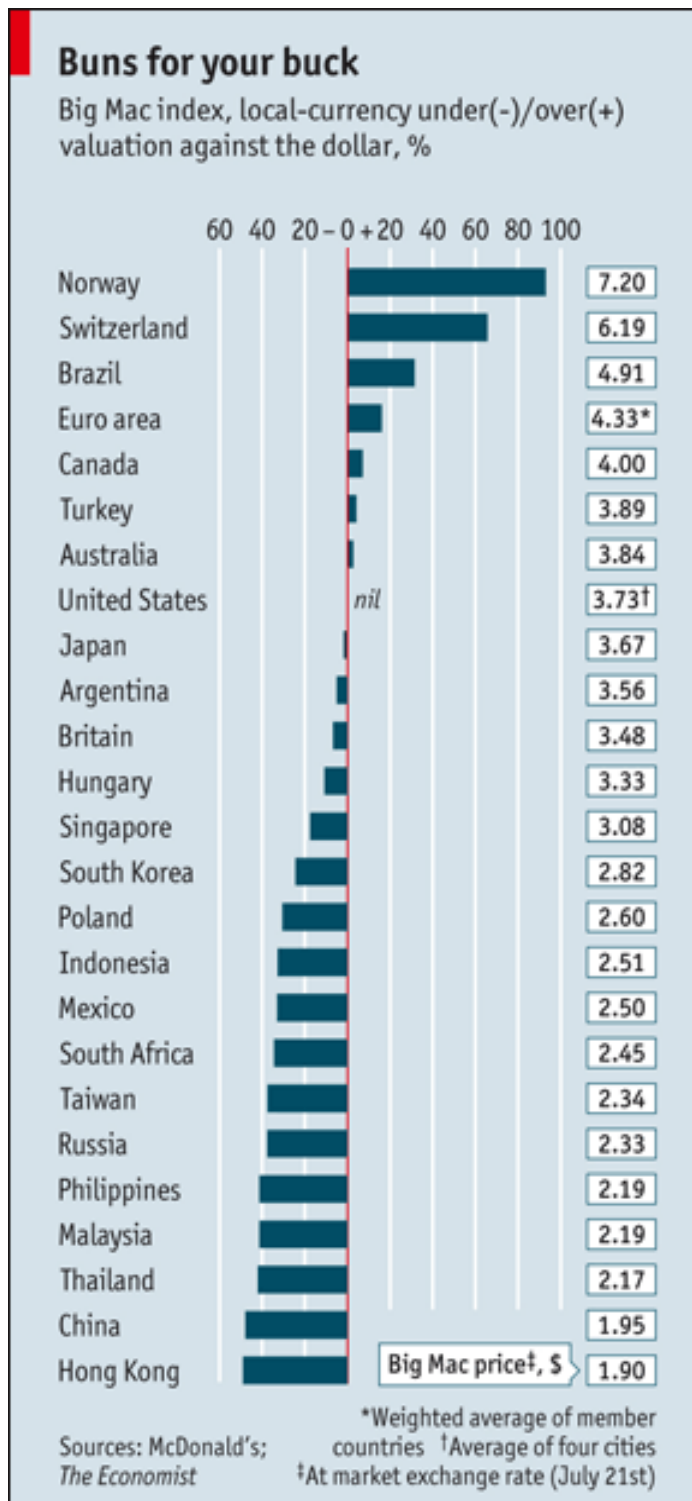
Source : Prasad, 2009

Annexe 9 : Expressions du taux de change

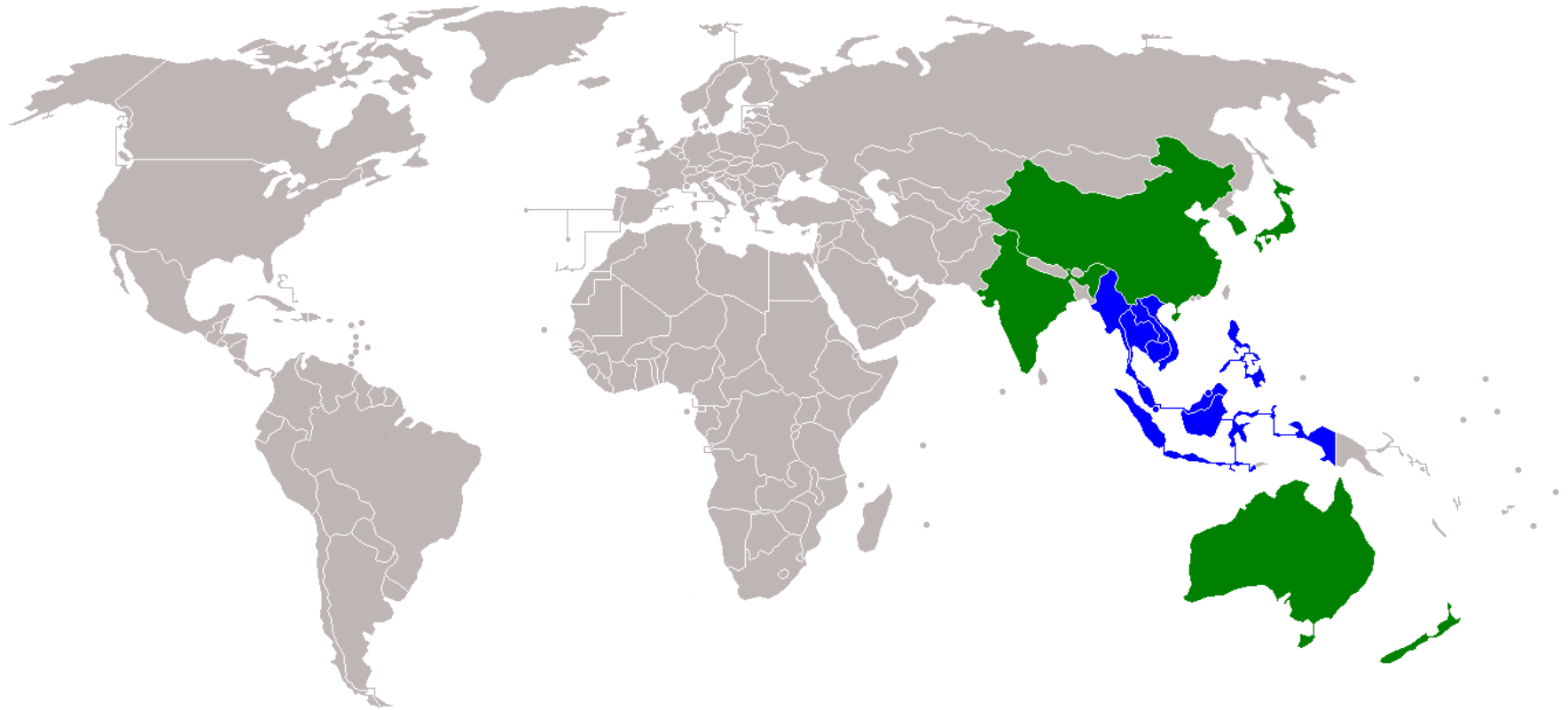
- Taux de change effectif : Il synthétise l'évolution du change d'un pays à l'égard de l'ensemble de ses partenaires. Il est calculé en pondérant chaque taux de change bilatéral par le poids de chaque partenaire dans les échanges du pays considéré.
- Taux de change réel : Il est calculé de manière à éliminer les écarts d'inflation entre pays.
- Taux de change nominal : Celui constaté à travers les prix courants.

Source : http://www.alternatives-economiques.fr/la-double-face-du-yuan_fr_art_633_48603.html

Annexe 10 : Indice Big Mac, juillet 2010.

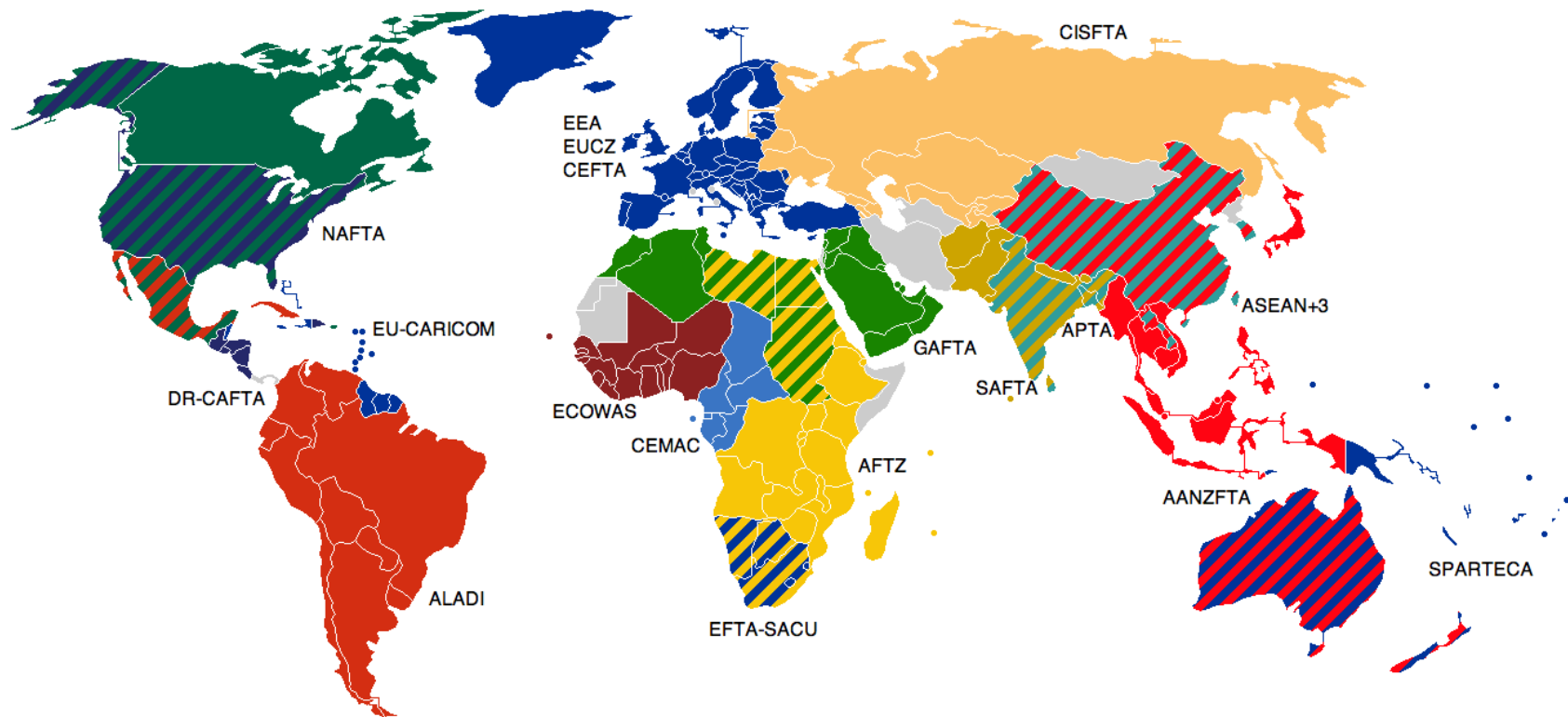


Source : http://www.economist.com/node/16646178?story_id=16646178

Annexe 11: Pays ayant des accords bilatéraux avec l'ASEAN

Source : http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_bilateral_free_trade_agreements

Annexe 12: Zones de libre échange regroupant au moins trois pays membres



Source : http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_free_trade_agreements

Annexe 13 : ALEs chinois effectifs

Partenaire	Biens	Services	Investissements
ASEAN	Juillet 2005	Juillet 2007	Août 2009
Pakistan	Juillet 2007	Octobre 2009	
Chili	Octobre 2006	Avril 2008	
Nouvelle-Zélande	Octobre 2008	Octobre 2008	Octobre 2008
Singapour	Octobre 2008		
Hong Kong	2003-2009	2003-2009	2003-2009
(Closer Economic and Partnership Arrangement)			
Macau	2003-2009	2003-2009	2003-2009
(Closer Economic and Partnership Arrangement)			
Costa Rica –			
(Signé en avril 2010)			

Source : <http://fta.mofcom.gov.cn/english/index.shtml>

Annexe 14 : ALEs chinois en élaboration

Tableau 2: ALEs chinois en négociation

Partenaire	ALE négocié depuis
Conseil de Coopération du Golfe	Juillet 2004
Australie	Mai 2005
Islande	Avril 2007
Norvège	Septembre 2008
Union douanière d'Afrique australe⁸⁴	Juin 2004

Source : <http://fta.mofcom.gov.cn/english/index.shtml>

Tableau 2: ALEs chinois en considération

Partenaire	Initiation de l'étude de faisabilité
Inde	2003; déposée en octobre 2007
Corée du Sud	Novembre 2004
Japon / Corée du Sud	Août 2010
Suisse	Septembre 2010

Source : <http://fta.mofcom.gov.cn/english/index.shtml>

*La Russie et la Chine intensifient leurs rapports commerciaux, notamment en ce qui concerne les ressources naturelles et énergétiques (Xinhua 11-03-2011).

⁸⁴ Afrique du Sud , Botswana , Namibie , Lesotho et Swaziland.

Annexe 15: L'économie-monde

Extrait de Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme* (1985) :

Une économie-monde peut se définir comme une triple réalité :

- Elle occupe un espace géographique donné; elle a donc des limites qui l'expliquent et qui varient, bien qu'avec une certaine lenteur. Il y a même forcément, de temps à autres, mais à longs intervalles, des ruptures. Ainsi à la suite des Grandes Découvertes de la fin du XVe siècle. Ainsi en 1689, quand la Russie, par la grâce de Pierre le Grand, s'ouvre à l'économie européenne. Imaginons aujourd'hui une franche, totale et définitive ouverture des limites de la Chine et de l'U.R.S.S. : il y aurait alors rupture des limites de l'espace occidental, tel qu'il existe actuellement.

- Une économie-monde accepte toujours un pôle, un centre, représenté par une ville dominante, jadis un État-ville, aujourd'hui une capitale, entendez une capitale économique (aux États-Unis, New York, non pas Washington). D'ailleurs, il peut exister, de façon même prolongée, deux centres à la fois, dans une même économie-monde : Rome et Alexandrie au temps d'Auguste, d'Antoine et de Cléopâtre, Venise et Gênes au temps de la guerre de Chioggia (1378-1381), Londres et Amsterdam, au XVIIIe siècle, avant l'élimination définitive de la Hollande. Car l'un des deux centres finit toujours par être éliminé. En 1929, le centre du monde, avec un peu d'hésitation, est passé ainsi, sans ambiguïté, de Londres à New York.

- Toute économie-monde se partage en zones successives. Le coeur, c'est-à-dire la région qui s'étend autour du centre : les Provinces-Unies quand Amsterdam domine le monde au XVIIe siècle; l'Angleterre (mais pas toute l'Angleterre) quand Londres, à partir des années 1780, a définitivement supplanté Amsterdam. Puis viennent des zones intermédiaires, autour du pivot central. Enfin, très larges, des marges qui, dans la division du travail qui caractérise l'économie-monde, se trouvent subordonnées et dépendantes, plus que participantes. Dans ces zones périphériques, la vie des hommes évoque souvent le Purgatoire, ou même l'Enfer. Et la raison suffisante en est, bel et bien, leur situation géographique.

Liste bibliographique

- Agence France Presse (16-03-2009), *China faces \$80b foreign equity losses*. The Sydney Morning Herald, [en ligne] : <http://news.smh.com.au/breaking-news-business/china-faces-us80b-foreign-equity-losses-20090316-8zmx.html>
- Agence France Presse (07-04-2009), *En Chine, les chiffres du chômage font débat*. Sainte-Geneviève, Courrier international, [en ligne] : http://www.lepoint.fr/monde/chomage-de-masse-en-chine-22-de-la-population-active-sans-emploi-10-09-2010-1234861_24.php
- Agence France Presse (10-09-2010), *Chômage de masse en Chine : 22% de la population active sans emploi*. Paris, Le Point, [en ligne] : http://www.lepoint.fr/monde/chomage-de-masse-en-chine-22-de-la-population-active-sans-emploi-10-09-2010-1234861_24.php
- Agence France Presse (09-12-2010), *La bulle immobilière s'aggrave en Chine*. Paris, Le Figaro, [en ligne] : <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2010/12/09/97002-20101209FILWWW00428-la-bulle-immobiliere-s-aggrave-en-chine.php>
- Aglietta M., Berrebi L. (2007), *Désordres dans le capitalisme mondial*. Paris, Éditions Odile Jacob.
- Aglietta M. & Lemoine F (2010), *La nouvelle frontière de la croissance chinoise, Économie mondiale 2011*, La Découverte, [en ligne] : <http://www.cepii.fr/francgraph/communications/pdf/2010/220910/aglietta220910.pdf>
- Artus P. & Mistal J. (2010), *La Chine s'éveille à la consommation*. Paris, Fondapol, [en ligne] : <http://www.fondapol.org/debats/1770/>
- Atlas géostratégique 2010. *Diplomatie*, hors série 10, décembre 09/janvier 10. Paris, Areion group.
- Atlaséco 2010 (2009). Paris, Le nouvel observateur.
- Attané I. (2010), *Quand la démographie fait l'économie: la Chine au pied du mur. Géopolitique*, No 111.
- Back A. & McMahon D. (19-08-2010), *China's Investing Turns to Neighbor*. The Wall Street Journal. [en ligne] : <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703791804575439093644614592.html>
- Batson A. (09-09-2010), *China's Reserves Already Diverse, Citi says*. The Wall Street Journal. [en ligne] : <http://blogs.wsj.com/chinarealtime/2010/09/09/chinas-reserves-already-diverse-citi-says/>
- Batson A. & Back A. (27-08-2010), *China Eases Forex Controls on Earnings by Exporters*. The Wall Street Journal. [en ligne] : <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748704147804575454973813623654.html>

- Baverez N. (2010), *Le yuan sous-évalué : un problème mondial*. Paris, Le Point, [en ligne] : <http://www.lepoint.fr/archives/article.php/407975>
- Bergsten C. (2009), The Dollar and The Deficits. *Foreign Affairs*, novembre/décembre, [en ligne] : <http://www.foreignaffairs.com/articles/65446/c-fred-bergsten/the-dollar-and-the-deficits>
- Berthelot J.-M. (2001), *Épistémologie de sciences sociales*. Paris, Presses Universitaires de France.
- Bost F. et al. (2009), *Images économiques du monde : géopolitique, géoéconomie 2010*. Paris, Armand Colin.
- Bradsher K. (05-03-2007), *China's Money Woe : Where to park it all*. New York, The New York Times, [en ligne] : <http://www.nytimes.com/2007/03/05/business/worldbusiness/05iht-yuan.4802948.html>
- Braudel F. (2008), *La dynamique du capitalisme*. Paris, Flammarion.
- Chen C. (26-05-2010), *Socal status, industrial monopolies cause widening income gap*. Pékin, china.org, [en ligne] : http://www.china.org.cn/china/2010-05/26/content_20123667.htm
- Chen J. (12-05-2010), *Country's wealth divide past warning level*. Pékin, China Daily, [en ligne] : http://www.chinadaily.com.cn/china/2010-05/12/content_9837073.htm
- China Briefing (24-10-2010), *Export Trade Processing in China « To Become Extinct »*. Pékin, China Briefing, [en ligne] : <http://www.china-briefing.com/news/2010/11/24/export-trade-processing-in-china-%E2%80%98to-become-extinct%E2%80%99.html>
- DeLong B., Cohen S. (2009), The End of Influence. *Foreign Policy*, 23 décembre, [en ligne] : http://www.foreignpolicy.com/articles/2009/12/23/the_end_of_influence
- De Montbrial T. (dir) (2010), *Ramses 2010 : crise mondiale et gouvernance globale*. Paris, Institut français des relations internationales.
- Devonshire-Ellis C. (19-01-2011), *China Now Has Third Highest Labor Cost in Emerging Asia*. Pékin, China Briefing, [en ligne] : <http://www.china-briefing.com/news/2011/01/19/china-near-top-of-the-list-for-wage-overheads-in-emerging-asia.html>
- Devonshire-Ellis C. (27-01-2011), *Can China's Consumers Spend Another US\$790 Billion Annually?* Pékin, China Briefing, [en ligne] : <http://www.china-briefing.com/news/2011/01/27/can-chinas-consumers-spend-another-us790-billion-annually.html>
- Dingmin Z. (2010), *CIC Reports 11.7% Global Return for 2009 on Commodities Bets*. Bloomberg News 29 juillet 2010. [en ligne] : <http://www.bloomberg.com/news/2010->

07-29/china-s-sovereign-fund-posts-11-7-global-return-in-2009-on-commodity-bets.html

Dockès P. & Lorenzi J.-H. (dir) (2009), *Fin de monde ou sortie de crise?* Paris, Éditions Perrin.

Dooley, Folkerts-Landau, and Garber (2003), *An Essay on the Revived Bretton Woods System*. NBER Working Papers; [en ligne] : http://www.econ.puc-rio.br/gfranco/Dooley_Landay_Garber_Bretton%20Woods.pdf. Pour une critique : Eichengreen B. (2004), *Global Imbalances and the Lessons of Bretton Woods*. NBER Working Papers

Dostaler G., Maris, B. (2009), *Capitalisme et pulsion de mort*. Paris, Éditions Albin Michel.

Dow Jones (16-09-2010), *Chine : le fonds souverain CIC juge que Pékin devra diversifier ses réserves de changes*. [en ligne] : <http://www.cbanque.com/actu/19230/chine-le-fonds-souverain-cic-juge-que-pek-in-devra-diversifier-ses-reserves-de-changes>

Dugua P.-Y. (27-09-2010), *le Congrès américain s'achemine vers des sanctions*. Le Figaro. [en ligne] : <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2010/09/24/04016-20100924ARTFIG00577-yuan-le-congres-americain-s-achemine-vers-des-sanctions.php>

Duroselle; J.-B. (1961), *De Wilson à Roosevelt. Politique étrangère des États-Unis, 1913-1945*, Paris, Armand Colin.

Eichengreen B. (2009), The Dollar Dilemma. *Foreign Affairs*, septembre/octobre, [en ligne] : <http://www.foreignaffairs.com/articles/65241/barry-eichengreen/the-dollar-dilemma>

Engdahl W. (2004), *Pétrole, une guerre d'un siècle*. Paris, Éditions Jean-Cyrille Godefroy.

Ferguson N. (2010), Complexity and Collapse. *Foreign Affairs*, mars/avril, [en ligne] : <http://www.foreignaffairs.com/articles/65987/niall-ferguson/complexity-and-collapse>

Fic V. (2010), China's Five-Year Plan to Boost Economy. *Asia-Pacific Business & Technology Report*, Vol. 2, No 12.

Frieden J.(2009), *Global Imbalances, National Rebalancing, and the Political Economy of Recovery*. New York & Washington, Council on Foreign Relations, [en ligne] : http://www.cfr.org/publication/20464/global_imbalances_national_rebalancing_and_the_political_economy_of_recovery.html

Frost E. (26-03-2008). *China's Commercial Diplomacy in Asia: Promise or Threat?* [en ligne] : http://www.allacademic.com/meta/p253869_index.htm

Goldschmidt P. (2009), *La proposition d'une "nouvelle monnaie internationale" occulte les vrais enjeux*. [en ligne] : <http://www.paulngoldschmidt.eu/Economic%20Web/Propositions%20pour%20une%20nouvelle%20monnaie%20internationale%20occulte%20les%20vrais%20enjeux.htm>

Grahl J. (2000), Money as Sovereignty : the Economics of Michel Aglietta. *New Political Economy*, 5(2). [en ligne] : <http://www.memo-europe.uni-bremen.de/downloads/Grahl499.PDF>

Hacker J. S. & Pierson P. (2010). *Winner Take-All Politics : How Washington Made the Rich Richer – and Turned its Back on the Middle Class*. New York, Simon & Schuster.

Hamada K. (2005), *The Impact of China's Economic Integration: The Implications of China's Role in the Asian Production Network for the Global Economic System*, non-publié. Cité dans Frost (2008).

Hudson M. (2003), *Super Imperialism: The Economic Strategy of American Empire*. New York, Holt, Rinehart and Winston, Inc., [en ligne] : <http://www.soilandhealth.org/03sov/0303critic/030317hudson/superimperialism.pdf>

Hudson M. (2009), *De-Dollarization: Dismantling America's Financial-Military Empire*. [en ligne] : <http://michael-hudson.com/2009/06/de-dollarization-dismantling-america%E2%80%99s-financial-military-empire/>

Hummel J. (2006), Can the present dollar system survive? *SFO Magazine*, [en ligne] : <http://www.aisgroup.com/Reports/SFO%20March%202006%20Reprint.pdf>

Ikenson D. (01-04-2010), *Bras de fer USA-Chine sur le yuan : où est le vrai problème?* Un monde libre. [en ligne] : http://www.unmondelibre.org/Ikenson_Yuan_010410

Jacque L. (2010), *Guerre des monnaies, mythes et réalités*. *Le monde diplomatique*, No 681, décembre.

Jorion P. (2009), *L'argent. Mode d'emploi*. Paris, Fayard.

Kezeco (19-09-2010), *Le taux de change du yuan, pomme de discorde internationale*. Le portail du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie de France. [en ligne] : <http://www.kezeco.economie.gouv.fr/Le-taux-de-change-du-yuan-pomme-de>

Kopp W. H. (2004), *Commercial Diplomacy and the National Interest*. Washington DC, American Academy of Diplomacy & Business Council for International Understanding.

Krugman P. (03-04-2009), *China's dollar trap*. New York, The New York Times, [en ligne] : <http://www.nytimes.com/2009/04/03/opinion/03krugman.html>

Kuran T. (2011), West is best? *Foreign Affairs*, janvier/février 2011, Vol. 90, No. 1.

La monnaie : hier, aujourd'hui... demain. *Géopolitique*, juillet 2009. Paris, Institut international de géopolitique.

Langevin, D. (2010), *La diplomatie du dollar de William Taft*. [en ligne] : <http://www.repere.tv/?p=8851>

L'Atlas 2010 (2009), Le Monde diplomatique. Paris, Armand Colin.

Le basculement du monde : de la chute du Mur à l'essor de la Chine. *Manière de voir*, octobre/novembre 2009. Paris, Le Monde diplomatique.

Le Figaro (01-03-2010). *Pékin assure sa confiance dans les bons du Trésor américain*. Paris, Le Figaro, [en ligne] : <http://www.lefigaro.fr/tauxetdevises/2010/03/10/04004-20100310ARTFIG00525-pek-in-assure-sa-confiance-dans-les-bons-du-tresor-americain-.php>

Lemoine F. (2010). Succès passés et nouveaux défis: l'économie à un tournant. *Géopolitique*, No 111.

Le Partenaire Européen (03-05-2010), *La Chine prend des mesures pour enrayer la hausse des prix de l'immobilier*. [en ligne] : <http://www.partenaire-europeen.fr/Actualites-Conseils/actualite-de-l-immobilier/L-actualite-internationale/immobilier-chine-pek-in-prix-immobilier-20100504>

Le Partenaire Européen (21-01-2011), *Chine: Poursuite de la hausse des prix de l'immobilier*. [en ligne] : <http://www.partenaire-europeen.fr/Actualites-Conseils/actualite-de-l-immobilier/L-actualite-internationale/Immobilier-Chine-prix-20110123>

Le Tac A.-S. (2009), Défi, menace ou bluff? La guerre économique vue de Chine. *Rapport Anteios 2010*. Paris, Presses Universitaires de France.

L'état de la mondialisation 2010. *Alternatives Internationales*, hors série No. 7, décembre 2009. Paris, Libération.

Lieberman R. (2011), Why the Rich Are Getting Richer. *Foreign Affairs*, janvier/février 2011, Vol. 90, No. 1.

Liu K. H. (2002), *The Case for an Asian Monetary Fund*. New York, Asia Times Online, [en ligne] : http://www.atimes.com/atimes/Asian_Economy/DG12Dk01.html

Lordon F. (2009). *La crise de trop, reconstruction d'un monde failli*. Paris, Librairie Arthème Fayard.

Lordon F., Orléan A. (2007), Genèse de l'Etat et genèse de la monnaie : le modèle de la potentia multitudinis. *Revue du MAUSS permanente*, [en ligne] : <http://www.journaldumauss.net/spip.php?article80>

Lorot P. (2000), La géoéconomie, nouvelle grammaire des rivalités internationales. *Annuaire français des relations internationales*, Vol.1. Bruxelles, Éditions Bruylant, [en ligne] : <http://www.afri-ct.org/La-geo-economie-nouvelle-grammaire>

- Maurel C. (2009), *Géopolitique des impérialismes*. Paris, Groupe Vocatis.
- McMahon D. & Dean J. (02-0-2010), Spain Reaches Out to China on Government Debt. The Wall Street Journal. [en ligne] : <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703882304575464983864382668.html>
- Milanovic B. (2003), The Two Faces of Globalization : Against Globalization as We Know It. *World Development*, Vol. 31, No. 4. Londres, Elsevier Science Ltd. Pp.667-683.
- Money Week (07-09-2010), *Les réserves de change chinoises encore trop remplies de dollars?* [en ligne] : <http://www.moneyweek.fr/20100940192/actualites/actu-economie/reserve-de-change-chine-dollar/>
- Mouilleseaux I. (31-08-2010), *Le yen flambe, les États-Unis trinquent, la Chine tire les ficelles : choisissez vote camp!* Money Week. [en ligne] : <http://www.moneyweek.fr/20100839507/conseils/marches-monetaires/yen-chine-bernanke/>
- Munier F. (2009), Une nouvelle guerre froide? - La guerre économique aujourd'hui. *Rapport Anteios 2010*. Paris, Presses Universitaires de France.
- Munier F. (2009b), Métaphore féconde, abus de langage ou machine de guerre? – La guerre économique face à ses contradicteurs. *Rapport Anteios 2010*. Paris, Presses Universitaires de France.
- National Bureau of Statistics of China (28-02-2011), *Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2010 National Economic and Social Development*. [en ligne] : http://www.stats.gov.cn/english/newsandcomingevents/t20110228_402705764.htm
- Organisation de Coopération de Shanghai (16-06-2009), *Joint Communiqué of Meeting of the Council of the Heads of the Member States of the Shanghai Cooperation Organisation*. [en ligne] : http://www.uzbekembassy.org/e/sco_jointcommuniqué
- Pei M. (2006), *China's Trapped transition. The Limits of Developmental Autocracy*. Cambridge, Harvard University Press.
- Platias A. & Koliopoulos C. (2006), *Thucydides on Strategy : Athenian and Spartan Grand Strategies in the Peloponnesian War and Their Relevance Today*. Athènes, Éditions Eurasia.
- Prasad E. (dir) (2004), *China's Growth and Integration*. Washington DC, Fonds Monétaire International. [en ligne] : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/op/232/op232.pdf>
- Procassini A. (2000). *Creating Case Studies in Commercial Diplomacy*. Institute for Trade and Commercial Diplomacy. [en ligne] : http://www.commercialdiplomacy.org/manuals/manual_casestudies.htm
- Puel, J.-M. (2009). Les fonds souverains. Paris, Éditions Autement.

- Qi J. (17-03-2010), *Bridging the income gap*. Pékin, China Daily, [en ligne] : http://www.chinadaily.com.cn/opinion/2010-03/17/content_9600776.htm
- Quatrepoint J.-M. (2009), *La dernière bulle*. Paris, Librairie Arthème Fayard.
- Rabreau M. (16-11-2010), *La Chine veut lutter contre l'explosion des prix*. Paris, Le Figaro, [en ligne] : <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2010/11/16/04016-20101116ARTFIG00662-la-chine-veut-lutter-contre-l-explosion-des-prix.php>
- Rapport moral sur l'argent dans le monde (2009). Paris, Association d'économie financière.
- Ravenhill J. (2006). Is China an Economic Threat to Southeast Asia? *Asian Survey*, Vol. 46, No 5. The Regents of the University of California. [en ligne] : <http://web.rollins.edu/~tlairson/easia/chithreatsea.pdf>
- Reckacewitz P. (décembre 2008/ janvier 2009). Un monde enchâssé dans le système dollar. *Manière de Voir* n° 102, décembre 2008/ janvier 2009. Paris, Le Monde Diplomatique.
- Reuters (16-06-2009), *Le BRIC veut être plus influent, évite le sujet du dollar*. Paris, Le Point, [en ligne] : <http://www.lepoint.fr/actualites-economie/2009-06-16/le-bric-veut-etre-plus-influent-evite-le-sujet-du-dollar/916/0/353075>
- Roberts D. (27-01-2011), *China's Growing Income Gap*. Bloomberg Businessweek, [en ligne] : http://www.businessweek.com/magazine/content/11_06/b4214013648109.htm
- Rodier A. (30-01-2011), *La Chine impose la taxe foncière*. Paris, Le Figaro, [en ligne] : <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2011/01/30/04016-20110130ARTFIG00237-la-chine-impose-la-taxe-fonciere.php>
- Sargent T. (1986), *Rational Expectations and Inflation*. New York, Harper and Row.
- Schell O. (24-07-2007), *La Chine, les Jeux olympiques et le leadership mondial*. Project Syndicate, [en ligne] : <http://www.project-syndicate.org/commentary/schell14/French>
- Setser B. (2009), *China's 1.5 Trillion Bet : Understanding China's External Portfolio*. Council on Foreign Relations Press. [en ligne] : http://www.cfr.org/publication/18149/chinas_15_trillion_bet.html
- Shirk S. (2008). *China Fragile Superpower*. Oxford, Oxford University Press.
- Spyropoulos G. (2010), La naissance du réalisme politique et ses principes fondamentaux à travers l'oeuvre de Thucydide, *Diplomatie*, No 45, Juillet/août 2010.
- Sternberg J. (20-01-2011), *Why China won't buy what the US can't anytime soon*. New York, Wall Street Journal. [en ligne] : <http://www.livemint.com/2011/01/20215541/Why-china-won8217t-buy-what.html>
- Tchang J.-P. (2010), Derrière la bataille du yuan. *Géopolitique*, No 111.
- Triffin R. (1960), *Gold and the Dollar Crisis: The Future of Convertibility*. New Haven, Yale University Press.
- Vittori J.-M. (13-04-2010), *La question à 2400 milliards de dollars*. Les Echos. [en ligne] : <http://www.lesechos.fr/opinions/chroniques/020472489958.htm>

Wade, R. & Veneroso, F. (1998), *The Asian Crisis : The high Debt Model versus the Wall Street-Treasury-IMF Complex*. New Left Review, mars-avril 1998. [en ligne] : <http://www.newleftreview.org/?view=1947>

Wilkinson R. & Pickett K. (2010), *The Spirit Level. Why Equality is Better for Everyone*. London, Penguin Books.

Wong C. (2009), Rebuilding Government for the 21st Century: Can China Incrementally Reform the Public Sector? *The China Quarterly*, no 200, [en ligne] : <http://bicc.banksidesystems.net/LinkClick.aspx?link=Shenyang+paper+Wong.pdf&tabid=568&mid=1393>

World Gold Council (2011), *Annual time series on World Official Gold Reserves since 1845*. [en ligne] : http://www.gold.org/government_affairs/gold_reserves/

World Gold Council (2011), *Latest World Official Gold Reserves*. [en ligne] : http://www.gold.org/government_affairs/gold_reserves/

Xin Z. & Rabinovitch S. (02-09-2019), *Heavy in dollars, China warns of depreciation*. Reuters. [en ligne] : <http://www.reuters.com/article/idUSTOE68202T20100903>

Xinhua (23-03-2009), *Central bank : China to continue investing in U.S. Treasury bonds*. [en ligne] : http://news.xinhuanet.com/english/2009-03/23/content_11059470.htm

Xinhua (05-03-2010), *Highlights of Wen's government work report*. Pékin, China Daily, [en ligne] : http://www.chinadaily.com.cn/china/2010npc/2010-03/05/content_9541766.htm

Xinhua (24-11-2010), *China, Russia vow to expand bilateral cooperation*. [en ligne] : http://www.bizchinanow.com/Contents/Channel_1900/2010/1124/278644/content_278644.htm

Xinhua (16-01-2011), *China takes big steps in affordable housings to bring down real estate fever*. Pékin, latestChina.com, [en ligne] : <http://latestchina.com/article/?rid=27757>

Xinhua (11-03-2011), *China, Russia vow to expand bilateral cooperation*. Pékin, BizChinaNow.com, [en ligne] : http://www.bizchinanow.com/Contents/Channel_1900/2010/1124/278644/content_278644.htm

Zhou Xiaochuan (2009), *Reform the international monetary system*. [en ligne] : <http://www.bis.org/review/r090402c.pdf>